

Supplément « Sans visa »

Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

SAMEDI 10 AOÛT 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14473 - 8 F

BOURSE



Survenant après l'assassinat de Chapour Bakhtiar à Paris

L'enlèvement d'un Français au Liban complique le règlement de l'affaire des otages occidentaux

Le retour des « durs »

QUELLE que soit l'identité du ou des auteurs de l'assassinat de Chapour Bakhtiar, les regards se tournent vers Téhéran. Et cela ne peut que compliquer davantage les relations entre la France et l'Iran, alors que les deux pays tardent à régler définitivement leur contentieux financier. En tout cas, le voyage que M. François Mitterrand envisageait de faire à l'automne à Téhéran semble compromis.

Plus généralement, dans l'attente d'une clarification de l'attitude des autorités iraniennes, les Occidentaux s'interrogent sur cette sorte de normalisation que le président Hachémi Rafsanjani paraît rechercher avec eux. Même s'il est évident que son gouvernement a joué un rôle important dans la libération du journaliste britannique John McCarthy, à Beyrouth, on a remarqué à ce propos que le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a pris soin de remercier d'abord le gouvernement iranien pour ses efforts humanitaires.

LA libération de John McCarthy annonçait celle des autres otages, et il ne faisait guère de doute que le régime actuel de Téhéran voulait se débarrasser de ce problème, qui est, pour M. Rafsanjani, le dernier gros obstacle à un rapprochement avec l'Occident.

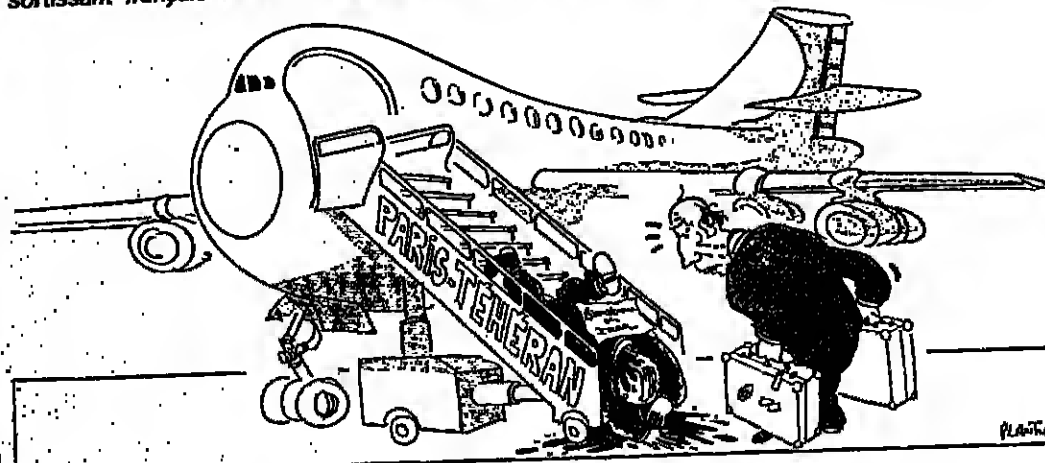
Certes, les dirigeants iraniens pourraient dire que le crime commis à Paris est l'œuvre d'extrémistes que nous ne pouvons pas contrôler, mais qui cherchent à nuire à leur politique. Bien sûr, la lutte entre « durs » et « modérés » à Téhéran est toujours très vive. Certains ont vu un lien entre l'assassinat de Chapour Bakhtiar et la libération de John McCarthy. De toute manière, ceux qui ont revendiqué l'enlèvement de Jérôme Leyraud ont clairement fait savoir que leur action a pour but de réduire à néant les manœuvres diplomatiques destinées à obtenir l'élargissement de tous les otages.

CERTES, Khomeiny est mort. Cet M. Rafsanjani a déjà donné des preuves de sa relative modération. Mais il n'a pas encore définitivement effirmé son pouvoir, car il doit toujours composer avec les « durs ». C'est notamment pourquoi il dénonce l'actuel processus de paix au Proche-Orient sous l'égide des États-Unis. Il ne s'est pas encore nettement démarqué de ces « durs » et n'a pas vraiment fait en sorte que son régime tirs, une fois pour toutes, un trait sur le recours au terrorisme.

La compréhension que l'on peut manifester à l'égard de M. Rafsanjani, compte tenu de ses difficultés, a des limites. Il devrait au moins être incité avec fermeté à mettre de l'ordre dans sa maison et mieux définir sa politique. On peut comprendre que le régime de Téhéran garde dans une certaine mesure un double visage, en raison des rivalités qui subsistent. Mais il faudrait au moins écarter le soupçon de duplicité.

M. Jérôme Leyraud, administrateur de la mission humanitaire de Médecins du monde au Liban, a disparu, jeudi après-midi 8 août, à Beyrouth. Son enlèvement a été revendiqué par l'Organisation de défense des droits des prisonniers, qui menace d'assassiner ce ressortissant français « à la minute même ou un

autre otage sera libéré ». Cette affaire, survenant en même temps que l'assassinat à Paris de Chapour Bakhtiar, ancien premier ministre du chah d'Iran, complique un règlement de la question des otages occidentaux, qui semblait en bonne voie après la libération du Britannique John McCarthy.



Contradictions iraniennes

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

L'enlèvement, revendiqué sans preuve jusqu'à présent, d'un ressortissant français, M. Jérôme Leyraud, quelques heures après la libération par le Jihad islamique du journaliste britannique John McCarthy, pourrait bien être une des conséquences de la lutte que se livrent de façon plus en plus âpre les « durs » et les « modérés » en Iran et dans laquelle l'affaire des otages occidentaux au Liban constitue une des dernières cartes importantes. Dans un appel téléphonique à une agence de presse internationale à Beyrouth, « l'Organisation de défense des droits des prisonniers », qui déclare détenir M. Leyraud, a en effet affirmé : « Il sera exécuté à la minute même où un autre otage sera libéré ». Cette « organisation », dont le nom était apparu dans la nuit de mardi à mercredi, avait

déjà revendiqué les « tirs de semence » contre les bureaux de l'ONU à Beyrouth : elle voulait marquer son opposition à la libération des otages occidentaux tout qu'Israël, notamment, ne relâche pas les prisonniers qu'il détient.

An moment où l'affaire des otages persévère en voie de règlement, cet enlèvement mon-

tre que de sérieuses divergences demeurent d'exister en Iran entre deux courants modérés du président Rafsanjani - avant tout désireux d'ouvrir leur pays à l'Ouest - et les tenants de la ligne dure, qui prônent la poursuite de la Révolution et dénoncent les tentatives d'ouverture du pouvoir.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite 5

Lire aussi

La libération de M. McCarthy et l'enlèvement d'un Français au Liban :

- Emotion et questions à Londres par HENRI PIERRE
- Optimisme très prudent à Washington par HENRI PIERRE
- M. Jérôme Leyraud, un administrateur de l'aide humanitaire

L'assassinat de Chapour Bakhtiar :

- Un ami de la famille parmi les suspects par ERICH INCIVAN
- Rue Cluseret, à Suresnes par DANIEL SCHNEIDERMAN
- Le contentieux financier franco-iranien par FRANÇOISE LAZARE
- Les réactions en France et dans le monde

pages 3 à 5

LE MONDE diplomatique

Août 1991

- PROCHE-ORIENT : Ambre victorie, par Claude Julien. - Israël en pays conquis, par Micheline Fauriol. - Inventer le devoir de paix, par Monique Cheminier-Gendreau. - Gesticulations diplomatiques, déceptions politiques, par Paul-Marie de La Gorce.
- FRANCE : Pour une démocratie participative, par Jean Chesneaux. - Plus d'asile pour les victimes de la misère, par Jean-Pierre Alaux. - Drogue, banlieues, intégrismes, par René Passet.
- YUGOSLAVIE : De la guerre civile, par Ignacio Ramonet.
- SUISSE : Les 700 ans de la Confédération helvétique, par Ulrich Im Hof. - Protéger l'agriculture des lois du marché, par Jean Vallat. - Le mythe d'une armée démocratique et populaire, par Albert Widmer.
- ALGÉRIE : L'armée au secours de la démocratie 2, par Lahouari Addi.
- TOUAREGS : Sortis de l'oubli, ils souffrent de l'Histoire, par Malek Chebel.
- LITTÉRATURE : Poétique de la soif, une nouvelle de Ch'oe Yun. - L'Union soviétique démolie par ses écrivains, par Jean-Jacques Maré.

En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

L'impossible exode des Albanais

Quatre ports albanais ont été déclarés « zone militaire » et placés sous le contrôle de l'armée pour tenter d'endiguer le flot des candidats à l'exil qui, saisis de panique, ont pris d'assaut plusieurs cargos ces derniers jours.

En Italie, les autorités, de nouveau confrontées à un drame - et impossible - exode, s'organisent pour renvoyer chez eux ces milliers de réfugiés albanais.

Lire page 6

Des observateurs internationaux en Yougoslavie

Le comité de crise de la CSCE a proposé l'envoi d'un corps d'observateurs internationaux, élargi à d'autres pays que ceux de la CEE, pour tenter de faire respecter le cessez-le-feu en Croatie, toujours très précaire sur le terrain.

Lire page 6
les articles de BERTRAND LE GENDRE et de MARIE-PIERRE SUBTIL

L'influence de la pègre dans les entreprises japonaises

Les actions spectaculaires de groupuscules extrémistes prolongent les scandales des maisons de titres japonaises. Ces événements mettent en évidence les liens qui existent entre la pègre nipponne et les entreprises. Hommes politiques et hommes d'affaires, par myopie, englobent ou mauvaise foi, affirment tout ignorer de ces liens...

Lire page 15
l'enquête de PHILIPPE PONS

Ultimes négociations à Marseille pour la reprise de Sud-Marine

La table ronde prévue à Paris jeudi 8 août sur Sud-Marine a tourné court, pendant que les dockers CGT barraient le port de Marseille pour protester contre le déclin des activités maritimes et manifester leur solidarité avec les salariés de l'entreprise de réparation navale. A Marseille, d'ultimes négociations ont lieu pour attiser sur les propositions de reprise du groupe Brisard.

Lire page 14
l'article de GUY PORTE

La Bretagne en musique

Tandis que les Treizièmes Semaines musicales de Quimper proposent un programme dédié à l'enfance et bâti comme un pied de nez au bicentenaire de Mozart, les musiciens bretons, irlandais, asturiens, galiciens ou gallois se retrouvent en famille au Festival interceltique de Lorient où le rock et le folk se mêlent aux musiques traditionnelles.

Lire page 8
les articles d'ANNE REY et de VÉRONIQUE MORTAIGNE

Le sommaire complet se trouve page 20

Les écologistes entre deux stratégies

Les décisions concernant la Loire, la Camargue et le Somport aiguisent la rivalité entre M. Lalonde et M. Waechter

par Patrick Jarreau

L'écologisme continue à bénéficier d'un niveau d'intentions de vote qui incite ses tenants à la bonne humeur et les socialistes à l'inquiétude. Car, pour ces derniers, il ne fait pas de doute que leur électorat des années 70 et des années 80 est le vivier principal dans lequel se recrutent les voix « vertes », celles de déçus de la gauche, de nostalgiques du « changer la vie », reprochant au Parti socialiste sa cooptation au libéralisme économique et son adaptation à un système institutionnel qui favorise l'immobilisme davantage que l'innovation.

Selon le sondage de l'Institut BVA publié la semaine dernière par Paris-Match (Le Monde du 2 août), 13 % des électeurs votent écologiste à des élections

législatives qui auraient lieu aujourd'hui (soit une baisse de 1,5 point par rapport au mois précédent).

Les socialistes tentent d'introduire dans leurs réflexions une dimension écologiste, préoccupations qui, jusqu'à présent, n'y tenaient qu'une place réduite. M. Jean Poperen, depuis le congrès de Rennes de mars

1990, met en avant une condamnation du « productivisme » directement inspirée des thèses écologistes.

M^{me} Marie-Noëlle Lienemann milite depuis plus longtemps pour une rénovation des idées socialistes qui emprunte à la défense de l'environnement et à la critique de l'utilisation de l'énergie nucléaire.

Lire la suite page 7

Voyage avec Colombé

11. - L'île étranglée

Le 28 octobre 1492, Colomb aborde Cuba, « la terre la plus belle », qu'il prend pour le Japon. Il y découvre des nourritures inconnues. Les Cubains, eux, connaissent la pénurie...

Lire page 2

le onzième épisode du feuilleton d'EDWY PLENEL

M0147 - 0810 0 - 6.00 F



A L'ÉTRANGER : Afrique, 450 OA ; Arabie, 9 DH ; Turquie, 750 m ; Allemagne, 2,90 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 85 p ; Irlande, 220 IR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Roumanie, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,20 FS ; USA (hors), 2,50 \$

Voyage avec Colomb



Maintenant, c'est la chose. Aujourd'hui comme hier, comme demain. L'exception érigée en norme quotidienne, le sacrifice en vertu ordinaire (Cuba, juillet 1991).

11. L'île étranglée

par Edwy Plenel

LA HAVANE. — Enfin, de la concurrence ! Jusqu'à cette étape cubaine, Colomb nous accompagnait en héros solitaire, version marine du don Quichotte, découvreur de moulins à vent et chasseur d'écailles de mer, grandiose et ridicule, séduisant et exaspérant. « *Ahora tiempo de héroes* », disent les murs de La Havane. Maintenant, c'est le temps des héros. Aujourd'hui comme hier, comme demain. L'exception érigée en norme quotidienne, le sacrifice en vertu ordinaire. « *Je suis la révolution* ! », a lancé récemment Fidel Castro en guise de mot d'ordre pour signifier que personne n'y échappait. « *Je* », autrement dit : moi, nous, vous, confondus dans un même mouvement vertical, de haut en bas. Simple question de cours, aussi vieille et rabâchée que les campagnes napoléoniennes : est-il héroïque d'imposer son héroïsme aux autres ?

En règle générale, il n'est de bon héros que mort. Des vies interrompues, au cours brutalement suspendu, éparpillées par l'usure du temps. Des morts sollicités à leur corps défendant. Le « *Che* » est de ceux-là. Ernesto « *Che* » Guevara, le guérillero héroïque, dont les portraits romantiques illustrent à foison la consigne du moment. Rien ne prouve que cet Argentin sans patrie ni frontières aurait apprécié ce culte, tant il n'était pas homme d'aise, de marbre ou de fer, mais contradictoire et complexe, à l'image du surnom que lui donnaient les Cubains, « *Che* », interjection exprimant tout aussi bien la joie que la douleur. Lors de son départ de Cuba vers « *d'autres surs de monde* », en 1965, épilogue d'un désaccord plutôt que partage des rôles, cet asthmatique qui s'était révé archéologue et médecin avant de devenir soldat écrit à ses parents ceci : « *Une fois de plus je sens sous mes talons les côtes de Rossiniante : je reprends la route le boudier au bras (...). Beaucoup me traitent d'aventurier, et j'en suis un ; mais d'un type différent : de ceux qui risquent leur peau pour défendre leurs vérités.* »

D'UNE aventure à l'autre... Colomb même à tout et, ici, directement au « *Che* ». Son appareil photo dans la Sierra Maestra et ses cartes d'état-major obéissent l'inventaire colombien local dans un étonnant cabinet de curiosités qui brasse souvenirs de guerre et récits de voyages, rêves de lointain et pragmatisme d'État. En parcourant ces deux grandes salles aux bibliothèques de bois massif, le visiteur découvre une collection d'objets ethnologiques récoltés en Amazonie, des poteries andines choisies pour leurs postures érotiques, la carrière révolutionnaire du maître de céans déclinée en photos officielles, des tableaux réalistes socialistes, à rebours de la peinture cubaine si riche et inventive, parmi lesquels, en évidence sur son chevalet, un portrait de Fidel pour ses cinquante ans. Tel est l'antre d'Antonio Núñez Jiménez, capitaine de la colonne du « *Che* »



Colomb voguant vers le Nouveau Monde (Théodore de Bry, « *Grandes voyages* », 1592).

communiste cubain, premier émissaire officiel à rencontrer Khrushchev, en 1960 à Moscou. Núñez Jiménez glisse en passant un commentaire d'actualité : « *Le stalinisme est au socialisme ce que l'Inquisition était au catholicisme. L'Histoire n'est pas un dogme. Les dogmes se briseront toujours sur la vie. De toute façon, l'Histoire n'est pas prévisible.* » Colomb même aussi à l'imprévisible chute du mur de Berlin, à l'effacement du socialisme réel et à l'isolement international de Cuba.

UN contexte qui n'est sans doute pas indifférent à l'évolution de Fidel Castro sur notre personnage. Vitupérant en 1985 contre le poids de la dette sur les pays du tiers-monde, il s'en était pris aux commémorations de 1992, amalgamant l'enrichissement de l'Europe d'hier grâce à la découverte de l'Amérique et celui des actuels pays du Nord par l'appauvrissement du Sud. L'Espagne n'avait guère apprécié, et l'avait fait savoir. Depuis, le Lider maximo a assoupli sa position, notamment dans une récente interview au magazine mexicain *Siempre*. Plaidant pour une « *commémoration critique* » démarquée de tout esprit de conquête, de colonisation, de pillage et d'exploitation, il n'en annule pas moins Colomb, « *personnalité remarquable* », « *homme courageux* », « *scientifique* » dont « *l'histoire personnelle, la constance, la ténacité sont dignes d'admiration* ». Mieux encore, ce « *Galicien* », ainsi qu'on le surnommait dans sa frondeuse jeunesse, souligne le « *bon mélange de sang* » réalisé par les Espagnols adeptes du métissage en qui opposant aux Anglais puritains, pour qui un bon Indien était un Indien mort.

droit qu'à une centaine de grammes de pain par jour, ne trouvent plus de viande, de bœuf, n'ont pas reçu le salaire, deux indispensables à la cuisine, s'adant récupéré avec retard le savon prévu sur leurs cartes de rationnement. Les files d'attente ne désemplissent pas devant Coppel, le Berillon local aux crèmes glacées inopposables, mais on ne sait trop par quel remplacer le lait en poudre d'Alimama de l'État, où trouver les pièces détachées des bus bongoirs pollués et bruyants, ni comment éditer des livres quand plus une feuille de papier n'est arrivée depuis des mois. « *Le bon côté, c'est que les bureaucrates auront moins de matière première* », commente une universitaire philosophe. Sur fond d'apathisme, l'embargo était devenu un mode de survie dans l'artifice de l'aide du camp soviétique. Depuis le séisme européen, Cuba est, selon les goûts, au pied du mur ou au bord de l'abîme, confrontée à son désastre économique et poussée dans ses retranchements, étranglée par un siège financier et idéologique dont les premières victimes sont, évidemment, ses habitants.

A LA HAVANE, on ne jongle plus avec les numéros de la loterie, symbole de la dépravation de ce « *capitalisme* [qui] n'a rien à offrir au monde », comme dit Fidel Castro, mais on quitte tôt son bureau pour avoir le bon numéro dans les queues des pizzerias. Depuis 1986, on ne bénéficie plus des côtés des marchés parallèles d'État et des marchés libres paysans, sources d'enrichissement et de corruption, mais on affronte d'autant plus le marché noir et ses combines. Dans les rues, le visiteur ne croise pas de mendicants, pas d'enfants déguenillés, pas de chômeurs, mais dans les magasins d'État, qui ne connaissent que le dollar, il découvre non loin de figurines représentant la première rencontre de Colomb et d'un Indien, des produits rien moins que touristiques : peinture, chaise-plat, thermos, robinet, ustensiles de cuisine, magnétoscope, four, etc.

Il n'y a pas de misère à Cuba, mais un manque qui ne peut qu'enfanter l'envie. Pas de malnutrition, mais une monotonie qui alimente une faim de diversité. Le pouvoir, qui a dû faire des stocks en prévision des Jeux panaméricains de ce mois d'août, n'exclut pas le pire : le « *niveau zéro* », l'autosubsistance. La formule est de Fidel Castro, qui affronte cette énième crise comme il l'a toujours fait : en chef de guerre. « *Cette révolution peut remporter toutes les batailles* », a-t-il lancé le jour où il annonçait l'entrée dans « *l'ère de la bicyclette* » faute de pétrole. Chinoises, haut perchées, elles sont 500 000, dispersées dans l'île en même temps qu'étaient des buffles asiatiques destinés à suppléer les tracteurs en panne de carburant. Forteresse assiégée, le castrisme en appelle à la mobilisation contre l'ennemi de toujours, les États-Unis, qu'il accuse de défi arrogant à quelques cabalures de ses côtes. Les mots d'ordre de l'heure viennent de la méthode Coué, appels à la résistance plutôt qu'à la transformation : « *À la révolution et au socialisme, nous devons ce que nous sommes* ». « *Cette terre est 100 % cubaine* », « *Moi, je reste là* », « *Messieurs les*

impérialistes, nous n'avons absolument pas peur de vous » — ce dernier ironiquement placé en face de l'immeuble abritant le bureau des intérêts américains.

L'HÉROÏSME et la patrie, tel est le refrain. Le marxisme-léninisme n'est plus de saison. Retour à la case départ, à l'enjeu nationaliste, aux anciennes blessures : Cuba, dernière colonie espagnole et première néo-colonie américaine du continent. C'est ainsi un « *concert pour la patrie* » qu'offre dans la douceur du soir, sur la très coloniale place de la cathédrale, l'officielle Union des écrivains, artistes et cinéastes. Langue de bois intermittente, entre deux poèmes, deux chansons : « *Les queues pour les autobus, pour la nourriture, ne doivent pas nous diviser mais nous unir, car les responsables, nous les saluons : ce sont les impérialistes !* » Le couplet incongru, déclamé à l'ancienne par un vieux poète : « *Fidel, tu es mon esprit, ma langue, mon cœur...* »

Comment résister à l'envie de se moquer ? Dévoyée en une identification charismatique qui relève du candillisme latino-américain plutôt que du stalinisme soviétique, cette fibre patriotique n'est cependant pas artificielle. Les Cubains de Miami le savent bien, dont certains, en lançant récemment leur Plate-forme démocratique, se sont prononcés pour un « *dialogue national* » où le destin du pays se déciderait « *à Cuba et entre Cubains, et non à Washington ou à Moscou* ». Et quand à Cuba même, à l'abri des oreilles indiscrettes, certains confient leurs souhaits de changements, leur envie d'élections libres et de multipartisme, c'est en souhaitant en même temps « *le maintien des acquis* », ce système éducatif qui a permis une surproduction de diplômés au point que les campagnes manquent de bras, ce système de santé envié par les pays alentours au point que leurs élités le fréquentent, « *il ne faut pas demander à Fidel de se suicider, ça bloque tout* » résume un diplomate européen de l'Est qui n'est pourtant pas tendre : « *Les Cubains ont commencé à nous copier quand nous commençons à tout remettre en question. Il y a une grande responsabilité de la direction, qui cherche seulement à se maintenir.* »

Car l'entourloupe est flagrante, le raccourci politique manifeste. Le recours au patriotisme évite le bilan du régime. Après trente ans de pouvoir, la facture ne saurait être déblatée en tant que telle d'« *impérialistes* ». Si la question n'avait pas été malencontreusement « *révisée* », on aurait répondu Núñez Jiménez, l'ami de Colomb, l'ancien directeur de l'INRA, l'Institut de la réforme agraire, à René Dumont l'agrologue, qui se souvenait avoir annoncé la catastrophe économique dès 1963, épinglé le « *très médiocre* » Núñez Jiménez, qui conduisait cette entreprise au désastre ? Racontant son ultime séjour dans l'île en 1969 et ses conversations mouvementées avec un Fidel Castro dont l'exercice prolongé du pouvoir a fini par le convaincre qu'il connaît tous les problèmes mieux que tous les autres, Dumont ajoute que son interprète lui confia : « *Cela m'a rappelé les hurlements entendus le jour où le "Che" le quittait, j'étais juste dans la pièce à côté* ». Guevara, que l'on réédite aujourd'hui en Espagne sous le label du cinquième centenaire et qui, avant de mourir en Bolivie en 1967, laissa pour testament un essai sur le Socialisme et l'Homme à Cuba, interrogation prudente autour du sacrifice de l'individu sur l'autel de l'État.

LA HAVANE est belle parce que interrompue, ville en cours suspendu par la révolution, arrêtée dans sa marche, immobilisée sans être figée. Une ville, a écrit l'un de ses promoteurs fidèles, Jean-François Fogel, « *qui répond chaque jour à la question : que deviennent les choses quand une patrie et un monde n'est plus disponible ?* » Colomb y a toujours sa statue, entre deux palmiers et une bouganvillee dans le paisible patio du palais des Capitaines généraux devenu musée de la ville. L'une de ses responsables offre un numéro de la *National Geographic* américaine sur la restauration du vieux centre, faute de pouvoir publier son livre, qui attend son tour depuis quatre ans. Non loin de la *bodega* où l'on boit le *mojito*, cocktail préféré d'Hemingway, et déguise des *maros y cristianos*, souvenir d'une hispanité métisée, la maison qui inspira le *Sidre des lumières* est devenue le musée de l'auteur, Alejo Carpentier, auquel La Havane doit son surnom de « *Cité des colonnes* », ville horizontale dressée dans une verticalité baroque. Au hasard des vitrines, le voyageur peut y méditer à loisir sur cette définition ambiguë du journaliste : « *Celui qui anime la grande nuit du jour.* »

Quel est le futur de Fidel Castro, dernière colonne de son propre temple ? Castro, qu'interrogent quatre tombes anonymes. C'est à La Havane, au cimetière Cristóbal Colon.

Prochain article :

L'Eden perdu

Retrouvez les épisodes de « *Voyage avec Colomb* » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

Le ami de la famille
Sont parmi les suspects

مجلس الشورى

ETRANGER

Après l'assassinat à Paris de Chapour Bakhtiar

Un ami de la famille figure parmi les suspects

Les tueurs de Chapour Bakhtiar n'ont pas, cette fois, raté leur cible. Onze ans plus tôt, l'adversaire irréductible de la dictature des mollahs avait échappé aux balles d'un commando dirigé par Anis Naccache, qui l'avait attaqué à son domicile de Neuilly-sur-Seine. Depuis cet attentat manqué du 18 juillet 1980, Chapour Bakhtiar avait bénéficié d'une protection policière renforcée. Ce qui ne l'a pas empêché de partir, mardi 6 août en fin d'après-midi, sous les coups de couteau d'un groupe de trois visi-

teurs inconnus : telle est en effet la quasi-certitude acquise par la police au fil de l'enquête. Chapour Bakhtiar n'a plus donné aucun signe de vie après le passage de ces trois visiteurs avec qui il avait rendez-vous. Aucun témoin ne l'a plus aperçu et les quatre policiers assurant, jour et nuit, la protection de son domicile n'ont plus entendu aucun bruit en provenance de la maison. En outre, les premiers résultats de l'autopsie indiquent que l'assassinat a eu lieu sur place, et divers éléments, comme la rigidité cada-

vérique des corps, font penser que la mort remonte vraisemblablement à mardi soir. Considérés comme les principaux suspects, les trois visiteurs sont donc activement recherchés. Dans ce trio figurait un familier des Bakhtiar, M. Ahmad Boyer, un iranien habitant en France, que l'ex-premier ministre connaissait depuis l'époque où il résidait en Iran. La méfiance de M. Guy Bakhtiar, inspecteur des renseignements généraux parisiens chargé de la sécurité de son père depuis l'attentat de 1980, n'avait donc pas été éveillée; le fils de Chapour Bakhtiar avait donné son accord à ce rendez-vous. L'identité des deux autres visiteurs qui complétaient le trio n'a pas été rendue publique. D'après nos informations, ces deux hommes étaient en possession de visas délivrés courant juillet à Téhéran.

Les victimes se sont défendues

Selon la procédure habituelle, les trois visiteurs ont déposé leurs papiers d'identité au CRS en faction. Dans l'hypothèse où ces hommes seraient bien les tueurs, il est d'ailleurs très probable que ces papiers d'identité étaient des faux. Les trois visiteurs ont été fouillés avant de pénétrer dans les appartements de Chapour Bakhtiar pour un entretien qui, comme celui-ci l'exigeait, s'est déroulé hors de toute présence policière.

Etendu sur le divan du salon situé au rez-de-chaussée du pavillon, la gorge tranchée, le corps de Chapour Bakhtiar, à moitié recouvert d'une couverture, ne sera découvert par les policiers que dans la matinée du jeudi 8 août. Gisant sur le marbre, dans une mare de sang, à quelques mètres de l'opposant, son secrétaire particulier, Feroz Khatib, un cousin éloigné faisant partie de l'entourage des Bakhtiar, avait également été assassiné à coups de couteau. Tous deux portaient une tenue de ville. Aucune trace d'effraction n'a été relevée. Mais les deux victimes se sont défendues contre leurs agresseurs, ainsi que l'indiquent les traces de couteau relevées sur leurs mains, avec les quelles elles ont essayé de se protéger.

Le double assassinat amène évidemment à s'interroger sur l'efficacité du dispositif de protection. Pas moins de quatre policiers assuraient jour et nuit la protection du pavillon de Suresnes : deux CRS étaient placés dans les guérites situées devant et derrière la villa de Chapour Bakhtiar; deux autres étaient en faction dans un local de garde situé au sous-sol de la villa. « Presque aucune personne ne disposait en France d'une telle protection, confie un haut responsable policier. On ne voit donc pas ce que l'on pourrait faire d'autre... » Dès jeudi en début d'après-midi, l'enquête a été transmise à la quatrième section dite « antiterrorisme » du parquet de Paris, qui a saisi la brigade criminelle.

ERICH INCIVAN

Rue Cluseret, à Suresnes

« C'est la vengeance d'Anis Naccache »

C'est, à Suresnes, une rue à flanc et glycine, une des rues de banlieue finies sur masure pour la parer des soirs d'été. Depuis dix ans, la guérite vitrée du CRS, à l'entrée du 37, avait fini par se fondre dans le paysage. Une demi-douzaine de proches de Chapour Bakhtiar, collaborateurs et familiers mêlés, stationnaient au trottoir par les épaulettes de la Criminelle qui s'affairaient à l'intérieur, retravaillant pour qui veut les entendre l'histoire d'une vie d'honneur et de quelques heures fatales.

Quelques heures ou quelques jours, l'enquête devra le déterminer. Les derniers visiteurs de l'ancien premier ministre auraient été signalés en fin d'après-midi, mardi 6 août. Soit un jour et deux nuits avant la découverte des deux corps. Est-il possible que les CRS, à qui était affecté tout le niveau du rez-de-jardin du pavillon, ne se soient pas alarmés pendant si longtemps de l'absence totale de signes de vie en provenance des deux étages supérieurs, dévolus au maître des lieux?

« En entrant, il fallait toujours laisser une pièce d'identité aux CRS. On le représentait en sortant, expliqua M. Saphar Ibaqui, neveu de Chapour Bakhtiar. Théoriquement, on était aussi toujours fouillé à l'entrée. Mais

parfois, par politesse, mon oncle demandait aux CRS de dispenser de fouille tel ou tel visiteur. » Plus de dix ans, l'ancien premier ministre mena dans la verdure de Suresnes l'existence d'un exilé respectueux jusqu'au scrupule des impératifs diplomatiques de son pays d'accueil. Certes, son Mouvement national de la résistance, qui revendiquait un million d'adhérents, était une lettre hebdomadaire d'information, et diffusait un bulletin d'information téléphonique; certes, l'avant-dernier week-end encore, l'exilé avait réuni dans son pavillon la « comité central » de son mouvement. Mais ni gesticulations ni provocations.

« La France a fait ce qu'il fallait »

Du réchauffement, dans la dernière année, des relations franco-iraniennes, l'ancien premier ministre avait déduit de lui-même qu'il lui fallait être plus discret encore. A quoi il se pliait de bonne grâce, ayant en outre compris que chaque jour qui passait fortifiait le régime iranien, et qu'il ne verrait sans doute pas sa chute de son vivant, expliqua encore M. Ibaqui. Bouleversé, son fils, M. Guy Bakhtiar, inspecteur aux renseignements généraux, à qui était

dévolu la surveillance de son père, se risque sur le trottoir avant de regagner précipitamment l'intérieur du pavillon.

Da la courtoisie et de la modération de son père, le comportement des proches en ces heures de douleur donna, de façon posthume, la mesure. « La police n'est pas en cause, la France a fait ce qu'il fallait », répètent-ils à l'envi sur leur coin de trottoir. Tout juste si l'on déplore, en termes choisis, le prochain voyage à Téhéran de M. Mitterrand.

Exploitations et imprécations sont exclusivement réservées aux mollahs. Tous les mollahs : « Bakhtiar a été le seul à comprendre dès le premier instant que le régime de Khomeiny allait virer à la dictature fasciste », explique M. Hamid Sharifi, fils d'un proche collaborateur de l'ancien premier ministre. Il ne faut pas faire confiance aux mollahs. Ils sont tous pareils, il ne faut pas attendre du miracle de Rafsanjani. Un temps de silence, et ce diagnostic, qu'approuvent tous les présents : « En tout cas, c'est la vengeance d'Anis Naccache. D'Iran, c'est certainement lui qui coordonne tout cela. »

DANIEL SCHNEIDERMAN

Les relations économiques franco-iraniennes

Un contentieux financier « presque » résolu

Deux controverses économiques, empoisonnées depuis plus d'une décennie les relations entre Paris et Téhéran : le remboursement par la France du reliquat d'un crédit d'un milliard de dollars (6 milliards de francs), accordé en 1974 par le régime du chah au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) dans le cadre du programme Eurodif, et les compensations dues aux entreprises françaises spoliées par la révolution islamique en 1979.

Désignées sous le nom de « contentieux financier franco-iranien », ces controverses paraissent enfin sur le point d'être résolues à la mi-juillet. Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, déclarait alors que le contentieux était « réglé », et l'on s'attendait que l'accord soit officialisé lors d'une visite du président Mitterrand à Téhéran, à l'automne prochain. La France réglerait 1 milliard de dollars en solde de tous comptes. Malgré les affirmations ira-

niennes, il paraissait clair qu'un différend opposait toujours les deux parties au sujet de l'avenir de la participation iranienne à Eurodif, et aux livraisons d'uranium enrichi en décaoulant (le Monde du 5 juillet).

Un « marché prometteur »

L'Iran représente encore une fraction infime du commerce extérieur de la France, mais a acquis le statut, au cours des deux dernières années, de « marché prometteur », en raison de la normalisation des relations politiques avec la France, de l'importance de ses revenus pétroliers, et de l'importance du chantier de la reconstruction du pays.

En 1990, la France s'est placée au cinquième rang des fournisseurs de Téhéran pour le matériel civil (après l'Allemagne, le Japon, l'Italie et la Grande-Bretagne), ses exportations atteignant 3,2 milliards de francs contre 2,2 milliards en 1989, et 800 millions seulement en 1988, au creux de la vague.

Cette année, la progression devrait être importante, puisque

les ventes françaises pourraient atteindre 4,5 milliards de francs, selon des spécialistes français (elles se sont montées à 1,9 milliard au cours des cinq premiers mois de l'année). Parallèlement, la France a considérablement accru ses achats de pétrole en provenance d'Iran; le pays était, l'an dernier, le deuxième fournisseur d'or noir de la France, après l'Australie saoudite.

Plusieurs contrats importants sont actuellement en cours de négociation, particulièrement dans le secteur pétrochimique, mais échappent sur le refus iranien d'accepter les clauses d'arbitrage international pour le règlement des différends, ainsi que sur le manque de garanties données à la France par les banques commerciales de Téhéran. Les négociateurs consacrent toujours une bonne partie de leur temps au règlement du contentieux financier et au dossier nucléaire. Malgré le réchauffement des relations, l'Iran n'est toujours pas devenu un partenaire commercial tout à fait ordinaire.

F. L.

Aucun commentaire à Téhéran

Nombreuses condamnations dans l'opposition iranienne

Radio-Téhéran a annoncé, jeudi 8 août en fin d'après-midi, et sans faire de commentaire, l'assassinat de M. Chapour Bakhtiar. La radio d'Iran s'est contentée de citer les informations des agences de presse internationales.

La seule réaction d'un officiel iranien enregistré jusqu'à été celle de l'ambassadeur d'Iran aux Nations unies, M. Kamal Kharazi, qui a déclaré « trouver très suspect la libération d'un otage collaboreur avec l'assassinat de Chapour Bakhtiar. J'ignore qui l'a fait et pour quelle raison, a-t-il dit, mais c'est très suspect et je souhaite que le gouvernement iranien fasse tout pour connaître la vérité ».

Les réactions ont en revanche été nombreuses dans l'opposition iranienne en exil. Pour l'ancien président iranien Bani Sadr, cet assassinat a été « commandité par les mollahs ». « Je pense que le régime a commandité l'assassinat de M. Bakhtiar dans l'espoir qu'il est en difficulté, bien que M. Bakhtiar n'ait pas été très actif politiquement ces derniers temps », a déclaré M. Bani Sadr, qui se sent également menacé. « J'ai reçu une pre-

mière information (à mon retour des Etats-Unis) disant que cette fois-ci c'était très sérieux et que les mollahs au pouvoir étaient décidés à le supprimer », a-t-il indiqué à l'AFP. « Il y a trois ou quatre jours, on m'a reçu une liste d'opposants que le régime avait décidé de supprimer, et parmi eux il y avait Chapour Bakhtiar », a-t-il ajouté.

Le Mouvement de la résistance nationale iranienne, fondé en 1981 par M. Bakhtiar lui-même, a condamné l'assassinat du président iranien Ali Akbar Hachemi Rafsanjani d'être responsable du meurtre du dernier premier ministre du chah. « Quand les assassins sont encouragés par une certaine politique de laïcisme et de tolérance du terrorisme, ils ne lésinent pas sur les moyens et vont jusqu'à recevoir du domicile de Chapour Bakhtiar pour le piéger », a estimé, sur Franco-Radio, M. Ali Chakeri, le chef de ce mouvement.

L'organisation des Moudjahidines du peuple a abondé dans ce sens. « Il ne fait aucun doute [que cet assassinat] est l'œuvre des islamistes dépechés par le président

Rafsanjani », a affirmé le secrétaire international de cette organisation, M. Afshar Alevi, selon lequel « depuis mars dernier, des escadrons de la mort ont été dépechés en Europe. Ce n'est pas un hasard si ce crime est commis le jour même où l'on apprend la libération d'un otage occidental au Liban. C'est un secret de police : les mollahs de Téhéran sont à l'origine de l'affaire des otages ».

Par ailleurs, le chef spirituel de la communauté chiite en Europe, l'ayatollah Mahdi Rouhani, a lui aussi dénoncé le meurtre de M. Bakhtiar. « Je condamne la violence et le terrorisme d'un régime qui ne dispose d'aucun droit légitime », a-t-il dit, et je condamne l'assassinat de Chapour Bakhtiar, bien qu'il ait été plus ou moins antiterroriste. C'était un patriote, même si je n'étais pas d'accord avec lui sur les méthodes. L'ayatollah Rouhani a révélé avoir reçu, dix jours plus tôt, la visite d'une « personnalité très connue des gouvernements français et iraniens » qui lui a recommandé la prudence, lui affirmant qu'il était « menacé actuellement ».

Indignation et soupçons en France

L'assassinat de Chapour Bakhtiar a provoqué en France de nombreuses réactions indignées, dont certaines mettent en cause la protection policière accordée à l'ancien premier ministre iranien et s'interrogent sur l'attitude du gouvernement de Téhéran.

M. François Mitterrand s'est déclaré « bouleversé », jeudi 8 août, par l'« odieux assassinat » d'un homme qui avait été victime de M. Chapour Bakhtiar, précisant que l'assassinat était « une tentative de faire passer la vérité », précisant M. Mitterrand dans un télégramme de condoléances adressé à la veuve de l'ancien premier ministre.

Mme Edith Cresson a condamné l'assassinat de Chapour Bakhtiar et demandé « au ministre de la justice de prendre toutes les mesures nécessaires à la recherche et à l'arrestation des auteurs de ce lâche attentat ».

Le Parti socialiste demande aux autorités iraniennes de « condamner clairement cet attentat ». Exprimant lui-même « vigoureux » sa condamnation de cet assassinat, le PS s'interroge « sur les desseins poursuivis par ses

auteurs au moment où l'Iran retrouve sa place dans les relations internationales », et il appartient aux autorités iraniennes de condamner clairement et sans équivoque cet attentat criminel », ajoute le PS.

Le RPR exprime « son émotion et son indignation » et demande au gouvernement « de rendre publiques toutes les informations sur la protection dont aurait dû bénéficier Chapour Bakhtiar, à un moment où, de toute évidence, la criminalité n'est pas maîtrisée ».

M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, a adressé « une pensée émue à un homme qui avait choisi la France pour y trouver un refuge politique, convaincu que celle-ci assurerait la protection de sa vie et la fermeté de sa justice ». M. François Bayrou, délégué général de l'UDF, s'est demandé « comment un homme aussi menacé » avait pu « être assassiné chez lui sans que nul ne s'en aperçoive ».

M. Jean-François Denlan (UDF), vice-président (UDF) de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a déclaré qu'« il ne voyait pas l'intérêt, pour le moment, du gouvernement iranien de se livrer à un tel assassinat », « En revanche, on peut penser que, dans la lutte des différents clans pour le pouvoir, certains aime-

raient bien relancer, d'une façon ou d'une autre, quelque chose qui ressemblerait à la guerre sainte », a ajouté M. Denlan.

M. Claude Cheysson, député européen (PS), ancien ministre des relations extérieures, a déclaré que l'assassinat de Chapour Bakhtiar constituait, « incontestablement, une offense à la France ». « Si les autorités iraniennes étaient directement mises en cause, cela représenterait, évidemment, un affront difficilement supportable et cela rendrait le voyage de M. François Mitterrand en Iran tout à fait invraisemblable », a estimé M. Cheysson, qui a émis l'hypothèse d'une manœuvre destinée à affaiblir le président iranien, M. Ali Rafsanjani.

Les Verts considèrent que « la responsabilité de la République islamique paraît d'autant plus engagée que l'opération semble relever d'une volonté d'élimination systématique de toute force d'opposition crédible au régime ». Mettant en garde le gouvernement contre « la persistance d'une attitude complaisante à l'égard du régime des mollahs », les Verts demandent à M. Mitterrand « de reporter sine die son voyage » à Téhéran, prévu pour l'automne, « en attendant les premiers résultats de l'enquête en cours ».

LE SORT DES OTAGES

L'assassinat de Chapour Bakhtiar

L'attentat raté du 18 juillet 1980

Le 19 juillet 1980, un commando extrémiste pro-iranien tenta d'assassiner M. Chapour Bakhtiar au domicile de sa fille, à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Cet attentat manqué fit deux morts, un gardien de la paix, M. Jean-Michel Jammé, et une voisine de M. Bakhtiar, M^{me} Yvonne Stein. Deux policiers sont blessés. Le chef du commando, Anis Naccache, un libanais sunnite âgé de trente-deux ans, est arrêté avec ses deux complices et condamné, en mars 1982, à la réclusion à perpétuité.

Celui qu'un de ses avocats dépeint lors de son procès comme un « militant anti-impérialiste propagandiste » a fondé en 1975 le Mouvement du Liban arabe. Proche du Fatah de Yasser Arafat, il s'en est séparé, s'est converti au chiisme et s'est mis au service de l'Iran.

Le 1^{er} août 1984, des pirates de l'air détournent un Boeing d'Air France sur l'aéroport de Téhéran pour exiger, notamment, la libération du commando. De février à septembre 1986, sept attentats, faisant dix morts et cent cinquante-deux blessés, seront commis dans la région parisienne. Ravenniqués par le CSPPA (Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient), ils visent à exiger la libération d'Anis Naccache et celles, parallèles, de Georges Ibrahim Abdallah, chef des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), et de Veroujan Garbidjan, patron d'un commando de l'ASALA (Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie).

La libération, en mai 1988, des otages français détenus au Liban depuis mars 1985, MM. Marcel Carton, Marcel Fontaine, Jean-Paul Kauffmann, fait repenser d'Anis Naccache. Elle intervient après une première tentative avortée, en janvier 1986. Le gouvernement de M. Jacques Chirac aurait négocié à cette époque la libération des otages, au échange de la grève médiatique du chef terroriste. Mais l'affaire a tourné court.

Pour obtenir sa libération, Anis Naccache entame, en septembre 1989, une grève de la faim qu'il arrête quatre mois plus tard, à la demande des autorités islamiques iraniennes. Anis Naccache et ses complices seront finalement libérés le 27 juillet 1990 par le président de la République après dix années de réclusion criminelle et de marchandage et trois mois après la libération des derniers otages détenus au Liban, Jacqueline Valente et ses enfants. Ils seront immédiatement expulsés de France à destination de l'Iran.

A Paris comme en Europe

Les meurtres d'opposants iraniens sont demeurés impunis

L'assassinat de Chapour Bakhtiar, dernier chef du gouvernement du chah d'Iran, s'ajoute à la liste des attentats qui se sont multipliés contre des personnalités politiques et militaires iraniennes à Paris et en Europe depuis une douzaine d'années, et qui sont tous demeurés impunis, les enquêtes n'ayant pas abouti.

Le plus récent de ces meurtres a été celui d'Abdel Rahman Boroumiant, un opposant âgé de soixante-trois ans, tué de plusieurs coups de couteau, jeudi 18 avril 1991 à Paris. Proche de Chapour Bakhtiar, Abdel Rahman Boroumiant était réfugié politique en France depuis 1981. Homme d'affaires et avocat fortuné, il avait été récemment élu président du comité exécutif du Mouvement de la résistance nationale (MRN), fondé en 1981 par M. Bakhtiar, après en avoir été le trésorier jusqu'en 1986, financer avisé, il avait contribué grandement à la prospérité du MRN.

Six mois auparavant, le 23 octobre, un autre opposant iranien, âgé d'une soixantaine d'années, Cyrus Elahi, était tué de quatre balles dans la tête, à l'entrée de l'immeuble du 8, rue Bourdelle, à Paris, dans le quinzième arrondissement. Cyrus Elahi avait été, en 1986, l'un des fondateurs d'un mouvement de résistance, l'Organisation de la liberté d'Iran, avec M. Manoucher Ganji, qui en est le président.

Un autre suspect, M. Hadji Mostafavi, chargé du problème kurde et soupçonné d'être le « cerveau » de la tuerie, a disparu. Il fait l'objet d'un mandat d'arrêt, tout comme le troisième émissaire iranien ayant participé à la réunion avec le PDKI, M. Amour Mansour Bozorgian, qui s'est réfugié à l'ambassade d'Iran à Vienne, après avoir été interpellé par la police, puis relâché en raison de son passeport diplomatique.

Toujours à Vienne, un militant d'extrême gauche iranien, ingénieur et électricien, disparu en mai 1987, a été retrouvé assassiné le 12 juillet. Plusieurs autres opposants ont été mystérieusement tués en 1987, dont l'ancien pilote personnel du président Rafsandjani, à Hambourg, et un officier de marine iranien, à Karachi.

Le 7 février 1984, l'ancien général Ali Ghahani Oveisi, qui avait été gouverneur militaire de Téhéran, et son frère, réfugiés en France depuis la chute du chah, ont été tués rue de Passy, à Paris, par un homme qui n'a pu être identifié. L'attentat a été revendiqué quelques heures plus tard par le groupe Djihad islamique. Le 7 décembre 1979, Chahyar Moustapha Chafiq, neveu du chah, a été assassiné à Paris devant son domicile par un inconnu. Ce meurtre fut revendiqué à Téhéran par l'ancien procureur iranien des tribunaux révolutionnaires, l'ayatollah Khatami, qui précisait que son groupe de « combattants » avait eu l'intention de tuer la princesse Achraf, la sœur jumelle du chah.

Le mouvement kurde décapité

Le 24 avril 1990, Kazem Radjavi, frère de M. Massoud Radjavi, le chef des Moudjahidines du peuple, réfugié à Bagdad, était abattu à bout portant par un commando à bord de deux voitures à Tannay, dans le canton de Vaud, en Suisse. Kazem Radjavi, qui était en contact permanent avec son frère, représentant auprès des Nations unies les Moudjahidines, il avait été ambassadeur d'Iran en Suisse après la chute du chah, sous le premier gouvernement provisoire de M. Bazargan.

Le 13 juillet 1989, trois dirigeants du parti démocratique du

Le secrétaire général des Nations unies a réagi dès jeudi soir 8 août à l'enlèvement de John McCarthy. Comme le rapporta notre correspondant à l'ONU, il a déclaré : « Si cet enlèvement est confirmé, je dois dire que cela ne m'inspire pas des espoirs ». Auparavant, M. Perez de Cuellar s'était dit très « optimiste » après la libération du Britannique John McCarthy : « Je considère sa libération comme le début d'un processus pour la libération de tous les otages américains, britanniques, allemands et les otages en Israël ».

Il avait ajouté qu'il espérait la libération, dans les prochaines heures, d'un autre otage, peut-être un Américain. M. de Cuellar rencontrera dimanche M. McCarthy, qui est porteur d'un message de ses ex-ravisseurs. La disparition de M. Leyraud a également suscité un commentaire de l'ambassadeur iranien à l'ONU : « Je n'ai jamais entendu parler de l'organisation qui revendique cet enlèvement. C'est certain que cet acte compliquera les choses à Damas », a-t-il dit.

En Israël, le gouvernement s'est « félicité » jeudi de la libération de l'otage britannique. Le porte-parole du ministère de la Défense a « espéré » qu'il s'agit d'un premier pas vers la libération des autres otages et prisonniers au Liban. Il a lancé un nouvel appel à « ceux qui détiennent des militaires israéliens au Liban pour qu'ils permettent à la Croix Rouge internationale (CICR) de leur rendre visite ». « Après une telle visite », Jérusalem sera disposée à engager des négociations en vue d'un échange de prisonniers.

La coordination des activités israéliennes au Liban a déclaré que son pays

Reste enfin l'attitude du Foreign Office. A l'évidence, le gouvernement de M. John Major s'est départi de la doctrine de Mme Thatcher en la matière, fondée sur un refus formel de négocier directement avec les ravisseurs pour ne pas tomber dans la logique des maîtres chanteurs. La rupture progressive avec l'héritage thatcherien opérée par son successeur n'a pas concerné seulement l'Europe ou les services publics, mais également les otages. Dans sa conférence de presse, M. Hogg n'a d'ailleurs implicitement lié la libération des prisonniers occidentaux à l'établissement d'un dialogue avec Israël des déteus libanais et palestiniens. (Intérim.)

(1) Nizar Hadawi, accusé d'être un agent syrien, avait tenté, en 1986, de commettre à Londres un attentat à la bombe contre un avion de la compagnie israélienne El Al.

Emotion et questions à Londres

Tous ceux qui étaient présents, jeudi 8 août à 22 h 30, à la base militaire de Lyneham pour le retour de John McCarthy ont été frappés par l'émotion. Les formes physiques de l'otage libéré dans la matinée à Beyrouth, après 1 483 jours de captivité aux mains du Djihad islamique. Le contraste avec la silhouette squelettique de l'enseignant irlandais Brian Keenan, relâché voilà un an, était saisissant. Visiblement l'organisation clandestine intégriste a tout fait pour ménager son « messager spécial », auquel elle a remis une lettre destinée personnellement au secrétaire général de l'ONU.

LONDRES

de notre correspondant

Plus de cinq ans après son enlèvement, le 17 avril 1986, par le Djihad islamique sur la route de l'aéroport de Beyrouth, malgré les menaces, les chaînes et les privations, John McCarthy est descendu de la passerelle du VC 10 de la RAF en marchant et en souriant normalement ; un peu à l'image d'un touriste revenant de vacances.

En Grande-Bretagne, on aura surtout retenu des premières déclarations de l'ancien otage celles concernant M. Terry Waite, 52 ans, l'émissaire spécial de l'archevêque de Casertobéry et principal médiateur dans l'affaire des otages étrangers, disparu le 20 janvier 1987, à Beyrouth. On était jusqu'alors sans nouvelles de lui. John McCarthy a dit qu'il était « en bonne santé et avait un bon moral ». Il a décrit les conditions de détention de Waite et de ses deux autres compagnons de captivité, les Américains Terry Anderson et Thomas Sunderland, comme étant « tolérables ». Par ailleurs, ses geôliers ont affirmé, deux jours avant son élargissement, que les autres otages occidentaux se portaient bien, précisant toutefois qu'ils ne détenaient qu'une partie des captifs. Après la libération de John McCarthy, deux otages britanniques sont encore détenus au Liban : outre M. Waite, M. Jack Mano, soixante-dix-sept ans, ancien pilote de ligne, enlevé à Beyrouth-Ouest le 3 mai 1989.

Rupture avec l'héritage thatcherien

Travaillant pour la société Worldwide TV News, qui fournit de nombreux reportages à la chaîne privée britannique de télévision ITV, John McCarthy avait été élevé par quatre hommes armés, deux jours après le mid américain sur la Libye. Son enlèvement avait été lié à l'appui indirect de la Grande-Bretagne au bombardement de Tripoli, Londres, en effet, ayant autorisé l'envoi d'appareils de l'US Air Force basés en Angleterre. L'otage irlandais Brian Keenan avait révélé, lors de sa libération le 24 août 1990, que John McCarthy était vivant. Il avait indiqué qu'il n'avait pas passé ensemble près de quatre ans enchaînés à un radiateur pour être transférés ensuite dans un appartement de Beyrouth proche de la mosquée où préche le « guide » du Djihad, le cheikh Fadallah.

A peine dissipé l'effet d'émotion causé par le bonheur de l'otage libéré découvrant sa compagne, Jill Morrell - qui avait fondé le

Comité des amis de John McCarthy - son père, son compagnon de captivité, M. Keenan, et trois autres journalistes rassemblés sur la base de Lyneham, le retour du cameraman soulève bien des questions. Pourquoi John McCarthy et non pas Terry Waite? Nourri de sa longue expérience des prises d'otages, le Djihad a appris à jouer sur les opinions publiques occidentales surformées par les médias. Or, en cinq ans de manifestations et témoignages de solidarité que Jill Morrell et le Comité des amis de John McCarthy ont su exploiter, il est devenu malgré lui le journaliste-otage le plus célèbre du Royaume-Uni. La retransmission télévisée, en direct, de son arrivée sur le sol national, l'annonce de sa libération dans les supermarchés et les stations de métro, les honneurs militaires qui lui ont été rendus à sa descente d'avion, les maquettes triomphales vendues de tous les côtés l'attestent : le Djihad a préféré garder M. Waite comme son atout maître à utiliser au moment idéal, quand il s'agira d'encourager la pression sur l'Occident.

Que contient la lettre adressée au secrétaire général de l'ONU? D'après certaines indiscretions, l'organisation clandestine demande à M. Perez de Cuellar d'organiser un règlement global du problème des prisonniers des mouvements intégristes détenus notamment en Israël, dont le cheikh-Obeid capturé par les israéliens au Liban, en juillet 1989. Quel a été le rôle de la Syrie et de l'Iran dans cette affaire? S'adressant aux journaux, le ministre adjoint des affaires étrangères, M. Douglas Hogg, a remercié, jeudi soir, les gouvernements syrien et iranien de leurs efforts pour faciliter la libération de John McCarthy. Les relations diplomatiques entre Lon-

dres et Damas, interrompues en 1987 à la suite de l'affaire Hindawi (1), ont été rétablies le 28 septembre 1990, conséquence de l'appui de la Syrie à la coalition anti-irakienne lors de la crise du Golfe.

Considéré comme la charnière pour tout règlement du problème des captifs occidentaux détenus au Liban, l'Iran, tuteur des activistes chiites, a cessé d'œuvrer à l'amélioration de ses liens avec Londres dans le cadre de sa politique de rapprochement avec l'Occident. Or la récente reprise des relations avec l'Iran et le rétablissement des liens diplomatiques avec la Syrie avaient réduit considérablement le handicap de la Grande-Bretagne sur la question de ses otages, étant donné le rôle de premier plan joué par ces deux pays dans ce dossier.

Reste enfin l'attitude du Foreign Office. A l'évidence, le gouvernement de M. John Major s'est départi de la doctrine de Mme Thatcher en la matière, fondée sur un refus formel de négocier directement avec les ravisseurs pour ne pas tomber dans la logique des maîtres chanteurs. La rupture progressive avec l'héritage thatcherien opérée par son successeur n'a pas concerné seulement l'Europe ou les services publics, mais également les otages. Dans sa conférence de presse, M. Hogg n'a d'ailleurs implicitement lié la libération des prisonniers occidentaux à l'établissement d'un dialogue avec Israël des déteus libanais et palestiniens. (Intérim.)

(1) Nizar Hadawi, accusé d'être un agent syrien, avait tenté, en 1986, de commettre à Londres un attentat à la bombe contre un avion de la compagnie israélienne El Al.

Onze Occidentaux toujours détenus

Après la libération de John McCarthy, onze otages occidentaux restent détenus au Liban (voir le Monde du 8 août). Il s'agit de six Américains (Terry Anderson, Thomas Sunderland, Joseph James Cicippio, Edward Austin Tracy, Jesse Turner, Alan Stein), deux Britanniques (Terry Waite, Jeek Menn), deux Allemands

(Hainrich Struabig, Thomas Kemper) et d'un Italien (Alberto Molinari). Les derniers otages français (Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean Paul Kauffmann) avaient été libérés le 14 juin 1988. Jacqueline Valente avait été libérée le 10 avril 1990 et ses deux filles le 29 décembre 1988.

Optimisme très prudent à Washington

L'enlèvement du Français Jérôme Leyraud à quelques heures d'assombrir, à Washington, le relatif optimisme qui avait suivi la remise en liberté de l'otage britannique John McCarthy. Dans l'optique officielle, cet événement et surtout les menaces des ravisseurs sur la vie de M. Leyraud confirment que le camp des détenteurs d'otages est divisé.

WASHINGTON

correspondance

Très prudemment le président Bush, dans sa villégiature de Kennebunkport (Maine), s'est montré avare de commentaires, évoquant seulement le « jeu cruel » des ravisseurs. Il a néanmoins indiqué, sur la base de nombreux rapports venant de divers services de renseignement, qu'un des six otages américains « pourrait être relâché incessamment », peut-être dans les prochaines vingt-quatre heures.

Interrogations et spéculations

En fait, la capitale vit dans une attente anxiieuse. Quel sera l'otage américain prochainement libéré? Les avis diffèrent. Les uns pensent qu'il s'agira de M. Terry Anderson, enlevé en mars 1985, en quelque sorte le « doyen » des otages, et dont la famille intervient souvent à la télévision. D'autres estiment que les ravisseurs préféreront relâcher un homme moins en vue, comme M. Alan Stein, professeur de journalisme à l'université de Beyrouth, enlevé en 1987.

Mais, surtout, on s'interroge à Washington sur la portée de la libération de John McCarthy et sur le message du Djihad qu'il remettra, dimanche à Londres, au

secrétaire général des Nations unies. S'agit-il d'un geste de bonne volonté, d'un prologue à un arrangement global qui assurera la remise en liberté des onze otages, en contrepartie de la libération des prisonniers chiites détenus par les israéliens? Les milieux officiels américains veulent se convaincre qu'une solution du problème des otages est en vue. On se félicite en tout cas des réactions positives de Jérusalem qui s'est dit disposé à libérer des prisonniers, à la seule condition que les sept soldats israéliens portés manquants (deux seulement seraient encore en vie) soient inclus dans le marchandage.

La capitale bourdoise également de spéculations sur les raisons de la démarche du Djihad. Les uns estiment que cette évolution s'inscrit dans le changement de la situation géopolitique au Proche-Orient. Ils font état du désir de la Syrie de développer ses relations avec l'Occident et du souci de l'Iran de sortir de son isolement économique. Ils pensent, d'autre part, que la présence militaire syrienne au Liban permet au gouvernement libanais de maîtriser les groupes chiites dans la plaine de la Bekaa. D'autres, moins optimistes, doutent qu'un règlement global du problème des otages puisse intervenir rapidement. Ils rappellent que les groupes terroristes sont indépendants et échappent au contrôle des gouvernements de Damas et de Téhéran.

Les milieux officiels se préoccupent également du contenu du message du Djihad aux Nations unies. La position officielle reste ferme : il n'est pas question de négocier avec les terroristes. Mais on admet qu'il sera de plus en plus difficile à l'administration de maintenir une position de principe de moins en moins acceptée par l'opinion publique américaine.

HENRI PIERRE

PROCHE-ORIENT

TURQUIE

Poursuite des opérations militaires contre les maquisards kurdes en Irak

L'aviation turque a continué de bombarder, jeudi 8 août, pour la quatrième journée consécutive, les positions des peshmergas (maquisards) kurdes situées en Irak du Nord. Le général turc Tolon a affirmé que l'aviation de son pays avait effectué, depuis lundi, 132 sorties et pénétré de dix kilomètres en territoire irakien pour bombarder les camps des « terroristes séparatistes » du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) - principale organisation kurde de Turquie qui opère contre le pouvoir central depuis 1984 - et les empêcher de gagner l'Irak. Selon Ankara, un soldat turc a été tué et deux autres blessés au cours de ces raids, qui auraient fait de « nombreux morts » parmi les rebelles.

L'Irak a officiellement protesté jeudi auprès de la Turquie, tandis que M. Mohsen Dizai, responsable du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI), reçu à Ankara, demandait l'arrêt d'opérations qui « auront un effet négatif sur les négociations menées avec le gouvernement irakien en vue de l'autonomie des Kurdes d'Irak », et pourrait même « rapprocher » ces derniers de Bagdad. Selon M. Dizai, les raids turcs ont fait au moins vingt morts parmi les civils.

D'autre part, les dix touristes allemands enlevés en Turquie le 1^{er} août dernier ont été relâchés vendredi matin dans l'est du pays, près de Tatvan (province de Bitlis) à dix kilomètres du lieu où ils campaient. Leur enlèvement avait été revendiqué par le Front de libération nationale du Kurdistan, qui serait, selon certaines sources, une branche du PKK. (AFP, Reuters, AP)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

BAISSE DU DOLLAR : ETUDES USA EN UNIVERSITÉ

En Californie, Floride, Nord-Est, un semestre logement et repas inclus 5 500 \$ environ. Départs encore possibles en septembre ou janvier. Etudes ou stages linguistiques.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
French Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94 ou 47.45.09.19

SORT DES OTAGES

la libération de John McCarthy

Après la libération de John McCarthy, un autre otage américain, le capitaine Robert H. White, a été libéré. Les deux hommes ont été relâchés par les forces libanaises. McCarthy, 42 ans, était détenu depuis plus de deux ans. White, 40 ans, était détenu depuis plus d'un an. Les deux hommes ont été relâchés par les forces libanaises. McCarthy, 42 ans, était détenu depuis plus de deux ans. White, 40 ans, était détenu depuis plus d'un an. Les deux hommes ont été relâchés par les forces libanaises.

ions à Londres

Les tentatives américaines de trouver une issue au conflit du Proche-Orient, dénoyées par tous les Iraquiens, ne sont pas de nature à faciliter un assouplissement des radicaux. Début juillet, à son retour d'Irak, le nouveau secrétaire général du Hezbollah libanais, Cheikh Abbas Moussavi, avait souligné la disposition de l'Irak à aider au règlement de cette affaire. Mais, le 28 du même mois, Cheikh Sobhi Toufayli, autre dirigeant du Hezbollah, tenant de la ligne dure, avait affirmé : « l'affaire n'est pas en voie de règlement ». Les efforts déployés pour la résoudre sont insuffisants, avait-il dit, traitant d'allégations mensongères la proposition de Jérusalem d'échange de prisonniers : sept soldats israéliens ont été capturés ou sont portés disparus au Liban.

Optimisme très prudent à Washington

C'est quelques heures seulement après la remise, à Damas, de Jobo McCarthy à l'ambassadeur de Grande-Bretagne en Syrie qu'un correspondant anonyme téléphonait au bureau d'une agence de presse internationale pour annoncer l'enlèvement de M. Jérôme Leyraud, « lieutenant des services de renseignements français Jérôme Leyraud, qui se cache sous le couvert d'une organisation humanitaire (...) Il sera exécuté à la minute même où un autre otage sera libéré ».

OCCIDENTAUX AU LIBAN

et l'enlèvement à Beyrouth d'un ressortissant français

était disposé à libérer des détenus, à condition que les sept soldats israéliens prisonniers ou disparus au Liban soient inclus dans l'échange. « Il n'est pas question d'accepter de libérer des prisonniers qui sont sous notre contrôle tant que nous ne serons pas persuadés que l'échange comprendra nos soldats », a affirmé M. Uri Lubrani.

Contradictions iraniennes

Suite de la première page. Cette bataille s'est accentuée ces dernières semaines dans la perspective des élections en Iran et alors que les problèmes économiques et sociaux que traverse la République islamique ont donné lieu à des manifestations de rues contre la vie chère.

Les tentatives américaines de trouver une issue au conflit du Proche-Orient, dénoyées par tous les Iraquiens, ne sont pas de nature à faciliter un assouplissement des radicaux. Début juillet, à son retour d'Irak, le nouveau secrétaire général du Hezbollah libanais, Cheikh Abbas Moussavi, avait souligné la disposition de l'Irak à aider au règlement de cette affaire. Mais, le 28 du même mois, Cheikh Sobhi Toufayli, autre dirigeant du Hezbollah, tenant de la ligne dure, avait affirmé : « l'affaire n'est pas en voie de règlement ». Les efforts déployés pour la résoudre sont insuffisants, avait-il dit, traitant d'allégations mensongères la proposition de Jérusalem d'échange de prisonniers : sept soldats israéliens ont été capturés ou sont portés disparus au Liban.

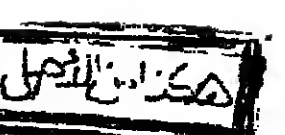
Un défi à Damas

Si la libération de M. McCarthy constituait à cet égard un succès pour les modérés, les durs sont donc vite venus rappeler qu'ils avaient encore le pouvoir d'agir. Ils soulignent en même temps la fragilité du retour de la légalité à Beyrouth. Ce défi s'applique aussi à la Syrie dont les troupes sont encore présentes dans la capitale libanaise et sans laquelle aucune libération n'est possible. L'assassinat à Paris de Chapor Bakhtiar pourrait relever de la même logique et viser à compromettre la très nette amélioration des relations franco-iraniennes.

C'est quelques heures seulement après la remise, à Damas, de Jobo McCarthy à l'ambassadeur de Grande-Bretagne en Syrie qu'un correspondant anonyme téléphonait au bureau d'une agence de presse internationale pour annoncer l'enlèvement de M. Jérôme Leyraud, « lieutenant des services de renseignements français Jérôme Leyraud, qui se cache sous le couvert d'une organisation humanitaire (...) Il sera exécuté à la minute même où un autre otage sera libéré ».

Agé de vingt-cinq ans, M. Leyraud, qui se trouvait au Liban depuis deux mois comme coordinateur de la mission de Médecins du Monde, avait loué un appartement dans la partie à majorité musulmane de la capitale libanaise, aujourd'hui réunifiée. Il était repassé, son appartement, jeudi à 15 h 30, selon ses concierges, et comptait aller se baigner. Il a été aperçu pour la dernière fois, vers 18 h 30, locales. Il se trouvait alors devant l'hôtel Bristol, en plein cœur de la capitale libanaise et non loin de l'immeuble où il réside. Personne ne l'a vu depuis mais sa voiture a été retrouvée vide dans la nuit à Beyrouth. Les policiers y ont trouvé une serviette de bain, un couteau, ce qui confirme que le jeune homme avait bien été à la plage.

Ce nouveau rebondissement dans une affaire qui n'en finit pas est bien entendu venu tempérer l'optimisme créé par la libération de John McCarthy, détenu au Liban depuis le 17 avril 1986. Libéré, selon des sources informées, dans la plaine de la Bekaa sous contrôle syrien, le journaliste de la chaîne de télévision WTN était remis en début



Le Monde

10 août 1991

Le Monde • Samedi 10 août 1991 • 5

OCÉAN INDIEN

MADAGASCAR

La nomination du nouveau premier ministre a été mal accueillie par l'opposition

La nomination, jeudi 8 août, de M. Guy Willy Razanamasy au poste de premier ministre (nos dernières éditions du 9 août), n'a pas suscité l'enthousiasme au sein de l'opposition. L'alla radicale du Comité des forces vives a immédiatement parlé de « promotion bidon ». Quant aux modérés, ils ont attendu de rencontrer M. Razanamasy avant de rejeter, dans la soirée, son idée de « gouvernement d'union nationale ».

TANANARIVE

de notre envoyé spécial

Pour l'île modérée de l'opposition, la question était de savoir de quel pouvoir disposerait le nouveau chef de gouvernement. Le président Ratsiraka lui avait délégué les pleins pouvoirs - sauf en ce qui concerne la politique extérieure et la défense. Mais la méfiance des responsables de l'opposition envers le chef de l'Etat a balayé tout espoir de compromis.

« M. Ratsiraka est aujourd'hui en position de faiblesse. Il fait mine de passer la main », explique M. Honoré Razafindramandry, « ministre de la communication et de la culture au sein du gouvernement-bis mis en place par le Comité des forces vives ».

Immédiatement après sa nomination, M. Razanamasy avait pourtant parlé d'une nouvelle Constitution, d'une révision du code électoral, d'élections prochaines et de la troisième République : autant de mots qui émaillent les discours des opposants depuis le début de la crise. Dans les milieux proches du pouvoir, on se réjouit d'ailleurs de cette « occasion de réconciliation nationale », qui permettrait de « régler les désaccords par la voie électorale ».

« Le gouvernement nommé par la rue n'aura que le choix », a averti le secrétaire général du MMSM, la coalition pro-gouvernementale. M. Marojana Razanabany.

Dans la nouvelle donne qui s'est établie, les Forces vives ont perdu un allié de poids : le parti MFM (Mouvement pour le pouvoir au prolétariat), un des piliers de l'opposition. Ses dirigeants n'exigent plus une remise immédiate des pleins pouvoirs au gouvernement-bis, estimant que cette revendication pourra « se négocier par la suite ». Ils devaient renouer avec M. Razanamasy vendredi.

Quant aux bailleurs de fonds, ils semblent plutôt satisfaits de cette nouvelle nomination, premier pas, espèrent-ils, vers la mise en place d'un gouvernement enfin stable et reconnu par tous. Ce n'est qu'à ce stade condition qui pourrait se négocier les versements des crédits d'ajustement structurel ou le rééchelonnement de la dette extérieure. Pour le moment, les échéances du calendrier sont repoussées, à l'instar de la réunion du Club de Paris, sauf nouvel imprévu, le 21 octobre. Celle-ci aura lieu avec cinq semaines de retard.

Le Comité des forces vives poursuit sa tournée des ambassades, appelant les donateurs à « cesser toute assistance au régime Ratsiraka ». Est-ce qu'un changement de l'équipe gouvernementale donnerait satisfaction aux Malgaches, comme l'affirment certains partisans du régime? Rien n'est moins sûr. Car, pour l'opposition, le premier responsable du système actuel, si corrompu qu'il encourage nombre d'investisseurs étrangers, reste le président : « Seul, sans départ, mettra fin à notre bras de fer », répète le « ministre » des finances, M. Evariste Marson.

Le parti de M. Razanamasy de remettre le pays au travail n'est donc pas encore gagné. Le premier ministre devait annoncer la composition de son gouvernement, samedi matin, au moment même où la foule des opposants entamait une « marche de la liberté » sur le palais présidentiel.

JEAN HÉLÈNE

ASIE

VIETNAM : après la démission de M. Do Muoi

M. Vo Van Kiet a été élu chef du gouvernement

M. Do Muoi a démissionné, vendredi 9 août, de son poste de chef du gouvernement vietnamien et a été remplacé par M. Vo Van Kiet, numéro trois du bureau politique du PC vietnamien et premier vice-premier ministre, a annoncé Radio-Hanoï. M. Kiet devrait présenter son nouveau gouvernement samedi devant l'Assemblée nationale. Quant à M. Muoi, il conserve son poste de secrétaire général du PCV.

BANGKOK

de notre correspondant

Il y a trois ans, les communistes sudistes avaient espéré que leur drapeau, M. Vo Van Kiet, alors numéro quatre du bureau politique du PCV, succéderait à Pham Hung, qui venait de démissionner de la tête du gouvernement. L'Assemblée nationale avait même été autorisée, pour la première fois, à choisir entre deux candidats. Mais M. Kiet avait dû respecter la hiérarchie et s'incliner devant M. Do Muoi, qui le devançait d'un rang au sein du bureau et qui se retrouvait, depuis le 7 congrès, à la tête du parti. La déception avait été amère dans le Sud, où l'on ne se souvenait que trop des effets désastreux de la « transformation socialiste » appliquée par M. Muoi de 1976 à 1979, au lendemain de la victoire communiste.

Aujourd'hui, les sudistes tiennent donc leur revanche avec la nomination de leur favori, âgé de soixante-neuf ans, membre du parti depuis 1939, à un poste qui s'annonce clé. L'ancien patron du PCV à Saigon aura la lourde tâche de gérer des relations qui se renouent tous les jours avec les milieux d'affaires européens, japonais, australiens, singapouriens ou thaïlandais. Et qui sait, dans un avenir proche, chinois et américains. Il lui faudra la faire contre la volonté d'une partie au moins de l'appareil, attachée à ses privilèges et qui tolère mal, en dépit de

ses professions de foi, que le gouvernement prenne quelques aires avec le parti communiste.

M. Kiet est tout sauf un néophyte. Il a beaucoup voyagé ces dernières années, y compris en Europe de l'Ouest. Le premier ministre depuis 1987, date de son entrée au bureau politique, il a également présidé le Comité d'Etat au plan. Fin 1986, lors du 6^e congrès - celui du « renouveau » - c'est lui qui a présenté le rapport économique. Surmont, depuis quelque temps, il a élargi ses conquêtes, dans le Sud, à d'autres milieux que celui du PCV.

Originaire d'une famille de paysans aisés de la province de Chu Long, dans le delta du Mékong, M. Kiet a su, au fil des années, débarrasser son discours de la traditionnelle langue de bois des marxistes vietnamiens. Reste à voir de quelle marge de manœuvre disposera cet homme que l'on dit énergique et décidé mais pour lequel les communistes du Nord ont voté sans réserve.

En outre, son cursus est celui d'un militant de la première heure, très discipliné. Cadre vietnamien dans le Sud en 1945, où le parti communiste n'avait que quelques centaines de membres, il a été élu, après 1954, responsable de l'agglomération Saigon-Cholon. Elu au comité central en 1960, il est nommé secrétaire et commissaire politique des provinces de l'Ouest, en 1971. Après la chute de Saigon, il devient suppléant du bureau politique et secrétaire du PCV à Ho Chi-Minh-Ville, en 1977. Sans une bonne dose de prudence, ce parcours sans faute apparente ne s'expliquerait pas. Et, comme beaucoup de communistes de sa génération, M. Kiet n'a jamais manifesté, du moins publiquement, la moindre sympathie pour le multipartisme. Ceux qui le connaissent bien affirment cependant que l'homme, qui entretient de bonnes relations de travail avec M. Muoi, est capable de manifester du ressort. Il en aura besoin très rapidement tant les problèmes économiques - principale responsabilité du gouvernement - pressent au lendemain des longs mois de paralysie dus à la préparation du dernier congrès du PCV.

JEAN-CLAUDE POMONTI

M. Jérôme Leyraud : un administrateur de l'aide humanitaire

M. Jérôme Leyraud, qui a disparu jeudi 8 août sur une plage de Beyrouth, est né le 8 août 1965 à Grimaud (Var). Diplômé de Sciences Po, il a préparé la concours de l'Ecole nationale d'administration avant de se lancer dans des missions humanitaires. C'est ainsi qu'il a travaillé en 1990 au bureau de l'UNICEF au Guatemala. Avant de se rendre à Beyrouth, il avait séjourné six mois en Sierra-Leone, déjà pour Médecins du monde.

Arrivé dans la capitale libanaise en mai dernier, il avait prévu de reprendre ses études à son retour en France.

Le travail dont M. Leyraud est chargé au Liban est essentiellement administratif. Une tâche à laquelle l'organisation humanitaire française attache une grande importance. Il est, explique-t-on à Médecins du monde,

responsable de la gestion et de la coordination d'une mission de rénovation d'hôpitaux et de dispensaires à Beyrouth et à Saida. Ce projet, qui est en voie d'achèvement, s'est déroulé dans les meilleures conditions et rien ne laissait prévoir les événements qui se sont produits jeudi, ajoute-t-on.

Médecins du monde assure n'avoir jamais reçu de menaces et n'avoir jamais été inquiété au Liban, y compris dans les périodes de grande tension. L'accusation des ravisseurs selon laquelle M. Leyraud serait un agent secret y est qualifiée de « totalement fantaisiste ». On pense plutôt que les ravisseurs voulaient enlever un ressortissant français, et que le hasard est malheureusement tombé sur le responsable de Médecins du monde.

Le travail dont M. Leyraud est chargé au Liban est essentiellement administratif. Une tâche à laquelle l'organisation humanitaire française attache une grande importance. Il est, explique-t-on à Médecins du monde,

responsable de la gestion et de la coordination d'une mission de rénovation d'hôpitaux et de dispensaires à Beyrouth et à Saida. Ce projet, qui est en voie d'achèvement, s'est déroulé dans les meilleures conditions et rien ne laissait prévoir les événements qui se sont produits jeudi, ajoute-t-on.

Médecins du monde assure n'avoir jamais reçu de menaces et n'avoir jamais été inquiété au Liban, y compris dans les périodes de grande tension. L'accusation des ravisseurs selon laquelle M. Leyraud serait un agent secret y est qualifiée de « totalement fantaisiste ». On pense plutôt que les ravisseurs voulaient enlever un ressortissant français, et que le hasard est malheureusement tombé sur le responsable de Médecins du monde.

Le travail dont M. Leyraud est chargé au Liban est essentiellement administratif. Une tâche à laquelle l'organisation humanitaire française attache une grande importance. Il est, explique-t-on à Médecins du monde,

responsable de la gestion et de la coordination d'une mission de rénovation d'hôpitaux et de dispensaires à Beyrouth et à Saida. Ce projet, qui est en voie d'achèvement, s'est déroulé dans les meilleures conditions et rien ne laissait prévoir les événements qui se sont produits jeudi, ajoute-t-on.

EUROPE

YUGOSLAVIE : réunion de crise à Prague

La CSCE envisage l'envoi de cinq cents observateurs internationaux

La Yougoslavie a accepté, jeudi soir 8 août, la présence d'observateurs internationaux, élargie à d'autres pays que ceux de la CEE, pour contrôler et renforcer la fragile cessez-le-feu entré en vigueur la veille en Croatie. La commission de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), réunie à Prague pour tenter de trouver une solution à la crise yougoslave, a lancé un second appel à un « cessez-le-feu permanent, total et effectif, accepté et totalement respecté par toutes les parties concernées ». Il s'est déclaré « profondément préoccupé par les pertes humaines effrayantes » provoquées par les

combats, depuis son premier appel au cessez-le-feu lancé il y a cinq semaines. Le comité réunit tous les États européens, les États-Unis et le Canada. Sur proposition de la Tchèque, la Yougoslavie a donné son accord de principe à la présence d'observateurs tchécoslovaques, polonais, suédois et canadiens aux côtés de ceux de la CEE, a déclaré le vice-ministre yougoslave des affaires étrangères, M. Novak Pribicevic. « Mais ce n'est pas une liste limitative », a-t-il ajouté. Une participation de la Suisse, par exemple, n'est pas exclue. Toutefois la présence d'ob-

servateurs d'autres pays doit recevoir l'accord de tous les belligérants de la crise yougoslave. Le week-end dernier, le traité européen avait imputé l'échec de sa mission à, notamment, l'hostilité de la Serbie à la présence d'observateurs de la CEE.

Le corps des observateurs internationaux, ainsi élargi, pourrait comprendre de 200 à 500 délégués civils et militaires. Il reste encore à décider où et comment ils seraient déployés. La réunion devait se poursuivre vendredi. L'affaire yougoslave continue également de diviser les Européens.

Dans une interview publiée jeudi par le *Corriere della Sera*, le ministre italien des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis, s'est déclaré en désaccord à la fois avec Bonn - qui demande la reconnaissance de l'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie - et avec Paris, qui propose une force européenne d'interposition.

Enfin, selon l'agence italienne AGI, l'émissaire du Vatican en Yougoslavie, Mgr Tauran, aurait informé le pape d'exactions et de tortures commises contre les catholiques croates par des nationalistes serbes. - (Reuters, AFP.)

Scepticisme à Belgrade sur les chances du cessez-le-feu

BELGRADE

de notre envoyée spéciale

« Vukovar? », interroge le présentateur de télévision, « Tout est calme », répond le correspondant dans cette petite ville de Slavonie (est de la Croatie), théâtre d'affrontements meurtriers la semaine dernière. « Kalin? », reprend le présentateur, « Ce n'est pas vraiment la paix dans le sud de la Krajina, les réfugiés ne sont pas revenus, mais il n'y a pas eu de morts aujourd'hui », affirme l'envoyé spécial en Krajina, région de Croatie contrôlée par les Serbes.

Le chapitre des principaux villages de Croatie égrenée, le bilan est positif : pour l'instant, le cessez-le-feu entré en vigueur mercredi 7 août est à peu près respecté, malgré des incidents sporadiques et la mort d'un garde national croate, tué jeudi matin par un tir de mortier, annoncé par Radio-Zagreb. Pour autant, le spectateur belge ne se fait pas d'illusions. Pour lui, ce répit ne durera que quelques jours.

Personne n'ose croire ici que les Serbes et les Croates qui s'opposent en Krajina, Banja et Slavonie ont posé définitivement les armes. Tout juste espère-t-on qu'en Slavonie ils ne les reprendront pas avant quelques jours, le temps... de la moisson. La région est le grenier à blé de la Croatie, et la récolte cette année est, dit-on, extraordinaire. Mais « parce que les paysans, quels qu'ils soient, se font tirer dessus dès qu'ils sortent dans les champs », il reste 5 000 hectares de blé à faucher, « qui vont pourrir s'ils ne le sont pas dans les jours qui viennent ».

Ce qui pourrait passer pour anodin se fait révélateur de l'étroitesse de la marge de manœuvre de la commission présidentielle chargée d'établir le cessez-le-feu. En négociant les moyens de permettre aux paysans de récolter leur blé, la commission cherche à gagner du temps, à « arracher » les

jours de répit un à un, la priorité étant d'éviter de nouvelles victimes.

D'autres sujets sont à l'ordre du jour, tels la libération des prisonniers de part et d'autre, annoncée pour vendredi, et le rétablissement des communications dans ces régions où l'on ne peut plus circuler, sauf aller de village serbe en village croate, ou de village croate en village croate. Mais, pour l'instant, la commission présidentielle exige le respect du cessez-le-feu avant de lancer la deuxième étape du processus de paix : la mise en place, sur le terrain, de commissions locales qui joueront le rôle d'arbitre en déterminant qui sont les fauteurs de troubles, sans pour autant disposer de moyens de coercition.

Outre l'armée et la police fédérales et la police croate, deux cents à trois cents « experts », policiers de Bosnie-Herzégovine, de Macédoine et de Slovaquie, ont été appelés à y participer. Mais les Slovaques ont fait savoir jeudi qu'ils n'en seraient pas, sans prétexte que les observateurs étrangers n'étaient pas admis.

Le président yougoslave Stipe Mesić, qui se s'attendait à ce que la décision de la présidence collective relative au cessez-le-feu, s'est lui aussi distingué jeudi en invoquant sa conception des commissions locales. « Sauf à y introduire des observateurs de la CEE, le reste scélérate », a-t-il affirmé.

Quels groupes paramilitaires doivent quitter les lieux d'affrontement et être désarmés? La présidence fédérale a arrêté le principe, mais la commission présidentielle n'est pas chargée de déterminer qui pourra demeurer armé et qui ne le pourra pas; ce que les Croates ne peuvent évidemment pas admettre. Ce genre de débat ne fait que commencer et il ne pourra être abordé sur le fond que si le cessez-le-feu est vraiment acquis. Ce qui n'est pas encore le cas.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Serbes et Croates cohabitaient dans ce coin de Croatie. Aujourd'hui, ils se surveillent, blindés contre fusils

SISAK (Croatie)

de notre envoyé spécial

Ce sont deux hameaux qui l'ordre éternel des champs unit et que l'histoire sépare. Aux portes de Sisak, à une soixantaine de kilomètres au sud de Zagreb, rien ne distingue Komarevo et Klobouk. Leurs coquettes maisons aux toits rouges se partagent l'ombre des mêmes chênes depuis des siècles. Leurs terres se jouaient, cette terre si généreuse de Croatie où flotte une fraîche odeur de foin coupé. Mais ici, l'air sent aussi la poudre. Komarevo est croate, Klobouk est serbe, c'est-à-dire jusqu'à l'insulte.

Il existe en Croatie des dizaines de villages séparés par des clôtures à trois cents mètres, sur lesquelles, comme on voudrait, sur lesquelles le temps n'a pas pris. Quarante années de communisme ont étouffé provisoirement leurs passions, mais, sous la cendre, le feu couvait toujours. Il embrase aujourd'hui ces zones de peuplement mixte que les Serbes revendiquent comme leurs, en Krajina par exemple, et que les Croates ne leur cèdent « jamais ».

Sur la route qui, de Zagreb, mène à ces terres disputées, les drapeaux croates se font plus nombreux aux façades des maisons en bois, piéds de nez aux revendications territoriales. En vue de Komarevo et de Klobouk, cette guerre qui ne dit pas son nom - chacun se retient de la déclarer officiellement - apparaît sous son vrai jour. Des soldats en treillis camouflés veillent dans les 500 mètres derniers de chaque zone de frappe désignée en chèque et à l'abri de sacs de sable où pointe la queue de leur mitrailleuse.

Les forces croates, police et Garde nationale, ont établi ici, dans l'école primaire de Komarevo, l'un de leurs postes avancés. L'arme à la bretelle, la troupe s'active nonchalamment. Deux jeunes filles volon-

taires font partie du groupe. Elles arborent, au-dessus de leur jean, une veste de tricot et, comme leurs camarades masculins, ne paraissent pas très aguerries. L'armement est fait de bric et de broc et, excepté un véhicule blindé léger aperçu à l'entrée de cette caserne de fortune, ne semble pas bien redoutable. Ici, le président de la République croate, M. Franjo Tudjman, a reconnu il y a quelques jours : « Jusqu'à présent, nous n'avons pas de forces suffisantes pour résister (...) aux gens déraisonnables qui veulent créer une Grande Serbie. » Mais d'ajouter, car les Croates ont la foi : « Ils n'y parviendront jamais. »

A l'abri de fossés antichars

A l'image de son président, la petite troupe de Komarevo a de l'enthousiasme, à défaut de tenir vraiment le terrain. Derrière leur école-caserne, ces fiers défenseurs de l'intégrité des Croates ont creusé des fossés antichars. « L'ennemi » (forces fédérales et groupes paramilitaires serbes) n'est pas loin. Dans son uniforme camouflé flamboyant, le chef de la police de Sisak, qui commande les forces croates dans la région, désigne de la main, au fond du valon tout proche, les bois d'où partent, sporadiquement, les salves ennemies. Les tirs ne doivent pas être bien précis ou très fréquents car l'explication est donnée à terrain découvert, sous la seule protection d'un pommier. Avec sa belle queue de guerrier barbu, Djuro Brodarac cherche visiblement à prouver qu'il a la situation bien en main.

Le blindé ennemi qu'on aperçoit à demi dissimulé par un repli de terrain démontrerait plutôt le contraire. Les Croates ne sont pas maîtres chez eux dans cette région

de des milliers de personnes ont fui. Un village proche, Kostajnica, a été déserté il y a une dizaine de jours par ses habitants, terrorisés par une attaque aérienne, des tirs de mortier et la présence menaçante d'unités de l'armée fédérale (à leurs yeux « serbe ») dans la grande rue. Croatie à 45 % donc minoritaire, la population n'est prise de panique. A bord de tout ce qui pouvait rouler - voitures, car de ramassage scolaire, camions de livraison et tracteurs - cent soixante-quinze familles ont pris la route de Zagreb, où elles sont encore.

Kostajnica n'est pas tombée pour autant aux mains des forces pro-serbes. Mais Djuro Brodarac et ses troupes, même s'ils ont du mal à l'admettre, ont renoncé pour l'instant à assurer la sécurité des routes qui y mènent. La région de Sisak est à cette image, ni serbe ni croate militairement et ethniquement, terrée toujours fécond d'accroches qui viennent périodiquement mettre un terme à de périodiques accords de cessez-le-feu.

Tant que les Serbes tiendront le terrain, la police et la Garde nationale croates continueront d'enrôler des volontaires prêts à se battre. Comme ailleurs, elles s'y emploient à Sisak où, jeudi 8 août, de nouveaux réservistes sortaient, chargés de leur paquetage, du siège de la police, si savamment situé allée de l'Union socialiste. L'économiste bedonnant qui, les bras croisés, de ses rangs, s'empresse de retourner à ses dossiers, ne prenait pas la chose au tragique mais refusait - « secret militaire » - de dire combien ils sont à Sisak dans son cas. Les forces armées ne semblent pas avoir de difficultés à recruter des volontaires, car les Croates qui les rejoignent ont la cote. Toute une littérature exalte leur courage, tandis que fleurissent des chansonnettes de circonstance comme celle intitulée *La Mère croate* (« *Croate je suis, Croate je resterai, vive la Croatie!* »), dont Radio-Petrinja, une ville

proche de Sisak, régalait régulièrement ses auditeurs.

« En attendant la Lili Marlène croate », comme l'appelle de ses vœux l'hebdomadaire *Le Libre Croate*, la région de Sisak s'est installée dans une sorte de drôle de guerre. Si certains rêvent d'en découdre, les autres - comme ceux de Komarevo-Klobouk et de Klobouk-la-Serbe, ces deux hameaux frères qui tout réunissent, la langue, la terre et l'espoir, mais qui n'ont pas de séculaire divise de nouveau - aspirent à la paix. Milanka Tosić est de ceux-là qui, née serbe à Klobouk, terre croate, voudrait mourir de sa belle mort, libre Serbe de Croatie. Pas sous le feu croisé des hommes de Djuro Brodarac et des forces serbes qui, tapies dans les petits bois proches de sa ferme, voudraient faire son bonheur malgré elle.

Avec son fichu et son tablier de paysanne, Milanka Tosić ressemble à toutes les femmes de cette région de Croatie, même si l'âge lui a donné une sagesse qui n'est pas, alors, la chose du monde la mieux partagée. Sortie tout droit de l'amblyopie familiale, son eau-de-vie couleux crieuse, qu'elle est allée chercher à la cuisine, ravive les mauvais souvenirs des années 40. Sa maison a été deux fois incendiée par les Oustachis croates, puis les Tchetschiks serbes. C'est pour elle la même tragédie qui se répète. Les extrêmes des deux bords ont en auront-ils jamais fini de s'entretenir?

Un plus profond de sa maison, là où les poutres sont les plus solides, Milanka Tosić a jeté à même le sol des paillasses, des couvertures. Lorsqu'on tire de nouveau à Komarevo et à Klobouk, quinze personnes viennent s'y réfugier. « Serbes et Croates », insiste-t-elle, indistinctement menacés par les balles serbes et croates. Comment ferait-elle la différence?

BERTRAND LE GENDRE

ITALIE : scènes dramatiques dans les ports d'Otrante et de Bari

L'exode impossible des Albanais

L'exode de milliers d'Albanais a repris, jeudi 8 août, le long de la côte des Pouilles, cinq mois exactement après la première vague de réfugiés fuyant vers l'Italie.

ROME

de notre correspondant

Quand le cargo *Vlora*, avec ses milliers de personnes agglutinées sur les ponts, agrippées aux cordes et aux mâts, a forcé le barrage et est entré dans le port de Bari jeudi 8 août, peu après midi, on avait l'impression d'assister à une des scènes de l'exode du mois de mars (nos dernières éditions du 9 août). On a revu une foule grouillante le long des quais, les aller-retours des navettes pour le transport vers le stade où les arrivants ont été accueillis par milliers. Mais les analogies s'arrêtent là. On sait, pertinentement, que cette fois-ci, tous ceux qui ont couru des risques énormes pour rallier l'Italie feront le voyage de retour. « Nous ne sommes pas en mesure d'accueillir les Albanais qui assignent nos côtes, et même le gouvernement de Tirana est d'accord avec nous sur le fait qu'ils doivent être renvoyés vers leur pays », déclarait jeudi, sur la troisième chaîne de la RAI, le président du conseil, M. Giulio Andreotti. Le président du conseil parlait de son lieu habituel de vacances - sur fond de prairies verdoyantes et paisibles - une image contrastant avec celle, de la mer humaine de Bari.

« Peu importe », soutient Eugenio Lamson, vingt ans, originaire de Tirana, faisant pour la première fois le récit de son odyssée. « J'ai tou-

jours été conscient du risque d'être rapatrié, mais pourquoi ne pas tout tenter... Là-bas, il n'y a rien. » D'ailleurs, à en croire le récit d'un autre réfugié, un ancien policier, depuis quelques jours déjà les rumeurs courent en Albanie sur la possibilité de s'embarquer vers l'Italie. Une pression à peine voilée sur les Italiens et la communauté internationale pour les inciter à s'engager encore plus dans l'aide au Pays des aigles? Efficace en tout cas, puisque le secrétaire aux affaires étrangères, M. Claudio Vitalone, s'est rapidement rendu à Tirana pour évaluer la situation et rappeler aux dirigeants albanais que les engagements déjà pris doivent être tenus.

Chasse à l'homme

L'Italie a fait miroiter la possibilité d'augmenter jusqu'à 100 milliards de lires (environ 500 millions de francs) son programme d'aide au pays. Après les signes avant-coureurs de mercredi, lorsque les tout premiers Albanais ont parcouru à la suite les derniers mètres avant de se bécoter aux vacances éternelles sur la plage de San-Foca, le gouvernement italien a réagi sur-le-champ. L'évolution des événements lui a donné raison : la journée de jeudi restera dans les annales pour ses arrivées en masse (plus de dix mille personnes en vingt-quatre heures) et ses images-chocs.

« L'invasion albanaise », pour reprendre les titres des journaux de la péninsule, n'a débuté avec, au petit matin, l'arrivée des deux bateaux devant les ports d'Otrante et de Bari. Le *Skanderberg*, avec un millier de personnes à bord, et le *Vlora*

ont été retenus quelques heures à la limite des ports, avant que, pour des raisons humanitaires, les autorités finissent par accepter qu'ils débarquent leur « chargement ». A Bari, les rescapés du *Vlora* ont été schématisés jusqu'au stade. La *Vittoria*, un des incidents entre forces de l'ordre et réfugiés ont éclaté jeudi soir, faisant quelques blessés. A la suite de ces affrontements, environ trois cents Albanais ont réussi à s'enfuir de ce que tout le monde a déjà baptisé ici le camp de concentration *La Vittoria*. Une « évasion » s'est engagée dans les rues de la ville pour les récupérer.

En vertu de la ligne de fermeté adoptée après l'expérience de la première vague de réfugiés - vingt-cinq mille avaient fini par rester en Italie - le gouvernement italien a déjà mis en place un dispositif de rapatriement immédiat. Cinq ferry-boats ont été réquisitionnés pour faire l'aller-retour entre l'Italie et l'Albanie avec à chaque voyage, mille personnes à bord. Cinq avions de transport militaire - qui devraient être suivis bientôt par des appareils civils d'Alitalia - assurent un véritable pont aérien. Selon les estimations de l'unité de crise qui a été constituée auprès du ministère de l'Intérieur, les opérations d'évacuation devraient se conclure en trois ou quatre jours. A condition toutefois de parvenir à endiguer le flot des arrivées. De ce point de vue, la situation à Durres et à Vlora n'est pas encourageante. La foule fait toujours le siège des points d'embarquement dans l'espoir de partir. Un vrai dilemme pour les bateaux qui, en faisant la route inverse, risquent à leur tour d'être pris d'assaut. - (Indéfini.)

EN BREF

■ **AFGHANISTAN** : un délégué de la Croix-Rouge enlevé. - Un délégué suisse du Comité international de la Croix-Rouge, M. Alexandre Gheleu, âgé de vingt-sept ans, a été enlevé, mardi 6 août, au nord de Kaboul, par « des éléments armés affiliés à une partie de l'opposition afghane », alors qu'il ramenait un blessé, a indiqué un porte-parole du CICR à Genève. En contact secret avec les responsables du rapt, le CICR affirme que « les négociations sont en cours ». Trois délégués du CICR avaient déjà été enlevés en janvier dernier. - (AFP, AP.)

■ **AFRIQUE DU SUD** : la police sud-africaine avait versé des fonds à l'Inkatha jusqu'en février 1991. - La police sud-africaine aurait continué à financer le mouvement Inkatha, à dominante zoulou, jusqu'à février 1991, affirme l'hebdomadaire *Wye Weekly*, dans son édition à paraître vendredi 9 août. Par ailleurs, selon le *Weekly Mail*, des policiers du bantoustan du KwaZulu auraient été utilisés pour assassiner des personnalités politiques, hostiles à l'Inkatha. - (AFP.)

■ **ALGÉRIE** : le FLN a élu son nouveau bureau politique. - Le FLN a élu, jeudi 8 août, un nouveau bureau politique, chargé de préparer les prochaines élections générales. Parmi les quinze membres de la direction, désignés à l'issue des travaux du comité central, figure l'ancien premier ministre, M. Mouloud Hamrouche. Le chef du gouvernement, M. Sid Ahmed Ghozali, évoquant la situation économique devant les membres du comité central, a estimé que l'Algérie avait besoin de milliards de dollars, avant la fin de l'année, pour sortir de la crise.

■ **BRÉSIL** : vingt-sept attaques par jour dans les autobus de Rio. - Dix mille attaques à main armée ont été perpétrées en 1990 dans les autobus urbains de Rio-de-Janeiro, soit vingt-sept attaques par jour en moyenne, selon une statistique officielle. Tous les autobus de la ville ont été attaqués au moins une fois au revolver ou à l'arme blanche l'an passé. - (AFP.)

■ **ARGENTINE** : découverte d'un arsenal près de la résidence du président Menem. - Un arsenal a été découvert par la police argentine dans un appartement tout proche de la résidence présidentielle d'Olivos, à quinze kilomètres au nord de Buenos-Aires, laissant supposer qu'un attentat visant le président Carlos Menem se préparait, a indiqué jeudi 8 août une source policière haut placée. Des armes, des explosifs et un central téléphonique ont été saisis. -

■ **Le Conseil de sécurité favorable à l'adhésion des deux Corées à l'ONU**. - Le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé à l'unanimité, jeudi 8 août, la demande d'admission séparée à l'organisation internationale des deux Corées, celle du Nord et celle du Sud. D'autre part, on indique de source officielle à Séoul que la Corée du Sud souhaite conclure un traité de paix avec le Nord. -

■ **DJIBOUTI** : début de rapatriement des réfugiés éthiopiens. - Le Haut Commissariat pour les réfugiés auprès des Nations unies (HCR) a entrepris, jeudi 8 août, une opération de rapatriement vers l'Éthiopie, par voie aérienne, de quelque 3 500 à 4 000 civils et militaires éthiopiens, qui s'étaient réfugiés à Djibouti. En mai, après la chute du régime de l'ancien président Mengistu. - (AFP.)

■ **GUATEMALA** : onze cadavres découverts dans un cimetière clandestin. - Onze cadavres de paysans ont été découverts dans un village proche de Chichicastenango (nord-est du Guatemala), ont indiqué jeudi 8 août les responsables d'une enquête sur la disparition d'une centaine de personnes dans cette région au cours des dix dernières années. Les familles, qui ont dénoncé la responsabilité de l'armée de terre, ont été menacées de représailles par les patrouilles d'autodéfense civile, auxiliaires de l'armée. Onze autres cadavres ont été découverts ces derniers jours à l'ouest du pays. - (AFP.)

■ **INDE** : le traité d'amitié soviéto-indien reconduit pour vingt ans. - Le « traité de paix, d'amitié et de coopération » conclu le 9 août 1971 entre l'Inde et l'URSS va être reconduit pour vingt ans, a annoncé, jeudi 8 août, un porte-parole du ministère indien des affaires étrangères. Il a qualifié cette mesure de « démarche historique en vue du renforcement des relations entre les deux pays », qui s'ajoutera mutuellement en cas de menace militaire contre l'un d'eux. - (AFP, UPI.)

■ **MAROC** : le Polisario dénonce un nouveau raid de l'aviation marocaine. - L'aviation marocaine aurait effectué, mercredi 7 août, un troisième raid sur une position du Polisario, au Sahara occidental, selon un responsable de l'organisation saharraie. Selon lui, cette offensive militaire risque de remettre en cause le plan de cessez-le-feu de l'ONU, qui doit entrer en vigueur le 6 septembre. - (Reuters.)

ENVIRONNEMENT

Deux victoires pour les « verts »

Les travaux de la DGSE en Camargue sont suspendus

Le tribunal administratif de Marseille a ordonné, jeudi 8 août, le sursis à exécution des travaux engagés par la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) pour agrandir une station d'écoutes radio-électriques dans le parc naturel régional de Camargue. Ces travaux, commencés en juin au lieu-dit Sainte-Cécile, sur la commune d'Arles, avaient suscité de vives réactions des responsables du parc régional et des élus locaux, à commencer par M. Michel Vauzelle, député (PS) des Bouches-du-Rhône. Le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, s'était aussi publiquement étonné, le 25 juillet, que l'armée ne respecte pas la législation en vigueur. Quant aux visiteurs de la Camargue, ils ne comprennent pas que l'on édifie, à deux pas de la réserve naturelle de l'étang de Vaccarès, une déclaration patrimoniale mondiale par l'UNESCO, un mur d'enceinte de 2 mètres de haut

pour abriter des installations militaires. Sauf par l'administration du parc régional, avec le soutien du ministre de l'environnement, le tribunal administratif a reconnu que l'armée avait le droit de construire sans permis, car le terrain lui appartient. Mais les juges ont reproché à l'administration militaire, s'abritant derrière le « secret-défense », de n'avoir pas consulté l'architecte des bâtiments de France et de ne pas s'être conformé au plan d'occupation des sols. Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a indiqué que les travaux en Camargue étaient déjà suspendus de fait depuis trois semaines, dans l'attente du jugement sur le fond. Il ne sera donc pas fait appel du sursis à exécution. M. Vauzelle a indiqué que la décision du tribunal l'avait « comblé de plaisir ».

Les écologistes entre deux stratégies

Suite de la première page

Ses amis de la Nouvelle École socialiste et voisins de l'Esseonne, MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, dont elle s'est rapprochée au point d'envoyer une fusion des deux courants, défendent la perspective d'une « composition » de la gauche, associant les socialistes, les anciens communistes et les écologistes. M. Laurent Fabius, initiateur de colloques organisés à la présidence de l'Assemblée nationale sur des thèmes tels que l'effet de serre, récuse l'idée que l'écologie serait marginale et affirme : « Si les formations traditionnelles ne traitent pas sérieusement les interrogations de fond que suscite l'écologie, ce sont elles, rapidement, qui se retrouveront marginales (1) ».

Bilan d'une alliance

Il y a loin, cependant, des déclarations d'intention - électoralement intéressées, c'est la loi de la démocratie - à la réalité des actes. M. Lalonde a pu le mesurer depuis trois ans qu'il siège au gouvernement. Que le ministre de l'environnement, bien que confirmé dans ses fonctions après le changement de premier ministre et, même, promu ministre de plein exercice, ait dû en venir à laisser planer la menace de sa démission pour défendre ses dossiers pouvait apparaître comme un événement d'importance et comme signifiant l'échec de sa stratégie d'alliance avec le PS.

En fait, s'il est loin de minimiser les difficultés auxquelles il se heurte toujours, principalement face au ministère et à l'administration des finances, M. Lalonde n'est pas du tout dans l'état d'esprit d'un battu. Il estime, d'abord, que le bilan de son action au gouvernement est largement positif. « Depuis trois ans, dit-il, on respire mieux en France », ce qui vise, au sens propre, les dispositions prises pour lutter contre la pollution de l'air et, au sens figuré, le fait que la défense militante de l'environnement soit devenue, bon gré, mal gré, une composante de la politique gouvernementale.

Ensuite, la décision prise, la semaine dernière, par M. Cresson de renoncer à deux projets de barrages sur la Loire (le Monde du 2 août) a été perçue comme une réponse directe - et encourageante - aux propos de M. Lalonde rappelant que l'environnement est l'une des deux priorités affichées par le premier ministre. Le fait que M. Pierre Joxe, ministre de la défense, ait fait appel de la décision du tribunal administratif suspendant la construction d'un centre d'écoutes de l'armée en Camargue et l'aval donné au ministre de l'environnement pour s'opposer à un projet de tunnel autoroutier dans les Pyrénées (lire ci-contre) démontrent aussi un net inflexionnement de l'action gouvernementale.

Enfin, l'ancien animateur des Amis de la Terre, qui est devenu, avec M. Jack Lang, un des ministres les plus appréciés par les Français (le Monde du 9 août), juge la situation politiquement mûre pour affirmer l'existence d'un « cercle vertueux » d'un « cop ». Il estime toucher aux limites de ce que peut faire un

ministère de l'environnement toujours conçu sur le modèle de celui qu'avait inauguré M. Robert Poujade il y a vingt ans, c'est-à-dire une structure qui élabore des règlements, mais manque d'« une administration et de crédits pour les faire respecter ». L'avenir, dit M. Lalonde, c'est en bien plusieurs ministères dirigés par des écologistes - pourquoi pas celui de l'Agriculture, par exemple ? - ou bien un ministère de l'environnement décapité.

Le « cap » à franchir est, indubitablement, administratif et politique. La logique dans laquelle se place M. Lalonde ne consiste pas à se rattacher à une « majorité présidentielle » dont il serait admis qu'elle soit largement dominée par le PS, mais à considérer que celui-ci est devant un choix : ou bien il fait une véritable alliance avec les écologistes, ou bien il perd la majorité. Localement, déjà, le ministre de l'environnement observe des indices de rapprochement entre écologistes et socialistes.

L'élection municipale partielle de Vierzon, dans le Cher, en mai 1990, à l'occasion de laquelle des socialistes (fabiusiens), dévoués par leur parti, avaient choisi de s'entendre avec des écologistes pour élire la mairie au PCF, lui paraît avoir été un signe précurseur de cette reconversion « verte ». Le score obtenu par les écologistes lors des élections municipales de mars 1989, au Puy, en Haute-Loire, exprimait également un refus du projet de barrage de Serre-de-la-Fare, avait donné à réfléchir aux socialistes de la ville, étonnés de voir la majorité de droite, apparemment inébranlable, ne conserver la mairie que de justesse au second tour.

L'autonomie aux élections régionales

De cette visée stratégique découle la tactique adoptée par M. Lalonde et par son mouvement, Génération-Écologie, pour les prochaines élections régionales. Le ministre de l'environnement et ses amis sont décidés à présenter des listes écologistes autonomes - « il faut être indépendant pour pouvoir ensuite faire des alliances », explique le ministre, - en accord avec les Verts partout où ceux-ci le voudront, sans eux la loi ne leur permettrait pas de prendre le risque de diviser le capital électoral commun. Ce choix a pour corollaire l'attachement au mode de scrutin proportionnel actuellement en vigueur pour ces élections, car l'application du système municipal, soulaillé par les socialistes, obligerait les écologistes, là où ils réuniraient moins de 10 % des voix, à fusionner avec une liste mieux lotie pour obtenir des sièges. Leur « indépendance » en serait diminuée.

M. Lalonde rêve, d'ailleurs, d'une « conférence de la paix des modes de scrutin », au cours de laquelle toutes les forces politiques s'entendraient pour adapter les lois électorales à l'évolution de la société : réduire la représentation excessive des campagnes dans les conseils généraux et au Sénat ; introduire la proportionnelle aux élections législatives en désignant cent députés sur six cents, selon cette méthode, sur des listes nationales. « On n'est pas ministre à vie »,

M. Lalonde refuse le tunnel routier du Somport

M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, vient de notifier au directeur du parc national des Pyrénées son refus de laisser construire, dans les limites du parc, l'entrée d'un éventuel tunnel routier entre la France et l'Espagne. Une convention, signée récemment entre Paris et Madrid, prévoit qu'un axe routier transpyrénéen passera sous le col du Somport, de manière à relier Pau à Saragossa. Il suppose, du côté français, la construction d'un tronçon d'autoroute, l'élargissement à trois voies de la route de la vallée d'Aspe et un tunnel de 8,5 kilomètres de long, dont l'entrée serait située à l'intérieur du parc national.

Ce projet soulève l'hostilité des écologistes. Ils font remarquer que le parc des Pyrénées - qui n'a pas réussi à sauver les ours - a déjà

été « agressé » par un centre de ski de fond construit au Somport (et déclaré illégal par le Conseil d'État) et qu'il est menacé de toutes parts. Ils préconisent la réouverture du tunnel ferroviaire et la ligne Pau-Camfranc, fermée depuis des années, et l'organisation de navettes train-voiture comme sous la Manche ou certains massifs alpins d'Aurice.

Le ministre de l'environnement semble avoir tranché en leur faveur, suscitant des protestations des élus locaux, favorables à la route. Mais M. Lalonde laisse une porte ouverte à la négociation, en déclarant : « Si on devait amputer partiellement le parc (46 000 hectares), cela ne pourrait se faire que si, par ailleurs, la superficie du parc était doublée ou en tout cas augmentée, et si la protection de la nature y gagnait. »

qui était son hypothèse de la démission. « La grande affaire, dit-il, c'est celle de la taxe sur les déchets. Le plan national pour l'environnement, pour l'essentiel, ce sont des mesures fiscales. La fiscalité peut, certes, aider à modifier les comportements, mais, dans la situation économique actuelle, il est clair que MM. Bérégovoy, Chirac, etc., ne peuvent pas être d'accord avec les projets de M. Lalonde. De même, sur la politique des transports, sur l'aménagement du territoire, il ne peut qu'être en contradiction avec le reste du gouvernement. »

Les électeurs écologistes vont avoir le choix entre deux stratégies : celle de M. Lalonde, qui plaide pour que le mouvement « sorte de l'enfer » et sache aller chercher « du renfort » dans les grands partis pour faire avancer ses idées ; celle de M. Waechter, qui campe sur le principe « ni droite, ni gauche » et table sur la dimension protestataire de l'écologie. Les deux démarches comportent leurs risques propres, et M. Lalonde ne manque pas de souligner celui qu'avait révélé l'affaire Brétard, du nom de ce responsable des Verts du Rhône, auteur, en printemps dernier, d'un texte antisémite qu'une partie des cadres du mouvement avaient refusé de condamner.

A trop jouer de réflexes conservateurs, les écologistes peuvent se retrouver en étrange compagnie. Si M. Waechter peut se prévaloir, aujourd'hui, d'un ébénier de M. Lalonde dans sa tentative pour « diviser les Verts », une situation politique qui serait dominée par le choix à faire face au Front national, auquel la direction des Verts se refuse, pourrait provoquer une rupture au sein de cette organisation et de l'électorat écologiste.

PATRICK JARREAU

(1) C'est en allant vers la mer, éditions du Seuil, 1990.

FAITS DIVERS

Démantèlement d'un gang de violeurs dans les environs de Marseille

Les activités criminelles d'un gang de violeurs qui a commis une trentaine de vols à main armée et une vingtaine de vols depuis le mois de février ont pris fin avec l'arrestation de trois de ses membres présumés et l'identification d'un quatrième qui est en fuite.

José Gomez, vingt-cinq ans, a été inculpé jeudi 8 août à Aix-en-Provence de vols sous la menace d'une arme et vols de véhicules. Ferrailleur, vivant dans une cité des quartiers défavorisés de Marseille, ce gitan aurait reconnu les vols et n'aurait exprimé aucun remords au cours de sa confrontation avec quatre de ses victimes. Il aurait aussi avoué sa participation à une quinzaine de vols avec violence. Avec trois complices, Louis Mussa, vingt-huit ans, dit le « Blond », et Antoine Navarro, trente ans, alias « Jeannot », et un quatrième homme en fuite, José Gomez aurait ainsi dérobé de la délinquance classique aux crimes sexuels.

Ces hommes sont soupçonnés par les policiers de la BRB (Brigade de répression du banditisme) du SRPJ de Marseille d'avoir commis vingt-

deux vols à main armée, depuis le mois de février, dans la Vaucluse, le Gard et le Var. Ils auraient ensuite changé de « spécialité ». Agissant alors par groupes de deux, ils auraient attaqué des automobilistes circulant seuls dans le triangle Aix-Provence, Salon et Marseille. Sous la menace d'un couteau, les victimes étaient conduites dans un endroit désert pour être violées, avant d'être dépossédées de leur argent et parfois de leur voiture. Les agresseurs agissaient toujours à visage découvert, les victimes ont pu donner leur signalement et permettre leur identification par la police.

Le premier d'entre eux, Louis Mussa, a été arrêté à Marseille, le 12 juin, après un vol à l'arraché qui coûtait la vie à un octogénaire. Antoine Navarro a été interpellé, dix jours plus tard, à Pernes (Vaucluse). Les deux hommes, restant en liberté, n'auraient pas pour autant cessé leurs activités criminelles : deux femmes ont été notamment violées le 1^{er} août. Ces derniers actes avaient amené les gendarmes à recommander une extrême vigi-

POINT DE VUE

Eviter la christianisation d'Auschwitz

par Jean Kahn

Le préposé général des carnets a adressé le 14 juillet dernier à M. Théo Klein une lettre concernant le transfert du carnet installé à Auschwitz (le Monde du 18 juillet). Les regrets que la fr. Camille Maccase exprime, au moment de sa prise de fonctions, à propos du « manque de compréhension et de respect » que cette installation a révélé vis-à-vis de la conscience juive, meurtrie par l'innommable de la Shoah, ne peuvent pas ne pas aller droit au cœur des communautés juives du monde entier. Elle témoigne de l'état d'esprit d'un haut responsable religieux manifestement animé de l'esprit essentiel de bonne volonté. Nul doute qu'événement de dialogue pourra se poursuivre et s'approfondir. Car il y a lieu encore qu'un tel dialogue se poursuive si l'on souhaite éviter que la déclaration Zakhor de juillet 1986 (1) n'apparaisse comme un acte émotif ou circonstanciel.

En effet, dans sa lettre, le préposé général des carnets résume tout son religieux entre la mémoire des martyrs de Pologne et la présence des carnets sur l'un des lieux de la Shoah, reconnue comme tentative, sans périlleux possible, d'aucune sorte, de l'extermination des juifs ; mais il le fait au titre de la charité, en quoi, selon saint Paul, se résumeraient la Loi et les prophètes. Cette unique référence à risque-t-elle pas de prêter à malentendu ? Non pour des raisons théologiques seulement - que chacun peut admettre ou récuser selon son degré de clairvoyance - mais parce qu'elle laisse entendre que le retrait des carnets ne serait pas prioritairement dicté par le respect de la justice, sous la forme du respect de la légalité internationale (le site d'Auschwitz n'est-il pas classé au titre du patrimoine mondial - et quel patrimoine ? - par l'Unesco ?) et du respect des accords conclus à Genève.

ser que les difficultés matérielles que le préposé général invoque pour justifier de tels délais ne suffiront pas à dissiper le malaise qui subsistera après la si laborieuse détermination d'une cizaine de religieuses à la période indiquée (en octobre 1992, soit six années après la déclaration de Zakhor), certes hors du camp, mais à quelques centaines de mètres de son périmètre actuel.

Il est à craindre que la présence si proche de ce nouveau carnet, renforcée par la croix plantée près de l'actuel, dont on ne sait toujours pas si elle y sera maintenue, ne fasse de nouveau de cet endroit un pôle de « tourisme spirituel » pour le moins inconvenant. Déjà, le chemin de croix qui a été tracé sur le site et les messes quotidiennes qui y sont célébrées, les nombreux pèlerinages français ou européens, justifiés par leurs organisateurs par la lutte contre l'avortement, l'euthanasie ou le combat pour la conversion des vivants - et l'on pourrait presque dire des morts, qui se verraient ainsi aseptisés une seconde fois - nous troublent.

A l'évidence, pour ces pèlerins, la christianisation du site d'Auschwitz est un fait accompli, et elle grand place dans la politique de réévangélisation du continent européen à laquelle la papauté Jean-Paul II convie les fidèles de l'Eglise. Dans une Europe dont on constate chaque jour l'instabilité, il importe que les passions religieuses ne soient pas attisées par des propagandes militantes. C'est dans ce but qu'il convient d'espérer que le nouveau responsable de l'ordre des carnets sache prévenir l'activisme religieux que l'on pressent en un lieu qui doit rester le mémorial de l'instinct de mort de l'Occident et de ses défaillances morales.

(1) Déclaration dans laquelle des représentants de l'Eglise catholique et des communautés juives européennes s'étaient mis d'accord sur un calendrier d'évacuation du carnet.

M. Jean Kahn est président du Conseil représentatif des institutions juives de France et du Congrès juif européen.

MÉDECINE

La seconde affaire française d'insémination artificielle « post mortem » ne sera pas jugée en appel

M^{me} Claire Gallon, trente-six ans, qui, en février, avait poursuivi le Centre d'étude et de conservation du sperme humain (CECOS) de Midi-Pyrénées devant le tribunal de grande instance de Toulouse pour récupérer les paillettes de sperme congelé de son mari mort du sida en 1989 (le Monde du 14 février), a décidé d'abandonner toute action judiciaire pour parvenir à ses fins. M^{me} Gallon avait fait appel du jugement du tribunal de grande instance de Toulouse, qui, le 26 mars, s'était opposé à sa requête.

Dans une première affaire similaire, dite Parnalax, le tribunal de grande instance de Créteil avait, en 1983, ordonné la restitution des paillettes de sperme d'un homme défunt. Toutefois, la tentative d'insémination artificielle pratiquée en 1984 avait échoué. Depuis, un large consensus médical, juridique et éthique s'est dégagé pour s'opposer à de telles demandes.

CATASTROPHES

Éruption du volcan Hudson au sud du Chili. - Le volcan Hudson, situé à l'extrême sud du Chili, à 1 800 kilomètres de Santiago, est entré en éruption, jeudi 8 août, provoquant un mouvement de panique dans les villages voisins de Coibaque, Puerto Ayseo et Puerto Chacabuco. Un dispositif d'urgence a été mis en place, pour évacuer les agriculteurs menacés

par l'activité volcanique. Le même jour, en Colombie, un millier de personnes résidant sur les pentes du volcan Galeras ont été évacuées par les autorités gouvernementales. Situé dans la province de Narino, à une quinzaine de kilomètres à l'ouest de la ville de Pesto, le volcan commençait à donner des signes de réveil, faisant craindre une éruption imminente. - (LFP, UPI).

CULTURE

MUSIQUES

La fête sous l'Arche

Le Royal De Luxe et la Mano Negra ont enthousiasmé la Défense

« Plus de bruit ». C'est l'exhortation sans cesse renouvelée de la Mano Negra à son public. La devise du groupe pourrait convenir aussi à Royal De Luxe, la troupe qui parcourt les rues avec ses pétards et ses lances-flammes. Et le leitmotiv conviendrait même à M. Ceccaldi-Reynaud, le maire (RPR) de Puteaux, qui a fait lui aussi monter le niveau sonore des polémiques avant le spectacle commun au groupe de rock et à la troupe de rue.

Dans l'après-midi de jeudi, alors que le début du spectacle était prévu pour 19 heures, la mairie de Puteaux faisait savoir que la commission de sécurité, présidée par le préfet, avait mis dix-huit conditions à l'octroi d'un avis favorable à la tenue du spectacle. Alors que le maire était revenu sur son interdiction du concert de la Mano Negra (le Monde du 8 août), c'étaient cette fois les pratiques pyrotechniques de Royal De Luxe qui étaient en cause. Pourtant, la troupe avait déjà joué la *Vieillesse* d'après-midi, le secrétaire général de la mairie de Puteaux s'inquiétait des effets spéciaux – feux d'artifice et lances-flammes – du Royal De Luxe, affirmant qu'ils avaient déjà provoqué la mort de l'un des membres de la troupe, une information catégoriquement démentie par le Royal.

Reunie juste avant le début du spectacle, la commission de sécurité donnait un avis défavorable, mais les organisateurs décidaient de passer outre. Les marches de l'Arche étaient complètes, et peu après 19 heures la police en interdisait l'accès. Les retardataires se massaient derrière la scène ou sur les terrasses du centre commercial. Au total ceux qui voyaient et ceux qui ne voyaient pas étaient plus de dix mille (le chiffre de la police) et moins de vingt mille (le chiffre de Paris Quartier d'été, qui organisait la manifestation). Profitant du coucher de soleil sur les toits et la perspective (il n'y a pas en ce moment à Paris et dans la région de salle de spectacle en plein air plus somptueuse), la foule s'est accommodée des contraintes et du déploiement policier impressionnant qui donnait avec ses uniformes impossibles au milieu d'une masse mouvante et enthousiaste – un petit air moscovite à la manifestation.

Le Royal De Luxe et la Mano Negra ont si bien réussi leur fête violente (sur scène seulement, car il n'y eut aucun incident parmi les spectateurs) et gaie, l'histoire de France à la moulinoïte rock'n'roll et le rock'n'roll à la sauce des banlieues du monde entier que, longtemps après le dernier accord, le public est resté sur l'esplanade, pour ne pas laisser échapper un moment de la soirée.

THOMAS SOTINEL
► Royal De Luxe devait donner une seconde représentation gratuite vendredi 9 à 19 heures, sous l'Arche de la Défense.

THÉÂTRE

Liens de famille

Bretons, Gallois, Irlandais, Galiciens et Asturiens se retrouvent au Festival interceltique de Lorient

LORIENT

de notre envoyée spéciale

Deux cent mille spectateurs, dix jours de festivités, un budget global de onze millions de francs : en vingt ans d'existence, le Festival interceltique de Lorient a pris de la bouteille mais gagné en respectabilité. Si l'image de grande kermesse populaire lui colle encore à la peau, avec ses pubs, sa bière, ses autocars et ses fêtes kitsch sur les bords du port, l'interceltique a démontré qu'il signifiait bien plus, pour la Bretagne, les musiques traditionnelles, mais aussi pour le folk ou le rock.

Cette épopée musicale en forme de credo, la celtitude, s'enracine dans les années 60, où l'on pense encore à Paris à « cesser les cris des minorités pour faire une onefête française ». La quête identitaire d'une Bretagne écorchée trouve alors un tremplin à sa mesure à Lorient, ville rasée pendant la guerre, où plus qu'ailleurs il avait fallu repartir à zéro. S'il se place rapidement au carrefour des militantismes régionaux, le festival lorientais sort du piège conservateur en affichant l'internationalisme de son propos. Pour se bâtir un avenir, les huit pays celtes (Bretagne, Ecosse, Irlande, pays de Galles, Cornouailles, Ile de Man, Asturies et Galicie) se découvrent des amis communs. En vingt ans de conviviales retrouvailles, ils accueilleraient, souvent avant l'heure, des cousins aujourd'hui célèbres : Joan Baez, bien sûr, mais aussi le Guinéen Mory Kanté



Pendant dix jours, la cité bretonne se transforme en puzzle musical

— bardes et griots ne sont-ils pas tous des gardiens de la tradition orale ? — l'italien Angelo Branduardi, Van Morrison ou, plus récemment, les Pogues.

Fête populaire, le Festival interceltique le demeure grâce à un ancrage profond. « Ici, la musique n'a jamais été coupée de son substrat », explique son directeur, Jean-Pierre Richard. Elle est vivante. Il y a au conservatoire de musique de Lorient environ quatre-vingt élèves

de cornemuse, à qui il suffit de faire trois kilomètres hors de la ville pour s'imprégner des traditions vivantes. Pendant dix jours, la ville grise et blanche, sans cachet architectural, se transforme en puzzle musical. Ni les bahas ni les has-been n'en sont exclus, mais on a aussi la surprise de croiser à chaque coin de rue, échangeant leurs goûts et leur savoirs, de jeunes joueurs de tin whistle (sorte de flageolet en métal), de corne-

muse ou de gaita (une version plus ancienne venue du nord de l'Espagne), de violon, de borgham (un tambour à cadre) et d'accordéon diatonique.

A Lorient, les concours qui font rage témoignent de cette vitalité populaire. Au trophée des ensembles de batterie succèdent le concours de pipe-band ou celui des solistes de cornemuse, en attendant la finale très suivie (il y a en Bretagne plus de cinq mille musiciens de bagad) du Championnat national des bagadus, ces harmonies bretonnes à base de cornemuses, bombardes et percussions.

Le jazz et le bagad

Gagnant cette année, pour la neuvième fois consécutive, le bagad Kemper, un ensemble civil, contrairement à celui de la marine nationale, le bagad de Lann-Bihann, immortalisé par Alain Souchon et célèbre aussi pour cause de défilé sur les Champs-Élysées. Mardi 6 août, c'était le tour du triomphe des pipe-bands (cornemuses et batteries). La froideur esthétique du lien (le stade du Mouster) n'a pas entravé l'émotion d'un public reprenant en chœur *Amazing Grace*, devenu une sorte d'hymne celtic, avec une quarantaine d'Écossais et d'Écossaises en kilts impeccables, musiciens rigoureux, excellents joueurs de cornemuse et de caisse-claire.

Avec plus ou moins de bonheur, la musique traditionnelle celtic a montré depuis vingt ans à Lorient qu'elle cherchait des débouchés des dauphins capables de la faire

évoluer. Le jazz s'est ainsi mêlé au bagad pour la deuxième année consécutive. Après l'essai réussi de Henry Texier en 1990, Lorient avait commandé une création commune, *Vent d'Ouest*, à Pierick Taniguy, chef du bagad de Quimper, et au trompettiste Sylvain Kassap. Mais l'édition 1991 s'est aussi souvenue que la chanson bretonne y avait gagné, dans la vague propice des années 70, les galons de la modernité. Chantre, chef de voûte, champion du mélange, Alan Stivell, qui donnait mardi dernier, douze ans après sa création ici même, sa *Symphonie celtique*, vaste fresque à prétentions symphoniques mêlée de musiques d'ailleurs, indiennes, arabes ou sud-américaines. « Il y a douze ans, c'était trop tôt, maintenant c'est trop tard », commentait un spectateur.

Alan Stivell vient de sortir un nouveau disque, *The Mist of Avalon*, « aux sonorités très rock, car nous sommes avant tout des anglo-celtiques, et le lien interceltique a été établi depuis longtemps par la musique anglo-saxonne ». Il suffisait pour s'en convaincre de suivre les pérégrinations des cinq jeunes compères des Dewey Bate, un groupe venu de Cornouailles, qui espèrent bien marcher sur les traces des Pogues et des Silencers — les vedettes de l'année — partis à la recherche de la partition d'une ancienne *scottish* entendue dans un pub la veille au soir, « pour l'adapter ».

VERONIQUE MORTAGNE
► Festival interceltique de Lorient, jusqu'au 11 août. Tél. : 97-21-24-29.

Quimper joue l'enfance

Les XIII^{es} Semaines musicales sur le thème « L'enfant Mozart et compagnie... »

QUIMPER

de notre envoyée spéciale

La Bretagne n'a pas son grand rendez-vous classique de l'été, son Aïa, son Brestan, son Montpelier. Mais la Bretagne possède, à Quimper, un festival qui sort de l'ordinaire, avec une programmation bâtie cette année comme un pied de nez au bicentenaire de Mozart, comme un bouquet d'œuvres de jeunesse dédiées à l'enfance, dont un enfant est le héros, ou sans enfants du tout au tableau, ainsi d'*Acte et Galate*, « masques de Hamlet qui exécutent un ensemble pragueois pour les Quimpérois ».

C'est tout de même avec un peu de méfiance que nous nous risquons, sous le crachin du premier week-end d'août, à une *Enfance* de Christ, de Berlioz, que rien, a priori, ne cautionne. Au glorieux, l'association contre-nature d'un certain Ensemble à vent européen et d'un orchestre à cordes italien nommé Virtuosi dell'Academia, composé en fait de transfuges des Solisti veneti et des Virtuosi di Roma. Ajoutez à cela l'immixtion du chœur départemental de l'Arm-et-Caronne dans une Camerata vocale dont on nous dit qu'elle s'est produite à Mazamet, à La Chaise-Dieu et à Saint-Céré. Soit, si l'on comprend bien, une effluveuse de festivals.

Mais c'était sans compter avec Jean-Michel Hasler, clavicembaliste

formé aux côtés de Scott Ross et de Tom Koopman, chef actuel de l'ensemble baroque de Limoges : le « baroque » qu'il fallait à ces singulières scènes bibliques, dont la première a toutes les audaces de la *Symphonie fantastique* (montage cinématographique de gros plans chantés et de panoramiques orchestraux), mais dont les deux dernières ont été écrites par Berlioz comme une parodie amusée du *Wieland* ou des Noëls anciens.

Onze cordes — les bois à l'avant — allient tout le triptyque, permettent l'articulation nerveuse qu'exige cette musique électrique (presque perverse dans ses accès de fausse zébrure), dégageant avec toute la brutalité sublimée des audaces baroques dont on ne sait trop s'il s'agit de dissonances modernistes ou de respect des modes antiques. Jean-Michel Hasler n'est ni Colin Davis ni John Eliot Gardiner, mais il dirige cette œuvre ambiguë avec une juste stylisation que n'aurait dans son enregistrement — peut-être en raison de formations instrumentales trop lourdes — aucun des deux grands chefs baroques.

Les mezzos Janet Baker et Anne-Sophie von Otter, la basse José Van Dam, les ténors Eric Tappy et Antony Rolfe-Johnson se sont essayés au disque à l'*Enfance* de Christ, avec des accents et des succès divers. Anne-Elisabeth Petit, Gilles Ragon, Mario Haquard et Alexandre Diakoff n'ont évidem-

ARTS

L'abstraction au bord du vide

Rétrospective de l'œuvre peint d'un artiste sacralisé, dont on ne peut ignorer les impasses

NICOLAS DE STAËL
à la Fondation Maeght

Jean-Louis Prat, le directeur de la Fondation Maeght, avait prévu pour l'été un sujet d'exposition pertinent, puisque négligé depuis un certain nombre d'années : l'art et le mouvement. Il avait notamment besoin, pour le traiter, d'œuvres futuristes et d'artistes cinétiques latino-américains. Comme chacun sait, l'hiver a été rude, et la négociation de prêts étrangers particulièrement difficile. Il a donc fallu changer de projet. Ce serait une rétrospective Nicolas de Staël, dont on n'a pas tellement de raisons de se plaindre, sauf qu'elle a été organisée au pied levé. Le parcours est cohérent et comporte des tableaux rarement montrés, venus de collections privées, proches et lointaines.

Ainsi de la *Composition* de 1947 qui n'avait jamais quitté le couvent des dominicains de Sauboch depuis l'exposition regroupant Braque, Lurçat, Adam, Lanskoy et de Staël, que le père Laval y avait organisée en 1948. C'est un morceau sombre, comme toutes les premières peintures, compliqué, sinon dramatique, en tout cas témoin d'un tumulte intérieur que le peintre cherche à maîtriser. Et dans lequel l'élan des plans et des lignes entrecroisées est retenu par l'épaisseur des couches de couleur. Matière contre mouvement : une étape.

Autre pièce rare, de qualité pour son équilibre risqué : la *Grande composition bleue* de 1950-1951 dont les accords piégés en quelques plans résument une nouvelle étape du travail. Celle de la concentration maximum des formes calées, qui tiennent à la fois du paysage et de la nature morte, un champ vide en vue cavalière avec horizon haut haché par des bâisses, et un pox.

A l'autre extrême : la parcellisation du terrain fissuré, le défillement des pavés, l'éclat du tableau-mosaïque, le feu qui couve sous la pierre noire dans *Les Toits*, tableau justement célèbre celui-là (1952, Musée national d'art moderne).

Du grand Orchestre gris (1953) au *Nu couché* (1955), d'un bleu vidé contre un rouge sanglant, en passant par les *Footballeurs* du Parc des Princes en grands et petits formats (1952), de nombreux paysages bien calés (*Ménarbes*), dérapants (*La Route d'Uzès*), colorés fort (*Agri-ronis*) et encore plus de natures mortes — modestes pots, pommes et pains, procession de bouteilles chuchotantes — témoignent de l'instabilité de fond qui rube de Staël à Antibes, où son regard navigue du

coin de l'atelier à la vue sur la mer. De Staël serait-il un peintre hésitant, qui n'arrive jamais à trancher, qui, malgré l'autorité apparente de ses compositions, ne saurait comment résoudre ses contradictions, les débâillerait, les mettrait à plat, obnubilé par des données picturales anciennes dont il ne peut rien tirer qu'une œuvre en porte-à-faux, pleine de failles, d'échecs, moderne peut-être, mais pas contemporaine ?

Dans la foulée de Cézanne

Pas facile à dire, tant la figure du peintre a été sacralisée. De Staël est-il pourtant le génie que l'on dit ? Ou un petit-maître emporté dans une problématique picturale déjà dépassée en 1950 ? Ce n'est peut-être pas tout à fait un hasard si Jorge Semprun, quoique dithyrambique, titre sa préface au catalogue de l'exposition : « Ici aboutit la peinture moderne... ». Et c'est vrai qu'elle finit ici, cette peinture moderne française de souche, dans la foulée de Cézanne. Dans l'acharnement à vouloir discipliner les pulsions intérieures, dans le besoin de clarifier l'ordre du tableau, dans l'effacement à vouloir faire coïncider les exigences de la peinture et la réalité de la vision. A une époque où ailleurs — outre-Atlantique notamment — on entreprend d'exploiter l'énergie libérée dans le geste spontané de l'artiste.

Elle finit là, la peinture moderne, parce que de Staël n'arrête pas, dans son va-et-vient entre figuration et abstraction, d'enfermer la réalité, de l'enfermer dans des couches et des couches de couleurs maçonnes à la truelle. Son drapeau, c'est un peu celui de Frenhofer en quête du chef-d'œuvre inconnu. Il s'y accroche, à ce mur de séparation entre l'art et le reste, aveuglément, et parfois cela lui réussit. Mais il lui arrive aussi de basculer dans le vide, le ratage, quand la surface picturale reste crûte, sans magie, désespérément. Pas assez travaillée, trop travaillée, à la fois trop près et trop loin du tube, geste et matière encore non transformés. Quand, dans les dernières œuvres liquides aspirant au décollage, le hrosage se sec, le résultat pauvre. Affaire de main, de tact, de contact, ce que d'ailleurs le peintre savait fort bien. Dont l'histoire romantique finit tragiquement, symboliquement, au pied d'un mur, par un suicide.

GENEVIEVE BRENETTE

► Nicolas de Staël, rétrospective de l'œuvre peint, Fondation Maeght, 06870 Saint-Paul, jusqu'au 22 septembre.

Au bord du lit

Le rituel de l'homme et de la femme qui ne savent plus aimer

LA RONDE
ou Lucernaire

Au bord de la crise de nerfs, elle chante, trop fort, trop haut, sa voix déraillée, les paroles jaillissent comme forcées par un désespoir haineux, elle reprend et répète : *Plaisir d'amour ne dure qu'un instant, chagrin d'amour dure toute la vie*. Ainsi commence le spectacle d'Isabelle Nanty d'après la pièce de Schützler, *La Ronde*.

Une prostituée rencontre un soldat, qui rencontre une servante, qui rencontre le fils de son maître, qui rencontre une femme mariée dont le mari rencontre une lorette, qui rencontre un officier, qui rencontre la prostituée. Tous, ils se rencontrent et couchent. De cette intrigue, qui peut facilement virer au sordide, Max Ophüls a tiré le film culte le plus vicieux, dans le

sens de légèreté amère. Isabelle Nanty ne se tourne pas plus vers la nostalgie que vers le sordide. Sur le petit plateau du Théâtre Rouge, au Lucernaire, il y a un lit aux draps froissés, un piano et sa pianiste, qui joue, qui observe et parfois intervient. Les personnages arrivent par une porte décorée comme le couvercle d'un coffre 1900. Et ils vont directement sur le lit.

Ils se regardent et se parlent sans se comprendre. Littéralement, ils ne parlent pas le même langage. L'idée du spectacle est née d'un stage international d'acteurs — Portugal, Norvège, Espagne, Italie, Grande-Bretagne, Allemagne, Pologne — dont plusieurs sont polyglottes. Vienne était à l'époque de Schützler, au début du siècle, un point de rencontre pour l'Europe, une sorte de Babel. Ce n'est pas le plus important.

L'intérêt pour les comédiens — et par voie de conséquence pour le public — est de devoir se montrer extrêmement précis dans leurs expressions, leurs attitudes. Et d'incarner des personnages qui ne peuvent pas communiquer, qui finalement cherchent moins à séduire qu'à se rassurer en prenant quelque chose. Un moment de la vie d'un autre, d'une autre. Ils sont moins égoïstes peut-être qu'enfermés en eux-mêmes.

Il n'y a pas d'amour, pas de générosité, à peine de désir. Il n'y pas même le désir de bonheur. Quel que soit triste que ce rituel, ce même geste de tous les mâles pour faire tomber leurs hurelles, cette même façon qu'ont toutes les femmes de scruter leur propre reflet sur le visage de l'homme qui, lui, attend le moment où il sera opportun et décent de passer à l'attaque finale. Et ce moment

où le sourire soudain rend la personne — homme ou femme — fragile, attendrissant. Et cet autre, où le sourire s'évanouit.

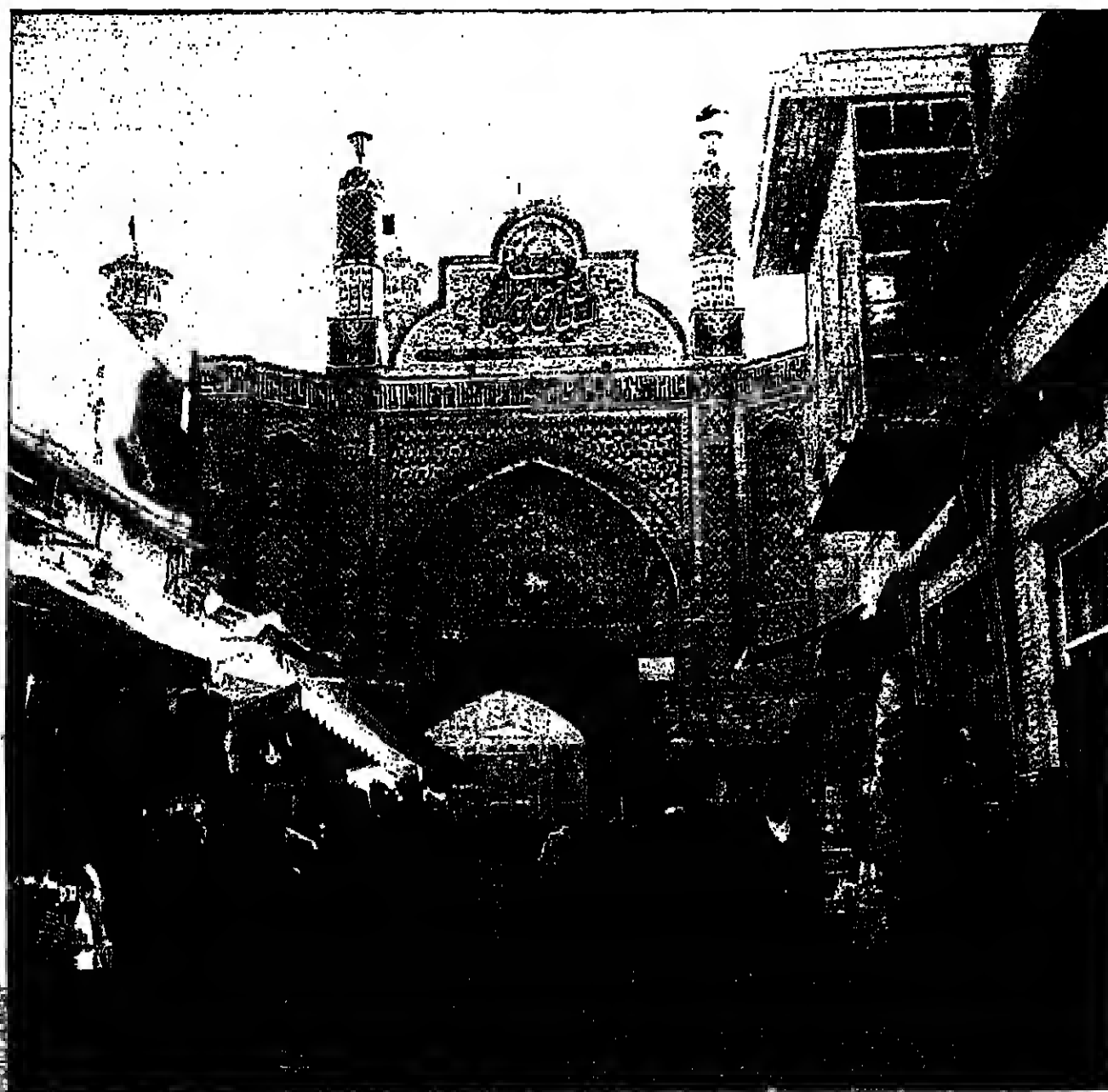
La mise en scène entrecroise ainsi des moments où quelque chose pourrait arriver. Un élan de douceur ou de fureur. Mais le rituel de « un homme et une femme », ce rituel étouffant, totalement intégré, absorbe, dès qu'il s'engage, ce qui pourrait rester de spontanéité.

Les comédiens composent d'une façon générale des gens sans faiblesse, suffisamment jeunes pour compenser leur vide par la vitalité. Isabelle Nanty évite le pathétique, la tristesse. Elle donne même à cette *Ronde* une jovialité enjouée qui ne la rend que plus cruelle.

COLETTE GODARD
► Théâtre Rouge, du lundi au samedi à 20 h. Tél. : 45-44-57-34.

sous la bar

Téhéran



Au cœur de Rey

sous la banlieue, l'Histoire

Présente dans l'Avesta et dans la Bible, halte d'Alexandre le Grand et de la Route de la soie, berceau d'Haroun El-Rachid et des Assassins, tombeau de Reza-Chah et de Khomeiny, capitale un temps, sanctuaire toujours, l'antique cité de Rey dissimule aujourd'hui sa vigoureuse personnalité historique sous les traits d'un banal faubourg téhéranais.

DES hauteurs fraîches de Téhéran, base de l'Alborz enneigé six mois de l'année, à travers la dentelle grise des plateaux d'Orient — ces arbres que Reza-Chah planta « pour y pendre à chacun un mollah » et qui, finalement, ombragent la sieste des « eurtés » tombours de son fils, — on aperçoit, plein sud, à 30 kilomètres, au-delà de cette déraisonnable conurbation (monstrueux rectangle de cent kilomètres de long sur cinquante de large, grand sans plan ni grâce), une immense plaine embrumée de froid l'hiver, de chaleur l'été, indiscernable sous son ichador naturel.

Le jour, telle la belle-sœur de Barbe-Bleue, on ne voit que des routes qui poudroient et aucune herbe qui verdoyait, mais, depuis deux ans, chaque nuit, dès le crépuscule, la même étendue cligne de mille lumières. Une fête foraine ? Non, le mausolée de Khomeiny (« le Monde sans visa » du 27 octobre 1990) dont l'entour tient néanmoins de la foire populaire avec ses vendeurs de sucreries assésés d'enfants. Et également ses vendeurs de voitures au regard en dessous, guignant l'auto dont le chauffeur n'a pas entortillé son volant d'une épaisse chaîne cadavérique. Un film iranien de seconde catégorie a secoué de rire tout le pays cette saison avec les aventures d'une famille petite-bourgeoise délestée de son véhicule.

Khomeiny, en robe de bure, gouverna depuis les hauts très chics de Téhéran, à l'image des Pahlavi endiamantés ; il y mourut et, à l'instar de Reza I^{er}, originaire lui aussi d'un lointain village, il fut, selon son souhait, enterré au pied de la capitale, dans la vallée poussiéreuse et urbanisée jusqu'à l'oe, peuplée de jeunes ouvriers et de vieilles usines.

La chapelle funéraire en pierres blanches du premier Pahlavi, impériale et simple, a été rasée par les révolutionnaires islamiques, de la même façon qu'ils éradiquèrent, dans les parages, la mal nommée « ville nouvelle », agglomérat de masures où travaillaient, sept jours sur sept, des centaines et des centaines de prostituées.

Le dôme ovoïde et les deux interminables minarets du tombeau de Khomeiny, passés au simili-or, ont « purifié » le paysage et, sans se lasser, le scintillement des ampoules nocturnes envoie le message aux richards de Téhéran ; la plupart ne sont jamais descendus dans ce faubourg situé, en altitude, 1 000 mètres plus bas que leurs villas, même si la pente est douce.

Dans cette basse ville se retrouvent les morts les plus illustres, le peuple le plus humble, la chaleur la plus dure, les eaux usées de toute la mégapole, les machines de seconde

main, les gros trafiquants de drogues, les petits métiers honnêtes.

Cet endroit occulté, cette cité qui fut même capitale (de la Médie antique puis d'un royaume turc, déclassée aujourd'hui en faubourg, ce haut lieu devenu banlieue, ce site de prime abord obscur que l'Histoire récente a lancé soudain au visage des Iraniens et du reste des Terriens, c'est Rey.

La révolution islamique s'est sans doute mentalement préparée dans les mosquées et les facultés coraniques de Qom ou dans l'exil des lieux saints chiites de Mésopotamie, Nadjaf et Kerbala, mais le souffle humain assez fort pour desseller la puissance pahlavide est parti des quartiers méridionaux de Téhéran : Rey et autres districts avoisinants.

L'iranologue Bernard Hourcade rapporte cet on-dit populaire insistant, selon lequel la révolution a commencé en 1977, lorsqu'une excavatrice a tué un enfant en démolissant un bidonville des faubourgs sud, évacué à la va-vite un beau matin pour laisser place à ces « logements sociaux » à l'euro-péenne sur lesquels le chah comptait pour gagner les citadins à sa « révolution blanche ».

Occupé à réislamiser la société, à poursuivre ses opposants et à repousser l'armée de Saddam Hussein, le régime khomeinyste, en matière de construction, a moins œuvré que la monarchie pour les secteurs pauvres de Téhéran. On y trouve encore, çà et là, des « nou-

gats » de cabanes sans eau, entre de larges avenues bitumées mais sans arbres et des blocs d'immeubles « neufs » atteints de vieillissement précoce, jouxtant des manufactures inertes.

Rey est à la fois le quartier le plus pollué, avec ses gigantesques cimenterie et raffinerie de pétrole, et le plus humanisé avec son noyau urbain ancien où s'alignent marchands de bois de soupe, de dessous

féminins peu affriolants, de mitraillettes en plastique pour les garçons ; également en plastique sont les chapiteaux musulmans de tous les tons de vert, couleur de l'Islam.

C'est que Rey n'a pas attendu le vœu ultime de Khomeiny pour être une zone sanctifiée. Et pas n'importe laquelle. L'Avesta, livre sacré du zoroastrisme, rédigé seulement, tel qu'on le connaît, au début de l'ère chrétienne mais héritier — si

on tient compte de ses racines d'avant Zoroastre — d'une religion passant pour la plus vieille du monde encore pratiquée (environ cent cinquante mille fidèles répartis entre l'Inde, l'Iran, le Pakistan, etc.), l'Avesta, donc, parle avec révérence de la « très ancienne Ragues » (voir légende à propos des différentes orthographes du nom de Rey).

Le texte religieux ne fabule pas : en 1936 et 1938, Eric Schmidt, du Musée des beaux-arts de Boston, trouva sous Rey des poteries du quatrième millénaire. Cet espace fertile, butant contre une éminence aride mais libérant quelques sources et offrant de nombreuses caehes, est donc bien un des berceaux les plus anciens de la Perse.

L'Avesta est avalisé par la Bible, du moins dans la version catholique de celle-ci, car ses livraisons israélite et protestante ne comprennent ni le Livre de Tobie ni celui de Judith où Ragues-Rey joue un rôle.

Tobie était l'héritier d'un pieux clan juif de Galilée, déporté vers 750 av. J.-C. à Ninive (près de Mossoul, en Irak actuel) par les Assyriens. Le jeune homme fut chargé par son père d'aller récupérer dix talents d'argent prêts vingt ans auparavant à Gabael, juif établi à Rey, alors l'une des deux capitales de la Médie.

Dieu, poursuit la Bible, envoya à Tobie rien de moins que l'archange

Raphaël inconnu pour le guider jusqu'à Rey. Cependant, en route, à Ecbatane (aujourd'hui Hamadan, en Iran), l'autre chef-lieu de l'entité mède (signalons au passage que les Kurdes contemporains placent les Mèdes ainsi que les Parthes parmi leurs ancêtres). Tobie eut le coup de foudre pour sa cousine Sarah et, dès lors, occupé par son mariage, se déchargea sur Raphaël de sa course à Rey dont le séparaient encore deux cent cinquante kilomètres : « Rends-toi chez Gabael, donne-lui le reçu, recouvre l'argent et invite-le à mes noces ! » Et l'envoyé du Ciel devint commissionnaire.

Dans le chapitre sur Judith, la tête d'affiche ne pousse pas non plus jusqu'à Rey, mais c'est là que tout commence par la victoire de Nabuchodonosor II d'Assyrie, sur le roi de Médie, « dans la grande plaine sur le territoire de Ragau ». Le prince mède, « capturé dans les montagnes de Ragau, fut transféré de javelets par Nabuchodonosor ». Afin sans doute d'épargner aux siens, les Israélites, une telle fin. Judith, à Ninive, s'introduisit auprès d'Holopherne, général en chef des Assyriens, et le décapita.

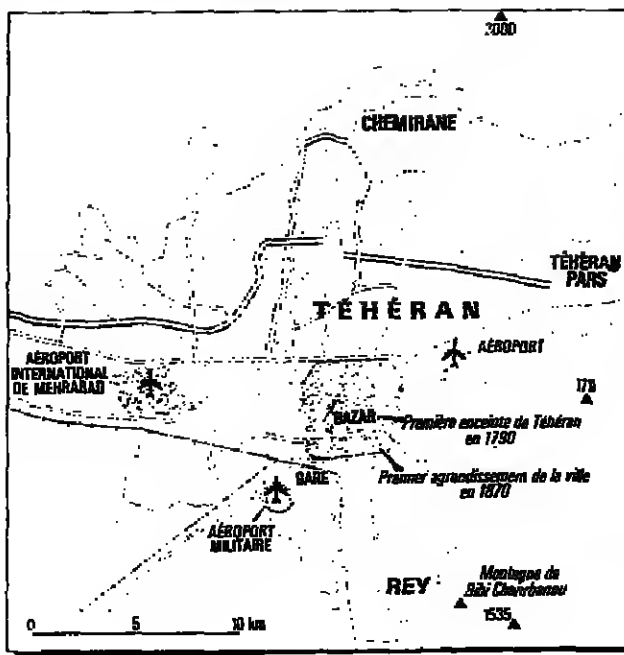
C'est sous le sceau biblique que Darius II l'Achéménide, vers 300 avant notre ère, batti à Rey ces Mèdes sur le dos desquels d'autres Aryens, les Perses, allaient édifier l'empire durable le plus étendu de l'Antiquité. Les Achéménides visant également la Méditerranée, ils s'y heurtèrent à la résistance grecque. Ce fut le choc initial Orient-Occident, premier d'une série toujours ouverte et dont la dernière scène en date vient de se jouer sous nos yeux dans les sables irako-koweïtiens.

Afin de rejeter à jamais les Perses du *Mare Nostrum*, Alexandre, qui n'était pas encore appelé « le Grand » mais déjà « roi d'Asie », voulut soumettre l'Iran et c'est en poursuivant Darius III Codoman jusqu'au fond de ses Etats qu'il fit halie une semaine à Rey en 331 avant J.-C. Les nouveaux maîtres macédoniens, selon le géographe Strabon, débaptisèrent Rey en Europos, symbole de son hellénisation. Alexandre, en échange, s'orientalisait quelque peu. « Il » adopta cependant pas tout à fait le costume mède, qui était barbare et étranger ; il ne prit ni le caléyon, ni la robe iranienne, ni la tiare, mais une tenue intermédiaire entre celle des Perses et celle des Mèdes, moins prétentieuse que la dernière et plus majestueuse que l'autre (Plutarque, *Vies parallèles*).

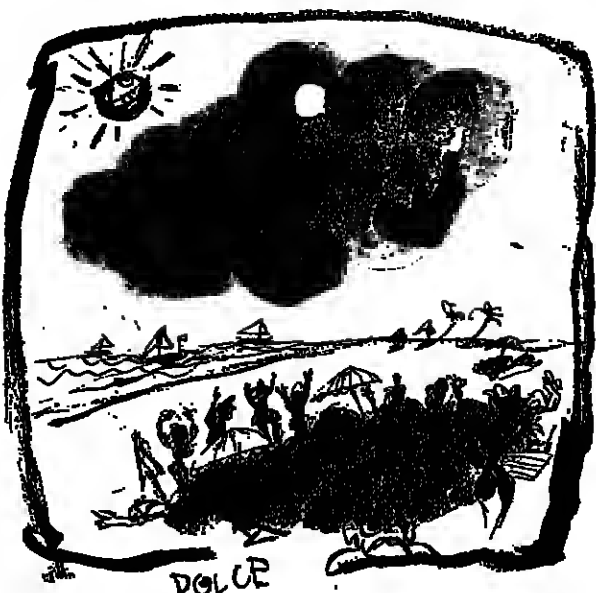
A présent, Rey est apparemment musulmane tout entière, rayon chite. Des vestiges importants d'autres civilisations (11) y subsistent néanmoins, parmi lesquels une tour du silence où les zoroastriens (ou guébers, dérivé de l'arabe *kajer*, « mécréant ») de Téhéran apportent leurs défunts pour y être décharnés par les rapaces jusqu'à ce que Reza-Chah, vers 1930, interdît cette pratique « scandaleuse », du moins à Rey.

De notre envoyé spécial Jean-Pierre Péroncel-Hugoz Lire la suite page 11

(11) Dans *Monuments et sites historiques de l'Iran*, de Nosrallah Meshkini, catalogue traduit et publié en français avant la révolution islamique par l'Organisation nationale de protection des monuments iraniens, et encore diffusé à l'heure actuelle, sont signalés, dans l'arrondissement de Rey, diverses ruines achéménides, parthes et sassanides. Ne les ayant pas vues, nous ne pouvons décrire leur état présent.



Le climat à la carte



LOGER en zone tempérée n'est peut-être pas une situation si démonstrativement enviable qu'on ne puisse, de temps à autre, vouloir lui préférer un peu de ces beaux froids boréaux fournisseurs d'Inuits surgelés, ou bien tater de l'ardeur des forges éternelles sous lesquelles rôtit le muscle touraie, ou même encore plonger, nu et neuf, sous ces tropiques inondés là où les douches du Seigneur mouillent à jamais des populations éduquées dans l'art stoïque et irréversible de moisir sur pied. Enfin, ne plus avoir à parler du temps qu'il fait...

Véritables piliers de la sagesse, ces quatre saisons, qui ont toujours fait croire à l'Occident que l'homme, ici, méritait mieux que d'avoir à supporter les purgatoires endurés par des territoires sortis mal dégrossis du moule originel, finissent par rendre oerveux. Les pays de cocagne sont susceptibles et s'accrochent à leur confort avec l'énergie déterminée de ces nouveaux riches qui ne comprennent pas qu'on puisse leur refuser ce qu'on ne peut pas acheter. Les nantis centagés grognent et tempêtent aux moindres déficits barométriques, persiflent, maudissent les dévies et font bécotiller savoir qu'il y en a marre. Un froid soudain sur les vignes et voilà la gelée interpellée à l'Assemblée nationale, mise en demeure de s'expliquer, de rendre des comptes, et puis... de craquer au bassin. Peu de ce que dans les stations à skier, trop de neige sur les autoroutes à rouler, pas assez de pluie sur les maquis incendies : c'est le grand vil, la forfaiture. Des Breagnes toujours prises sous l'arceau des vents mauvais, ou miocablement déventées, des Cornes à

peine sûres, du mistral encore en liberté, de la tramontane rebelle : l'incertitude régoe. Froid impromptu, chaud non voulu, du tède quand il n'en faut pas, canicules exorbitantes, saisons décalées. Appelez-moi le patron...

Le premier et magistral désarroi climatique que l'Europe retient dans sa frêle mémoire météorologique fait tressailler les psautiers dans les alentours de l'ao mille. Réchauffement du climat - c'est prouvé - et grand effroi des populations désemparées qui confondent crues et maledictions célestes, orages et colère de Dieu, prient temps précoces et second avènement du Christ. Il s'agit en fait d'une légère peur panique, d'une sorte de mini-fin du monde colportée de bouche à oreille, sans caractère de gravité, mais qui restait édifiante en cela qu'elle faisait entrer le deuxième millénaire dans son âge de raison et prévenait les citoyens qu'il leur faudrait désormais sérieusement compter avec le climat, ce vieux compagnon de l'homme, comme lui sujet aux sautes d'humeur et aux revirements de pensée, comme lui fantasque et brusque, incertain, capable, pour tout dire, du pire comme du meilleur.

DES années détrempées de nos arbalétriers génois, faisant « flanelle » dans le moment de répliquer aux batteries anglaises de Crécy, aux sombres récoltes de 1788, mortelles doléances lancées

en brûlots contre le pouvoir royal, jusqu'à remarquable fiasco d'une armée allemande s'engageant sur la terre russe dotée de prévisions météo qui laissaient prévoir un hiver de conquête « prioritaire », le ciel semble s'être souvent posé en grand témoin des rendez-vous, des trucs ou des provocations de l'Histoire.

Mais voilà maintenant qu'on veut faire la pluie et le beau temps à sa place, ou du moins tenter de

redimer ses foudres pour les mettre à la portée de ce qu'une époque désiovolte, frileuse mais bautelement comptable de ses plaisirs, est capable de supporter comme contraintes, c'est-à-dire à peu près aucune.

« C'est pas pour me vanter, mais il fait chaud. » Le théâtre de boulevard, ce grand confessional où l'âme bourgeoise vient déposer ses péchés d'orgueil, ses tourments d'alcôve et ses fautes de goût,

recueille ici, avec Labiche, le premier témoignage de l'homme qui avait réussi à s'approprier le temps, à le mettre, en quelque sorte, dans sa poche. « Ce n'est pas pour me vanter, mais s'il fait chaud, c'est que j'ai voulu qu'il en soit ainsi. » En ce milieu de dix-neuvième siècle, la civilisation des loisirs est encore loin, mais nous avons affaire là à des précurseurs qui sont sur le point de déborder que l'individu peut et doit s'extraitre du diktat d'une climatologie aléatoire. On n'arrêtera pas le progrès.

L'ÉLEVATION de la température sur la planète n'est pas une simple et inquiétante constatation scientifique, de par chez nous, elle s'est faite aussi dans les têtes. Les sympathiques tourlourous des télévisions françaises, qui viennent nous faire miroiter l'espérance de prompts réajustements sur des zones légitimement perturbées, sont sans doute pour beaucoup dans le souci qui nous agite désormais à ne vouloir vivre - charmant Brasseur - que sous des « ciels toujours bleus - des pays imbéciles, ajoute-t-il - où jamais il ne pleut ». Toutes chaînes confondues, cette « squadra azzurra » que nous auditionnons avec délices, au risque d'imposer le silence aux amis, aux chers ou aux enfants qui traînent dans la maison, a commis sur moins de dix ans d'ingénuables dégâts. Parfumés, colorés, adoucis par on ne sait trop quelle ins-

tance divine, ces porteurs désormais éternels d'informations instantanées nous font tomber, soir après soir, dans le trébuchet de leur argumentaire. Les oracles sont souvent meoteurs mais, comme pour les aider, leurs commissions prennent un tel soin à nous dorser la pilule, annonçant les nouvelles les plus flecheuses sur un air si primesautier, qu'il faudrait être d'esprit très clair pour vraiment comprendre par quels autans nous allons être saucés ou sous quel sirocco nous devons frire. On les donne pour uniques dans le genre; leurs confrères étrangers, dit-on, font plus sobre...

C'est à ce rythme-là que naît ce que l'on pourrait appeler la prévision récréative, ou le climat à la carte. Les Britanniques, mouillés de naissance, ne partent du temps qu'avec la plus extrême réserve et s'orientent là-dessus qu'avec circonspection, juste ce qu'il faut, à peine de sous-entendus, jamais blessants. « L'été, l'année dernière en Grande-Bretagne, a eu lieu un mercredi, ou un jeudi, nous ne savons plus très bien... », mais la journée - la saison - fait agréable. L'humeur est noir, dit-on, comme la pluie mouille : par nature. Notre nature à nous nous incline à moins de fatalisme. Il est vrai aussi de dire que des déferlantes biarrotes aux cigalons de Daudet, des acidités d'Alsace aux douceurs angevoises, de l'embrun breton à une Méditerranée certains jours « bleue comme du sang », la palette des climats français a de quoi redorer un peuple sûr de lui et facilement persuadé qu'il lui en faudrait peu pour avoir barre sur les caprices venus d'en haut.

Jean-Pierre Quénin

TABLE

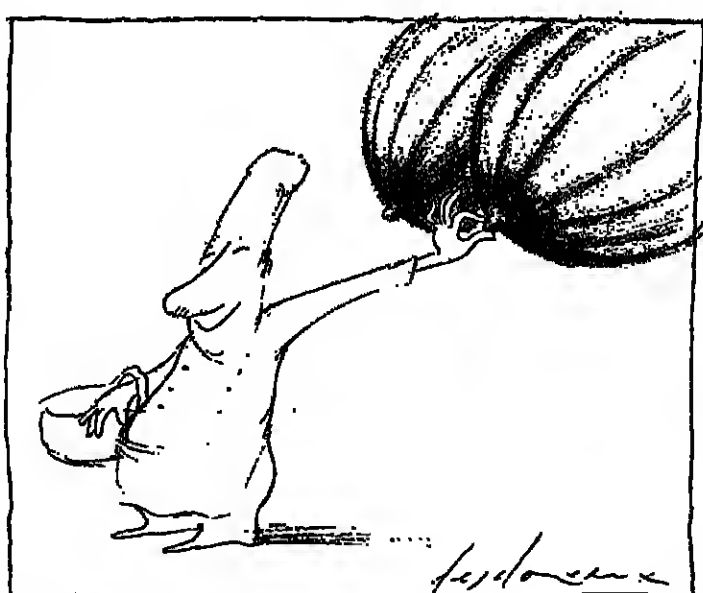
Le melon

Le melon (une cucurbitacée) est un fruit exotique dont le docteur Leclerc fixe le berceau au pied de l'Himalaya, du pays des Kal-mouks à la Tartarie. Mais il fut vite « naturalisé » dans la vallée du Nil puisqu'il y a été représenté sur les tables d'offrandes de la VI^e dynastie et qu'il désolait les Hébreux dans le désert de leur exode. Plume en parle quelque part mais ce n'est qu'au Moyen Âge qu'il gagna l'Europe et au XVI^e siècle que, apporté d'Arménie par des moines, il fut cultivé dans les jardins papaux de Cantalupo (d'où le nom de cantaloup que prit l'espèce lorsqu'elle fut introduite en France par Charles VIII).

Mais, à vrai dire, les melons n'avaient pas la bonne cote ! Deux papes moururent de s'en être trop régalez (la gourmandise est le péché des moines vertueux, notait Balzac !). La Bruyère-Champier les accusait de donner le choléra et je ne sais plus quelles maladies, tandis que, gâté par ses malades, le médecin lyonnais Simoo Pauli avait orné le fronton de sa maison de ce distique en lettres d'or.

*Les comcombrès et les melons
M'ont fait bastir cette maison.*

Et vérité, il faut surtout consommer le melon bien mûr et ne pas boire de l'eau par-dessus (on en contient-il pas déjà 95 % ?). Cette richesse aqueuse, sa pauvreté en principes nutritifs, en font un piètre aliment mais un régal de bouche... A condition d'être de



qualité, car ainsi que rimait un humoriste :

*Les amis de l'heure présente
Ont le naturel du melon :
Il faut en essayer cinquante
Avant d'en trouver
Un de bon !*

Le choix d'un melon ? Il doit être lourd dans la paume, épais de peau, souple sous le doigt, sans tache et d'odeur discrète mais booe. On doit préférer les « femelles », c'est-à-dire les melons dont le côté opposé au pédoncule porte un large cercle pigmenté évoquant l'aréole d'un sein féminin.

Les meilleures variétés sont le melon « brodé » (à peau réticulée, tels les surcins tourangeaux) ; les melons d'hiver presque sans côtes et de bonne conservation ; mais,

surtout, les cantaloups... nés ebez nous à Cavailon, mais qui nous viennent aussi, à présent, des Chateaux. C'est Alexandre Dumas, grand amateur, qui avait proposé au conseil municipal de Cavailon le service de tous ses ouvrages contre une rente viagère de douze melons par an !

Le melon doit se manger en hors-d'œuvre, entier et décalotté (voire coupé en deux s'il est trop gros), mais non en tranches malgré l'affirmation de Bernardin de Saint-Pierre, qui y voyait une invitation divine à le déguster en famille. Inutile de verser dedans du porto, mais un petit verre de porto, en fio de melon, est agréable autant que bénéfique. A l'italienne, vous l'accompagnez de jambon cru (parme ou san danielle), mais

de toute façon ne le mangerez pas à la cuillère (le dos de la cuillère anesthésie les papilles gustatives, notait James de Coquet, dont on voit de rééditer, chez Albio Michel, les *Propos de table*).

On peut confire au vinaigre le melon coupé en morceaux, ou même son écorce pour servir avec les viandes, froides ou chaudes, bouillies. On peut en faire des confitures. Le Dictionnaire portatif de cuisine (1770) donne deux recettes de potages de melon (comme les potages de potiron, aux herbes ou au lait). Enfin, si le melon tout simple doit être réservé à l'entrée en matière gourmande, vous pourrez vous régaler du melon dessert avec cette recette d'une comédienne du siècle dernier, évoquant tout le faste voluptueux d'un Orient des *Mille et Une nuits* : le melon de Shéhérazade.

Un melon décalotté, la pulpe retirée à la cuillère, et bien égoutté à l'intérieur. En salade, mélangée des petites boules de la chair du melon avec des tranches d'ananas en dés, des pêches en tranches fines, des framboises et des fraises des bois, une banane ou rondelles. Sucre et laisser macérer. Egoutter alors et mélanger le jus des fruits, le jus du melon avec un quart de champagne, un petit verre de marasquin, un de kirsch, un de crème de menthe. Verser le tout dans le melon creusé, remettre le chapeau (légerement beurré pour qu'il soit hermétique) et tenir deux heures au réfrigérateur avant de servir.

La Reynière

TÉLEX

« Pays de Caux, architecture et polychromie » est une exposition présentée jusqu'au 13 septembre dans le cadre du manoir d'Auffay (Oberville, 76560 Doudeville, tél. : 35-96-69-69), château d'inspiration Renaissance italienne, étrange avec sa mosaïque blanche, oir, rouge et dont le plafond à caissons de l'entrée est dû à Jean Goujon. Jusqu'au 31 août, on verra également des huiles et aquarelles du peintre bonheurs Patrick Olivier-Lamarque et une exposition sur Arthur Rimbaud présentée par le Musée Arthur-Rimbaud de Charleville-Mézières. Tous les jours de 14 h à 19 h, 20 F.

Itinéraires proustiens : « Les chemins de Balbec » ou Marcel Proust en Normandie, une excursion d'une demi-journée, les 16 et 23 août, avec goûter à la ferme des Anloettes, à Houlgate; « De Balbec à Combray », une visite des lieux de la Recherche, de Cabourg à Illiers, le 14 août. Réservations à l'Office du tourisme de Cabourg (tél. : 31-91-01-09). D'autre part, la Société des amis de Marcel Proust (11, rue Martel, 75010 Paris, tél. : 42-46-89-64) organise à Illiers-Combray, le dimanche 1^{er} septembre, un colloque consacré à Stendhal et à Proust.

Fête du chant de marin et du bateau traditionnel à Paimpol, du 9 au 11 août. Pour cette seconde édition, plus de cent cinquante voiliers régateront devant la côte du Goëlo. A terre, une quarantaine de groupes de musique maritime venus de France, d'Europe mais aussi des

Etats-Unis et d'Australie. Renseignements auprès de l'Office du tourisme de Paimpol, tél. : 96-20-83-16.

Prague rendra hommage à Mozart du 5 au 29 septembre prochain avec, notamment : la *Clémence de Titus*, le 5 et le 10; la *Finta Giardiniera*, le 13 et le 15; un concert de l'Orchestre philharmonique de la Scala dirigé par Carlo Maria Giulini, le 7; un récital de la soprano Edita Gruberova, le 17, et de la basse Ruggero Raimondi, le 29. A la demande, La Fugue (32, rue de Washington, 75008 Paris, tél. : 43-59-10-14) réserve les places et propose un long week-end du 5 au 8 septembre (de 6 800 F à 10 500 F).

Le Jardin en mouvement (112 p., 200 F), parce que les plantes, comme les hommes, voyagent, avec ou sans eux. Un petit livre raffiné de Gilles Clément, un grand plaisir. Aux éditions Pandora qui publient également le *Guide des jardins botaniques de France* (324 p., 190 F), inventaire de plus de 150 jardins botaniques et arboretums, assorti d'informations sur la manière de devenir botaniste, de gérer une collection, et complété par un index, un lexique et un glossaire.

La France buissonnière, de Marie-Hélène Baconnet, chez Arthaud (110 F), se propose de faire découvrir les plantes sauvages, les réserves, les parcs naturels et la faune qui y habite. Chez le même éditeur, une *Savoie* (130 F) et une *France par les fleuves et les canaux* (140 F).

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS ELYSÉES	COBRELS	PARC MONTSOURIS
RELAIS BELLMAN, 37, r. Framp.-P., 47-23-54-42. Jueq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche. Fermé en août	ENTOTTO 45-48-51-F. 8h. 16, r. L.M. Nottmann, 19. Spécialités éthiopiennes. (OUVERT TOUT L'ÉTÉ)	AUBERGE DE L'ARGOAT, 27, avenue Reille (14 ^e). 45-89-17-05. Spécialité poissons. F. sam. et dim. (OUVERT TOUT L'ÉTÉ)
COPENHAGUE, 142, av. des Champs-Élysées, 43-58-20-41. (OUVERT TOUT L'ÉTÉ)	REUILLY-DIDEROT	SAINT GERMAIN DES PRÉS
FLORA DANICA, 142, av. des Champs-Élysées, 43-58-20-41. (OUVERT TOUT L'ÉTÉ)	SAPNA 160, r. de Charenton, 12 ^e . F. lundi 43-46-73-33. Musique, danse indienne. Cuisine raffinée. (OUVERT TOUT L'ÉTÉ)	LA FOUX 2, rue Clément (6 ^e). F. dim 43-25-77-66. Alex aux fourneaux. (OUVERT TOUT L'ÉTÉ)

RÉSIDENCES

LONDRES	CANNES
A. COVER HOLIDAYS STUDIOS, APTS de très grand confort. Centre de Londres. 1 semaine ou plus. Tél. : 19 44 81 318 5498. Fax : 19 44 71 735 0930	Studio touristique « Les Sables dorés » 30 mètres de la plage. Croisette. Renseignements : (16) 93-39-82-55.

NOUVELLE ADRESSE
des FRÈRES LAYRAC
AU COEUR DE
SAINT-GERMAIN DES PRÉS
face à l'église
11, rue Saint-Benoît
LE MUNICHE
Tél. : 46.33.62.03
LE PETIT ZINC
Tél. : 46.33.51.66
HUITRES, FRUITS DE MER
TOUTE L'ANNÉE
Tous les jours service continu
de MIDI à 2 heures du MATIN

FLORIDE
DOLLAR
579\$ à partir de
par semaine de
location
DOLLAR

Bridge

n° 1446

LE GRANO ART
EN DÉFENSE

Pour bien jouer ici le grand art, mettez-vous d'abord à la place du déclarant et cherchez ensuite comment le champion du monde Marcello Branco en Est est arrivé à diriger Sud sur une fausse piste. L'ouverture de Nord indiquait une main faible :

♠ D 7 6 4 2	♠ 8 5
♥ 5 2	♥ 9 8 6 4
♦ D V 8 3	♦ 10 5 2
♣ V 10	♣ 9 3
♠ A 9	♠ 8 5
♥ A 7	♥ 9 8 6 4
♦ A 7 6 5 4 2	♦ 10 5 2
♣ A 9	♣ 9 3

Ann. : O. don. E.-O. vuln. Sud
Chagas Zmudzinski Branco Balich
passé 10/10
passé 2/2
passé 3/3
passé 4/4
passé 5/5

Chagas en Ouest ayant entamé le Roi de Cœur, comment peut-on gagner contre toute défense ce PETIT CHELEM A TRÈFLE et de quelle façon Branco l'a-t-il fait chuter ? Pourquoi le déclarant n'aurait-il pas dû se tromper ?

Réponse : Le déclarant, après l'As de Cœur, donna six coups d'atout sur lesquels Ouest défaussa notamment Valet, 10 de Pique et Est un Carreau. Voici maintenant la situation :

♠ D 7 6 4 2	♠ 8 5
♥ 5 2	♥ 9 8 6 4
♦ D V 8 3	♦ 10 5 2
♣ V 10	♣ 9 3

La ligne de jeu gagnante est de jouer le 4 de Carreau pour le 9 et le Valet. Si Est refuse de prendre, on rejoue la Dame de Carreau pour faire deux autres levées à Carreau et le chelem.

C'est ainsi que Balich joua, mais Marcello Branco, sans broncher, laissa passer le Valet de Carreau. Alors le déclarant se demanda si Chagas, qui avait sans doute le Roi de Pique, n'avait pas aussi le Roi de Carreau, auquel cas, après la levée du Valet de Carreau, il fallait tirer l'As de Carreau, puis le dernier atout et rejouer le 7 de Carreau pour mettre Ouest en main et obliger à rejouer Pique si ses trois dernières cartes étaient :

♠ R 3 0 R	♠ 8 5
♥ 5 2	♥ 9 8 6 4
♦ D V 8 3	♦ 10 5 2
♣ V 10	♣ 9 3

Mais c'est Branco qui prit la main et contre-attaqua le 8 de

Pique pour... deux levées de chute !

Signalons que dans le match USA-Australie, l'Australien Klinger avait lui aussi déclaré le chelem à Trèfle, et Est avait (lui aussi) refusé de prendre le Valet de Carreau. Mais Klinger avait tout de même gagné.

LE CHAMPIONNAT
D'EUROPE

Le championnat d'Europe a réuni à Killarney (Irlande) de nombreux pays. Dans la catégorie Open le classement a été :

1. Angleterre 545 ; 2. Suède 527 ; 3. Pologne 504 ; 4. Islande ; 5. Italie ; 6. Pays-Bas ; 7. URSS ; 8. France 455 ; 9. Norvège ; 10. Israël et seize autres pays.

Dans la catégorie Dames (où les Françaises étaient pourtant favorites), le résultat a été :

1. Allemagne 339 ; 2. Pays-Bas 318 ; 3. Grande-Bretagne 302,5 ; 4. Danemark ; 5. France 302 ; 7. Italie ; 8. Israël et neuf autres pays.

Seule consolation, les Françaises, M^{me} Danielle Avon et Ginette Chevalley, ont remporté le championnat par paires Dames qui a eu lieu les trois premiers jours et qui était sponsorisé par Coriandre.

Le plus joli coup de cette épreuve a été joué par la Française Dominique Joigne, qui, avec sa partenaire Agnès Triomphe, avait été en tête des éliminatoires.

Ann. : N. don. E.-O. vuln. (donne 12 - 1^{re} séance de la finale)
Ouest Nord Est Sud
X. Triomphe Y. Joigne
passé 10/10
passé 2/2
passé 3/3
passé 4/4
passé 5/5

Ouest a attaqué l'As et le Roi de Trèfle. Comment Dominique Joigne en Sud a-t-elle gagné QUATRE PIQUES contre toute défense ?

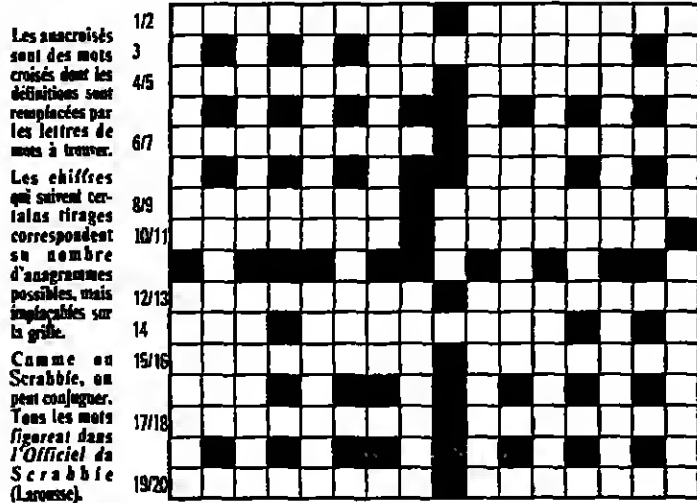
Note sur les enchères : La surenchère à saut de « 3 Trèfles » était un barrage, comme c'est le cas dans la plupart des systèmes actuels.

Philippe Brugnon



Anacroisés (R)

n° 677



Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont complétées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent ces définitions correspondent au nombre de lettres de l'anacroisé. Les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

HORIZONTALEMENT
1. FINPRSU. - 2. AABEGR. - 3. ABCISTU. - 4. AEFIMR (+). - 5. EELINT. - 6. AEIMNOS. - 7. ACEINTX. - 8. ACELRU (+). - 9. AAOBLLS. - 10. EEEINNS (+). - 11. AABLLS (+). - 12. ACEFLOS. - 13. AACEKNN. - 14. EEEIPPS. - 15. AAILORTU. - 16. IMRTUUY. - 17. EEILANT (+). - 18. AABEHN. - 19. AEFINNS. - 20. EEBRSST (+).

VERTICALEMENT
1. AEGNRSSU. - 2. AACEINR (+). - 3. CEEFILRU. - 4. ACEIMNP. - 5. AMNOOT. - 6. OEEFNORU (+). - 7. AEEFNOR. - 8. AEEFLRU (+). - 9. BOEEIIS. - 10. EEEELSS. - 11. AACEFIIT. - 12. CHOPSY. - 13. AAILNNT (+). - 14. EEEILRTU (+). - 15. EEEKNTU. - 16. AADGLUV. - 17. AEEGINV. - 18. AEEIMSTU (+). - 19. EEEINPRS (+).

SOLUTION DU N° 676
1. TRAGIQUE. - 2. COLVERT. - 3. REVOLUS (SURVOLÉ VELOURS). - 4. IDOISME. - 5. ŒUVRES (ŒUVRES).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Scrabble (R)

n° 377

L'éternel estivant

L'été. ESTIVAL. ESTIVALE (une anagramme qu'il vous incombe de trouver ; à défaut reportez-vous à la fin de la chronique). L'éternel ESTIVANT qui fait du pédalo sur la vague en rêvant (Georges Brassens). ESTIVER, v. faire passer l'été dans des paysages de montagne, c'est-à-dire pratiquer l'ESTIVAGE (une autre ÉVITAGES). La CANICULE ? C'est la petite chienne, c'est-à-dire l'étoile Sirius qui se lève et se couche avec le Soleil du 24 juillet au 24 août. MESSIDOR (2 ans), THERMIDOR, FRUCTIDOR.

L'automne, époque de la chute des feuilles, qu'évoquent les Américains en appelant cette saison *fall* plutôt qu'*autumn*. AUTOMNAL a naguère marqué moult scrabbles sous la forme ALAZOUM. Les lettres de cette saison ne génèrent que deux sept lettres. Trouvez les VENDEMAIRE, BRUMAIRE, FRIMAIRE (3 ans).

L'hiver, courte vieillesse des choses animées (Cyrano de Bergerac, *Le roman expérimental*). HIBERNER et HIVERNER, le premier intransitif, dans le sens de passer l'hiver engourdi, le deuxième transitif : mettre à l'épreuve en hiver. Plus proche de la racine latine, hibern : HIEMAL, E. AUX, relatif à l'hiver. NIVOSE, PLUVIOSE, VENTÔSE.

Le printemps. Le latin *ver* génère VERNAL, E. AUX, relatif au printemps, et PRIMEVERE. VERAISSON, maturation des fruits, a une autre étymologie. GERMINAL (2 ans), FLOREAL, PRAIRIAL.

Antonio Vivaldi, qui, sur ce thème, a pu dire, ô Dieu ! bien des choses en somme, n'est entré au Petit Larousse illustré qu'en 1952.

Michel Charlemagne

Solution des anagrammes. TELEVISA - VEGETAIS - DORMISSE, MORDISSE - MOUTANT + A. ALUMNAT + O - FREMIRAI, FRIMERAI, RAMIFIER - MALINGRE, MANGLIER.

Sartroville, 8 juillet 1991.

Tournois au stade Nungesser le lundi 14 heures.

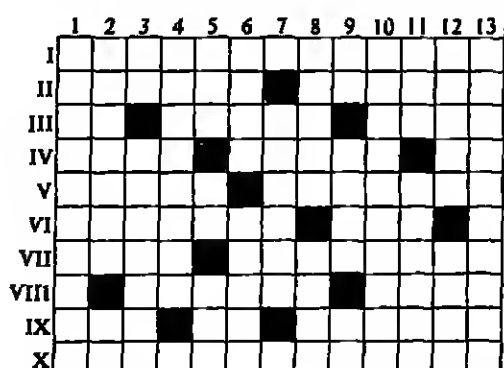
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tirage qui précède parfois un tirage signifie que le tirage du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	POS.	PTS
1	TADEUM	MAUDITE	H 4	72
2	LAOTY	JOUTAI	G 6	31
3	LA-RASMU	WURMS	L 2	44
4	LA-ESLTO	ALLOTIES (a)	B 8	59
5	EEENHUA	HUNE	M 1	31
6	ENABOOPM	ENEMA (b)	E 2	27
7	OPADENTE	FONDEE	A 4	28
8	FT+FEUR	APERITIF (c)	C 8	82
9	AGGEACU	FUGACE	15C	39
10	EA+ITPRE	PRESSET	A 1	33
11	AB+LENN	BLESSAI	11 E	96
12	QIEKKR	LEK	14 H	34
13	OEKRL+ABZ	RABLEZ	2 A	74
14	OEKHEUXT	EUX	N 4	35
15	QREIT+UT	HO	10 J	28
16	QVYQVQ	ARQUER	15 J	70
17	VY+HASN	COTIR	13 I	38
18	VA+SINOD	VINS	O 1	47
19	OD+VGNNE	VAINS	10 J	33
20	ODVGN+A	PREFETE (S)	A 1	36
21	ODVGN+A	CAVE	N 12	16
22	ODVGN+A	NON	3 E	16
				977

(a) répétées par lots ; (b) point médian ; (c) PETRIFIE. 10 A, 73 ; (d) FRAPE, voyant, perd 3 points ; (e) KALE, J 10, perd 1 point. 1. P. Astruc 975 ; 2. M.-J. Goulin 970 ; 3. O. Loufrani 942.

Mots croisés

n° 675



HORIZONTALEMENT

I. Ni l'eau ni l'église : la musique.
II. Ne l'est plus quand il est copié.
N'avait ni les poings ni les pieds liés.
III. Pronom. Cri dans la nuit. Sort d'une révolution.
IV. *Queens quem devoret*. Très polie. Conjonction.
V. Aime la mécanique ciste. Infraction majeure.
VI. Se vend en rondelles. Rendez-vous bigarré.
VII. Mettre droit. Logne vers d'autres.
VIII. On l'aura écorché, loi ses quartiers sont en désordre.
IX. Dit bien haut son mécontentement. S'éloie à contre-sens. Parcourant.
X. Même s'ils sont frappants, ils n'ont pas vraiment d'importance.

VERTICALEMENT

1. J'envoie le mien sur demande.
2. N'ont pas la même importance. Participe inversé.
3. Grecque. Jouerai au plus fin.
4. D'un genre cavalier.
5. Sans importance. Note. Démontrer une belle insouciance.
6. On peut l'attendre jusqu'à Sengal. Date de peu.
7. Rend plus polis.
8. Un martyr, dit-on. Fut à

l'honneur, il y a peu, dans les colonnes voisines.
9. Je la préfère comme ça. Se révèle être de mauvais goût. Nuite inversée.
10. Reste dehors.
11. Pointe espagnole. A ses pieds, la flotte.
12. A ne pas faire à la Bourse. Drogue douce.
13. Les chefs les trouvent franchement désagréables.

SOLUTION DU N° 674

HORIZONTALEMENT
I. Dermatologue. - II. Inauguré. - III. Scierie. Ubac. - IV. Pastel. - V. ENO. Sévère. - VI. Nanas. Edenté. - VII. Singier. - VIII. Alca. En. Tain. - IX. II. Cinéphile. - X. Retend. Ratée. - XI. Esbroufeux.

VERTICALEMENT
1. Dispositif. - 2. Encanailles. - 3. Raisonné. TB. - 4. Muet. Agacer. - 5. Agresse. Ino. - 6. Tuile. Rendo. - 7. Ore. Veine. - 8. Le. Adde. Pré. - 9. Œuvre. Thau. - 10. Bienfaits. - 11. Usus. Tuile. - 12. Encasernés.

François Dorlet

Mémorial Enwe,

Amsterdam, 1991

Blancs : J. Timman

Noirs : L. Ljubojevic

Défense française

1. f4	46	24. Dh5 (n)	Ce7
2. d4	45	25. Fd3	Te8
3. c3	44	26. Cg4	Td7
4. e3	43	27. Td7	Fg8
5. a3	42	28. Td4 (n)	Fg8
6. b3	41	29. Fg8	Cg6
7. C3 (b)	40	30. Dg6 (n)	Rd8
8. a4	39	31. Cg6	Tf7
9. Fd3 (n)	38	32. Dd7 (n)	Td5 (n)
10. Fd3 (n)	37	33. Td5	Td5
11. f4	36	34. Td5	Fd7
12. f4	35	35. Td5	Td7
13. f4	34	36. Td5	Td7
14. f4	33	37. Dd5	Dd8
15. f4	32	38. Dd7	Dd8
16. f4	31	39. Td7	Rd7
17. Dd3	30	40. Dd7	Rd8
18. Dd5	29	41. Td7	Rd8
19. Dd5	28	42. g3	Dd6
20. Td4	27	43. Dd6	Rd7
21. Dd3	26	44. Dd6	Rd7
22. C5	25	45. f4	abandon
23. Dd3	24		

NOTES

a) Cette vieille variante de la « défense Winawer », qui donna tant de victoires au grand maître allemand Uhlmann, est souvent jouée aujourd'hui, de préférence à d'autres tentatives comme 6... f5 avec la suite possible : 7. Cf3, Fd7 ; 8. Fd2, Da5 ; 9. Dd2, Fb5 ; 10. 0-0, Fd2 ; 11. Dd2, c4 ; 12. Cg5, Da6 ; 13. a4, g6 ; 14. Fa3 avec avantage aux Blancs (King-Depasquale, Championnat de Grande-Bretagne 1986) ou comme 6... Da5 ; 7. Fd2, Da4 ; 8. Db1, c4 ; 9. g3, Cc7 ;

10. Fg2, Cb-c6 ; 11. f4, Fd7 ; 12. C3, 0-0 ; 13. 0-0, f6 (Chandler-Kosten, Lloyd's Bank, 1988) et rien n'est clair.

b) Pour un expert comme N. Short, 7. Dd4 est sans doute la seule possibilité de réfuter le système des Noirs. 7. a4 et 7. b4 ont aussi leurs adeptes.

c) Ou 7... Fd7 ; 8. Fd3, c4 ; 9. Ff1, Da5 ; 10. Fd2, Cb-c6 ; 11. g3, f5 ; 12. e6, g6 ; 13. Fg2, 0-0 ; 14. 0-0, C3 avec une position complexe (Romanischine-Dolmatov, 1981).

d) Renforce le pion c5 et vise l'échange du mauvais Fc8 contre le fort Ff1 via a6.

e) Empêchant ainsi l'échange des F. Après 9. Fd3, Fa6 ; 10. 0-0, Fd3 ; 11. cxd3, cxd4 ; 12. cxd4, 0-0 ; 13. Fa3, Cb-c6 ; 14. Td1, Dd7 ; 15. Dd2, Tf-c8, les jeux sont égaux.

f) La seule réponse. En effet, si 9... Cc6 ; 10. 0-0, Fa6 ; 11. c4 !

g) Refusant toujours l'échange des F. Après 10. 0-0, Fxb5 ; 11. axb5, Cd7 ; 12. Dd3, h6 ; 13. Fa3, 0-0 ; 14. c4, dxc4 ; 15. Dxc4, Tf-c8, les Noirs sont bien. Cependant, Karparov trouva contre Mednis (Vienne, 1986) une stratégie gênante pour les Noirs après 10. 0-0, Fxb5 ; 11. axb5, Cd7 ; 12. Dd3, h6 ; 13. Ta4, 0-0 ; 14. Fd2, Tf-c8 ; 15. Tc1, Cf8 ; 16. Ta6, Dd7 ; 17. Tc-a1.

h) Sur 10... b6 les Blancs poursuivent par 11. a5 et prennent l'avantage après 11... Fc6 ; 12. Cb4, Fd7 ; 13. f4, Fa6 ; 14. f5 (Savoja-Buchanan, 1976).

i) 11... c4 ; 12. Fd2, f6 ; 13. Td1.

Cg6 ; 14. Fa3, fx65 ; 15. dx65, Cex65 ; 16. Cx65, Cx65 ; 17. f4, Cg6 ; 18. Fa5+4, g6 ; 19. Fg4, et les Blancs ont une initiative dangereuse (Fischer-Dargy, 1960).

j) Mieux que 13. Fa3, Ca5 ; 14. dx65, h6 ; 15. Cd2, Fx64 ; 16. Fx65, Dg5 ; 17. Dc4, Dg3 ; 18. Td3, Rb8 (Nunn-Yousoupov, Linares, 1988).

k) Ou 13... Cg6 ; 14. Fg3, cxd4 ; 15. Cxd4, Ca5 ; 16. Td3, et les Blancs sont un peu mieux (Timman-Keene, Orense, 1976, et Nunn-Nikolic, Amsterdam, 1988).

l) Afin d'éviter l'enfermement du Ff4 et de contrôler la case e5.

m) Barlov estime que cette position est très avantageuse aux Blancs, alors que Short, se référant à la partie Ceenen-Gunawan de l'Olympiade de Thessalonique 1988, la juge équilibrée. La domination de la case e5, la force du Fd3 et la faiblesse du pion e6 sont certainement des atouts pour les Blancs.

n) Une finale sans D serait difficile pour les Noirs.

o) Menace Cg6-Td5-Td6.

p) Les Blancs augmentent petit à petit leur avantage de position en donnant à leurs forces le maximum d'efficacité.

q) La seule pièce active des Noirs est éliminée. La menace sur h6 force le R noir à fuir en f8.

r) Entrant de manière décisive dans le camp ennemi.

s) Un sacrifice de qualité forcé qui ne peut, cependant, sauver les Noirs.

SOLUTION DE L'ÉTUDE

R. TAVARIANI (1991)

(Blancs : R6d, Tg5, Fd1. Noirs : Rd3, Tc1, Fc2. Nulle).

1. Tg3+, R6d4 ; 2. Tg4+ ; Rf3 ; 3. Tg3+, Rf4 ; 4. Tg3, Td1+ ; 5. Rg8!, c1-d ; 6. Fg3+, Rg4 ; 7. Txc1, Txc1+ ; 8. Fc7 nulle.

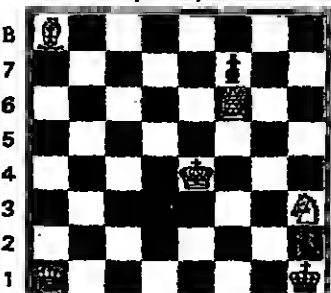
Si 1... Rg4 ; 2. Tg3 ; si 1... R6d2 ; 2. Tg2+.

Si 2. Tg3 ; Td1+ ; 3. R68 (3. Rg8, c1-d ; 4. Dc1, Td1+ et 5... Txd1) ; Txd1 ; 4. Txd2 ; Rd3+ et 5... Rxd2 ; Si 2... Rf3 ; 3. Tg4, Td1+ ; 4. Fd21, Txd2+ ; 5. Rg7, R65 ; 6. Rg6 nulle.

Maintenant si 3. Tc4, Td1+ ; 4. Fd2, Txd2+ ; 5. Rg7, R63 ! Et non 5. Rg7 ?

ÉTUDE N° 1448

G. GREZBAN (1973)



Blancs (4) : R64, T66, Fa8, Ch3. Noirs (4) : Rh1, Da1, P77, h2. Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

Echecs

n° 1448



SPECTACLES

VENDREDI 9 AOUT

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

JEUDI

Aspects du cinéma français années 60 : Allez-vous les femmes ? (1964), de Jean-Louis Bally, 16 h ; Rock and Movie : Juke-box (1976), v.o., s.l.f., de Boaz Davidson, 18 h ; La Brune et Moi (1980), de Philippe Faucon, 18 h ; Rock around the Kremlin (1988), d'Agathe Guerin, Yves Béton, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

JEUDI

Les quarante ans des Cahiers du cinéma : le Dieu noir et le Diable blanc (1963), v.o., s.l.f., de Grouber Rocha, 18 h ; L'Homme n'est pas un oiseau (1966), v.o., s.l.f., de Dusan Makavejev, 20 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

JEUDI

Les abonnés programmeront la séance du spectacle : Asile Sainte-Anne (1988) d'Hervé de Turenne et Jean-Noël Desmarais, 14 h 30 ; Les Fous de l'air (1988) d'Alain Jessua, Urgences (1988) de Raymond Depardon, 14 h 30 ; Simone Bertaui paré de sa sœur Paul (1989) de Gérard Philou, Étoile sans lune (1991) de Marcel Blatné, 18 h 30 ; Bende annonce : Hôtel du Nord (1938) de Marcel Carné, Macadam (1948) de Marcel Blatné, 18 h 30 ; Paris vu par... (1986) de Jean-Luc Godard, Eric Rohmer, Jean Douchet, Jean-Daniel Pollet, Claude Chabrol, Jean Rochu, Une femme est une femme (1981) de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A FLEUR DE PEAU (A., v.o.) : George V, 9 (45-62-41-48) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59) ; Miramar, 14 (43-20-88-52) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

L'AFFAIRE WALLRAFF (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88).

ALICE (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-64-42-34) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-88).

ALL THE KING'S MEN (Chn., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).

AN ANGEL AT MY TABLE (Indo-écritable, v.o.) : Les Trois Lumières, 6 (43-33-97-77).

LES ANGES DE LA NUIT (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23).

L'ANNÉE DE L'ÉVÊLE (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

L'APPROCHE FINALE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 9 (45-62-41-48) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Montparnasse, 14 (43-20-72-08) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-94).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iranien, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).

BOOM BOOM (Esp., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

CE CHER INTÉLUS (A., v.o.) : Pathé Neufville, 6 (46-33-79-38).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) ; Renégat, 18 (42-88-64-44).

CHEB (Fr.-Alg.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LE CIO (A., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Normandie, 6 (43-21-52-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Julien Beauvillain, 15 (45-74-83-40) ; v.f. : UGC Opéra, 8 (45-74-83-40) ; Favette, 13 (47-07-55-88).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton, 6 (42-26-10-30) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-88-52) ; UGC Ritz, 8 (45-82-74-84) ; UGC Opéra, 8 (45-74-83-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59).

DÉSIGNÉ POUR MOURIR (A., v.o.) : George V, 9 (45-62-41-48) ; v.f. : Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Bretagne, 8 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 8 (45-81-10-80) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-77).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).

LES DOORS (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-88).

DOUBLE IMPACT (A., v.o.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-88-52) ; Paramont Opéra, 8 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.)

Pol., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Opéra, 8 (43-20-88-52) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.)

La Géode, 18 (40-06-80-00).

L'ÉCOLE DES HÉROS (A., v.f.)

Rex, 2 (42-36-83-83).

FATAL GAMES (A., v.o.)

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.)

Lucerna, 6 (45-44-57-34).

LES FRÈRES KRAYS (I) (Brit., v.o.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Opéra, 8 (43-20-88-52) ; UGC Ritz, 8 (45-82-74-84) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-88).

LES FILMS NOUVEAUX

CHÉROKÉE. Film français de Pascal Orszag : Forum Orient Express, 1 (42-32-82-26) ; Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

CHICAGO JOE ET LA SHOWGIRL. Film britannique de Bernard Rosa, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-32-82-26).

MOON 44. Film allemand de Roland Emmerich, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-32-82-26).

PLOME LUNE SUR BLUE WATER. Film américain de Peter Masterson, v.o. : George V, 9 (45-62-41-48) ; v.f. : Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

RETOUR AU LAGON BLEU. Film américain de William A. Graham, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Opéra, 8 (43-20-88-52) ; UGC Ritz, 8 (45-82-74-84) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

UN DIEU REBELLE. Film franco-germano-suisse-russe de Peter Zinner, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 9 (45-62-41-48) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-20-88-52) ; UGC Opéra, 8 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-88-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-18) ; UGC Opéra, 8 (43-27-84-50) ; UGC Ritz, 8 (45-82-74-84) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

SAILOR ET LULA (I) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Studio Galand, 5 (43-54-46-88).

SCÈNES DE MÉNAGE DANS UN CENTRE COMMERCIAL (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-83-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LE SILENCE DES AGNEAUX (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-83-40) ; UGC Opéra, 8 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-88-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-18) ; UGC Opéra, 8 (43-27-84-50) ; UGC Ritz, 8 (45-82-74-84) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

THE FIELD (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

THE TWO JAKES (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).

THÉMA ET LOUISE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Opéra, 8 (43-20-88-52) ; UGC Ritz, 8 (45-82-74-84) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-18) ; UGC Opéra, 8 (43-27-84-50) ; UGC Ritz, 8 (45-82-74-84) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LES TORTUES NINJA II (A., v.f.) : Forum Orient Express, 1 (42-32-82-26) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Ritz, 8 (45-82-74-84) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-18) ; UGC Opéra, 8 (43-27-84-50) ; UGC Ritz, 8 (45-82-74-84) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

USTEN UP THE LIVES OF QUINCY JONES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Opéra, 8 (43-20-88-52) ; UGC Ritz, 8 (45-82-74-84) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-18) ; UGC Opéra, 8 (43-27-84-50) ; UGC Ritz, 8 (45-82-74-84) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LUST IN THE DUST (A., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-88).

MADAME DOVARY (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-84-65).

LA MANIÈRE FORTE (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Opéra, 8 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-88-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-18) ; UGC Opéra, 8 (43-27-84-50) ; UGC Ritz, 8 (45-82-74-84) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

MÉRIS LA VIE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

MISERY (I) (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82) ; UGC Opéra, 8 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-88-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-18) ; UGC Opéra, 8 (43-27-84-50) ; UGC Ritz, 8 (45-82-74-84) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

NEUF SEMAINES ET OMBRE (I) (A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-46-88) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-88).

NEW JACK CITY (I) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-88-52) ; Paramont Opéra, 8 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA NOTE BLEUE (Fr.)

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LE PORTEUR DE SERVIETTE (R., v.o.)

Les Trois Lumières, 6 (43-33-97-77) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; Les Trois Balzac, 8 (45-81-10-80).

LE PREMIER EMPEREUR (Can., v.o.)

La Géode, 18 (40-06-80-00).

PRETTY WOMAN (A., v.o.)

Elysees Lincoln, 6 (43-59-38-14) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-20-88-52) ; RALPH SUPER KING (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : Paramont Opéra, 8 (47-42-56-31) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; ROBIN DES BOIS (A., v.o.) : George V, 9 (45-62-41-48) ; UGC Opéra, 8 (43-20-88-52) ; v.f. : Paramont Opéra, 8 (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-88-52) ; REVENGE (A., v.o.) : UGC Ritz, 8 (45-82-74-84) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-88-52) ; Paramont Opéra, 8 (47-42-56-31) ; RHAPSODIE EN AOUT (Lap., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; ROBIN DES BOIS (A., v.o.) : George V, 9 (45-62-41-48) ; ROBINSON & CIE (Fr.) : Utopia, 5 (43-26-84-65) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-88).

LA VIE DES MORTS (Fr., v.o.)

Reflet Logos II, 5 (43-64-42-34) ; LES VIES DE LOULOU (I) (Esp., v.o.) : UGC Ritz, 8 (45-82-74-84) ; WARLOCK (A., v.o.) : George V, 9 (45-62-41-48) ; v.f. : Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ; WEEK-END CHEZ BÉRIE (A., v.o.) : George V, 9 (45-62-41-48) ; v.f. : Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

LES SÉANCES SPÉCIALES

AILLEURS L'HERBE EST PLUS VERTE (A., v.o.) : Reflet Logos, salle Louis-Jouré, 5 (43-64-42-34) ; 15 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 05.

ALEXANDRE REYSKY (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-58) ; 19 h.

ASTÉRIX ET LE COUP DE MENHIR (Fr.-Bel.) : Club Gaumont (Publics Nationaux), 8 (43-59-31-71) ; 14 h 30, 16 h 30.

AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; 14 h.

LE BALLON ROUGE (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-58) ; 19 h 30.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-46-88) ; 16 h.

CENDRILLON (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; 15 h 30.

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-09) ; 16 h.

CHIN BLANC (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-58) ; 19 h.

LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT (I) (Pai.) : Reflet Logos, salle Louis-Jouré, 5 (43-64-42-34) ; 12 h.

LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol.) : Reflet Logos, salle Louis-Jouré, 5 (43-64-42-34) ; 12 h.

DOUZE HOMMES EN COLÈRE (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-64-42-34) ; 12 h.

EDWARD AUCUN MAINS D'ARGENT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) ; 18 h 45.

L'ÉVÊLE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) ; 22 h.

L'EXPERIENCE INTERDITE (I) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) ; 18 h 45.

FANTASIA (A.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-58) ; 17 h.

LE FESTIN DE BABBETTE (Dan., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65) ; 14 h 10.

GHOSTS OF THE CIVIL DEAO (I) (Aust., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; 10 h 45.

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-09) ; 14 h.

LE GRANO BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) ; 13 h 45.

HELLOPOPPIN (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-64-42-34) ; 12 h 20.

L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; 15 h 20.

HORS LA VIE (Fr.-Bel.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; 14 h.

HOT SPOT (I) (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; 21 h 50.

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Lumières, 6 (43-33-97-77) ; 12 h.

LA LECTURE (Fr.) : Studio Galand, 5 (43-54-46-88) ; 17 h.

LIFEBOAT (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-09) ; 17 h 50.

LULITA (Bel., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; 21 h 20.

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-58) ; 18 h.

«De Courteline à Pierre Dac : leurs meilleures pensées devant leurs derniers démons», 10 h 30, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

1984 (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-09) ; 20 h 10.

LE MIROIR (Sov., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; 17 h.

NOLA DARUNG N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) ; 20 h.

PEPI, LUCI, BOM ET AUTRES FILLES OU QUARTIER (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; 11 h 05.

LA PETITE SIÈNE (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-58) ; 15 h.

PINK FLOYD THE WALL (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) ; 13 h 45.

LA RÈGLE DU JEU (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-58) ; 19 h.

SA MAJESTÉ DES MOUCHES (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-09) ; 12 h.

SALAAM BOMBAY (Indo-Fr., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) ; 20 h.

SIOEWALK STORIES (A.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) ; 20 h

ÉCONOMIE

BILLET

L'Etat en manque de recettes fiscales

Au moment où le gouvernement de M. Edith Cresson s'aperçoit que le déficit budgétaire pour 1991 risque d'approcher les 100 milliards de francs au lieu des 80 milliards escomptés, la comptabilité publique révèle que l'impôt sur le revenu est à peu près le seul à avoir rapporté ce qui avait été prévu l'année dernière.

Le renversement de conjoncture est lourd de conséquences : à une année 1990 encore marquée par la forte croissance économique et l'enrichissement national qui suivit l'effondrement des prix pétroliers survenu fin 1985-début 1986 a succédé une année 1991 déprimée à dans son activité (+1,3 % prévu pour la PIB) et dans ses résultats. L'Etat encaisse moins d'impôts parce que les entreprises ont de moins bons résultats mais aussi parce que les Français consomment moins.

Dans le budget de 1992 qu'ils sont en train de préparer et qu'ils présenteront début septembre en conseil des ministres, MM. Bérégovoy et Charasse doivent tenir compte du fait que les recettes fiscales stagnent ou presque, alors que bon an mal an elles augmentaient d'environ 5 %.

Pour cette année, la situation est d'une certaine façon encore pire, puisque les moins-values fiscales pourraient atteindre 40 milliards de francs par rapport aux estimations qui avaient été faites à la fin de l'année dernière. Encore les pertes de TVA apparaissent-elles au premier semestre tellement importantes que sur l'ensemble de 1991, le manque à gagner pourrait atteindre ou dépasser 50 milliards de francs.

Dans ces conditions, on imagine ce que risque d'être le déficit budgétaire de cette année : 100 milliards, peut-être plus. D'où l'importance des économies qui seront faites sur les dépenses, cette année mais aussi, bien sûr, l'an prochain. Or les choses ne semblent pas se présenter tellement bien, si l'on en juge par les déclarations « rebelles » que vient de faire M. Pierre Joxe concernant les dépenses militaires. La croissance économique, ou plutôt son ralentissement, apparaît ainsi responsable de toutes les difficultés actuelles. On aurait pourtant tort d'oublier qu'au cours des dernières années, les dépenses engagées furent excessives — en matière salariale notamment — et que les recettes furent parfois surestimées, en matière de TVA justement. Cela pour cacher la fait que le budget de l'Etat avait commencé à se déséquilibrer dès 1990. Malgré la croissance économique...

ALAIN VERNHOLES

A Marseille

L'offre de reprise de Sud-Marine par le groupe Brisard fait l'objet d'ultimes négociations

Alors que la table ronde prévue à Bercy, jeudi 8 août, entre des hauts fonctionnaires des ministères des finances et de l'industrie et les délégués syndicaux du Sud-Marine tournait court, les dockers CGT marseillais barraient le port toute la journée pour protester contre le déclin des activités maritimes et manifester leur solidarité avec les salariés de l'entreprise de réparation navale (nos dernières éditions du 9 août).

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Tandis que, pour des raisons tenant à la composition de la délégation, la réunion entre l'intersyndicale CGT-CGC de Sud-Marine et des hauts fonctionnaires de Bercy a dû être annulée, d'ultimes négociations se sont déroulées le même jour, à Marseille, pour boucler le dossier de reprise de l'entreprise.

L'offre présentée par Brisard (le Monde du 7 août) paraît toujours avoir les meilleures chances d'aboutir, de préférence à celles soumises par deux autres candidats, le groupe américain Trident Panama et l'américano-franco-espagnol Luxmar. Mais le plan que le leader français de la machine-outils devait, en principe, déposer le 9 août entre les mains du liquidateur est soumis à deux préalables : la restructuration des contrats en cours avec les clients de Sud-Marine et l'accord sur les conditions de travail avec les syndicats de l'entreprise marseillaise. Autre impasse : la question du licenciement collectif des salariés, que la loi ne permet pas de retarder.

Une véritable course contre la montre est donc engagée. En fonction de la confirmation de l'offre, ferme et définitive, du groupe Brisard, le tribunal de commerce de Marseille devrait d'abord statuer, le 9 août, sur une requête du parquet tendant à autoriser la poursuite de l'activité de Sud-Marine. Le liquidateur devrait ensuite transmettre le plan Brisard au juge commissaire pour que celui-ci rende une ordonnance de cession, vraisemblablement dans la journée du lundi 12 août.

L'échec de la réunion de jeudi, à Paris, a cependant créé une tension supplémentaire en provoquant le colère des salariés du groupe marseillais. Cette rencontre avait été obtenue par l'intersyndicale CGT-CGC le 2 août, au terme d'une journée d'occupation des locaux de la direction départementale du travail et de l'emploi des Bouches-du-Rhône. Les délégués syndicaux avaient alors annoncé qu'ils se rendraient à Paris accompagnés par des élus locaux, intention qu'ils avaient confirmée par un message au ministère de l'économie. Or les cabinets de MM. Bérégovoy et Strauss-Kahn n'ont pas accepté d'être placés par les syndicalistes devant le fait accompli et d'avoir à recevoir des élus politiques dans la présence, ce jour-là, n'avait pas été prévue. Une autre rencontre, avec des élus présents, doit avoir lieu au mois de septembre pour discuter de l'avenir économique de la région marseillaise.

GUY PORTE

Cherchant aussi à se retirer de la MGM

M. Florio Fiorini vend aux Libyens sa participation dans le groupe suisse Tamoil

Pour sortir de ses difficultés financières, la société genevoise SASEA, appartenant à l'homme d'affaires italien Florio Fiorini, a décidé de vendre sa participation dans Tamoil SA, quatrième groupe pétrolier suisse, à son partenaire libyen. Pour réduire son endettement, SASEA cherche aussi à se défaire de sa participation dans le Metro Goldwyn Mayer (MGM), devenu un trop gros morceau.

BERNE

de notre correspondant

La société financière genevoise SASEA, du remuant homme d'affaires italien Florio Fiorini, nous a confirmé mercredi 7 août avoir « concrétisé il y a quelques jours » la vente de sa participation de 35 % dans Tamoil SA à son partenaire libyen Oil Invest, qui en détenait déjà 65 %. Tamoil était devenu le quatrième groupe pétrolier suisse depuis le rachat en juin 1990 de la société Gatoil (le Monde du 6 juillet 1991) à l'homme d'affaires d'origine libanaise Khalil Ghattas.

Cette vente aurait-elle été précipitée par les difficultés financières de SASEA, dont trois filiales viennent d'être suspendues à la Bourse d'Amsterdam ? « Nous n'avons jamais dissimulé nos difficultés en début d'année mais nous sommes en train de sortir de cette mauvaise passe », répond M. Gilles Somers, porte-parole de la société. Visiblement, il préfère rappeler la vocation première du groupe, l'ingénierie financière, qui consiste à racheter des « canards boiteux » et à les remettre sur pied, puis à les revendre avec une plus-value. C'est dans cette perspective que s'inscrirait la cession de la participation de SASEA dans Tamoil.

La société de M. Fiorini aurait-elle alors voulu d'emblée pour le compte des Libyens ? En compétition avec le groupe Elf-Agip pour le rachat de Gatoil il y a un peu plus d'un an, Tamoil l'avait finalement emporté par décision d'un tribunal de Genève. Du même coup, la compagnie libyenne se retrouvait en possession de la raffinerie de Colombey, dans le Valais, ainsi que de quelque trois cents stations-service, soit plus de 10 % du marché suisse du carburant. Des considérations politiques auraient joué en faveur de cette solution : certains journaux helvétiques avaient laissé entendre que le colonel Kadhafi aurait payé la rançon exigée à l'époque par les ravisseurs de deux délégués suisses du CICR au Liban.

« Aux côtés du Crédit lyonnais »

« Nous étions déjà partenaires des Libyens », indique M. Somers. Dans la constitution de Tamoil Suisse nous nous sommes inspirés, comme pour Tamoil Italie, qui dispose également d'une raffinerie et s'est étendue à plus de deux mille stations-service à travers la péninsule. Aujourd'hui, notre principal partenaire dans Tamoil nous a fait une offre que nous avons jugée intéressante », ajoute le porte-parole de SASEA, se gardant toutefois de révéler le montant de la transaction.

Les comptes annuels de SASEA, bouclés au 30 juin et qui ne seront vraisemblablement pas rendus publics avant novembre, devraient se solder par une perte substantielle. Le chiffre de 100 millions de francs suisses (390 millions de francs français) avancé par certains journaux locaux « ne serait pas loin de la vérité », reconnaît-on, alors que la société se prévalait encore d'un bénéfice de 25 millions de FS lors de l'exercice précédent. Ce recul s'ex-

pliquerait par la crise du Golfe et par des différences de change comptables. De plus, SASEA a été amenée à constituer des provisions pour couvrir certains risques internationaux.

Les responsables de la société assurent que le groupe est en voie d'assainissement. Ainsi, par des ventes d'actifs, la dette de SASEA aurait déjà été réduite de 1,2 milliard de francs suisses à 700 millions, l'objectif demeureur de la ramener à 500 millions pour la fin de l'année et à 200 millions d'ici à la fin 1992.

Pour renflouer ses caisses, la société cherche aussi à se désengager de la Metro Goldwyn Mayer-Filmé Communications aux Etats-Unis (le Monde du 9 août). Le géant américain de l'industrie du cinéma avait été racheté en novembre dernier pour 1,22 milliard de dollars par Media International, groupe dans lequel le financier italien Giancarlo Piretti détient 51 % du capital et la SASEA de M. Fiorini une participation de 42 %. SASEA avait engagé, en outre, 90 millions de dollars de prêts.

Se désengageant subitement des ambitions plus modestes, les responsables de SASEA sont bico obligés d'admettre que, « dans les circonstances actuelles, MGM représente un gros morceau » pour une société comme la leur. Aussi ont-ils « donné mandat » au Crédit lyonnais de vendre leur participation. Après la suspension de la cotation par la Bourse d'Amsterdam des sociétés Media International, Bobel et Cbemotte Unité, qu'ils contrôlent avec M. Fiorini, ils affirment qu'ils n'ont « rien vu » avec celui-ci. « Nous sommes à 100 % avec eux, mais le Crédit lyonnais dans ses démarches de valorisation », précise M. Somers.

JEAN-CLAUDE BUHRER

Troisième exportateur mondial

Le Vietnam doit faire face à une mauvaise récolte de riz

Troisième exportateur mondial de riz cas deux dernières années, le Vietnam devra modérer ses ambitions en 1991, notamment en raison d'une première mauvaise récolte dans le Nord.

HO-CHI-MINH-VILLE

de notre envoyé spécial

Depuis 1989, environ trois cent mille tonnes du riz produit dans le sud du Vietnam sont expédiées chaque année vers le nord du pays occupé et dont la récolte globale est déficitaire de manière chronique. Cette année, le Sud a pris ses dispositions pour pouvoir, s'il le faut, envoyer par bateau sur le Nord jusqu'à 1,5 million de tonnes de riz car la première des trois récoltes annuelles dans le Nord, celle du printemps, a été de 60 % inférieure à la normale.

Des intempéries, notamment un froid plus tenace que d'habitude et des dégâts provoqués par des insectes, expliquent cette chute de la production. Dès avril, une mobilisation est intervenue et le gouvernement a dépêché au Nord plusieurs bateaux chargés de riz pour éviter la disette à une population évaluée à quelque sept millions de gens, sur les vingt-trois millions de la région.

Le recours

à la planche à billets

A Hanoi, le prix du riz a fait plusieurs bonds, passant de 1 350 dong le kilo en janvier à 2 200 dong début juin. Un mois plus tard, en raison de l'intervention du gouvernement, il était redescendu à 1 700 dong le kilo contre, à la même date, 2 000 dong à Ho-Chi-Minh-Ville.

Le prix du riz a aussi augmenté à la suite de la rupture, l'an dernier, des livraisons soviétiques d'engrais et de produits pétroliers à bas prix. En outre, les compagnies d'Etat chargées d'acheter le riz dans le Sud pour ravitailler le Nord n'ont pas toujours les moyens financiers de le faire. Dans ce cas, la planche à billets sert parfois d'ultime recours, ce qui semble s'être produit, lançant la hausse générale des prix. Les agroindustries vietnamiennes ne sont pas trop inquiètes car, disent-ils, la production rizicole globale devrait atteindre les vingt millions de tonnes en 1991. « Dans le delta du Mékong, la production de riz avait été de huit millions de tonnes en 1989. Elle devrait atteindre dix millions de tonnes cette année car la première récolte, celle d'hiver-printemps, a été bonne, celle de juillet-août se présente bien et nous n'avons pas encore de saucis à nous faire pour la troisième en octobre-novembre », estime M. Truong Cong Tin, directeur adjoint de l'Institut de technologie agricole de Ho-Chi-Minh-Ville.

En revanche, après avoir fait en 1989 une entrée en force sur le marché international du riz, dont il est troisième exportateur après la Thaïlande et les Etats-Unis, le Vietnam s'annonce comme un concurrent moins dangereux cette année. Les Vietnamiens espèrent exporter un million de tonnes, alors qu'ils s'étaient fixés pour objectif d'en exporter entre 1,7 million et 2 millions de tonnes. Mais certains négociants étrangers estiment que même la barre du million de tonnes sera difficile à atteindre. Les Thaïlandais se préparent, pour leur part, à une augmentation de leurs exportations (1,8 million de tonnes dans les six mois à venir), une tendance qui a déjà contribué à une hausse du prix du riz sur le marché local.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Ford va construire une camionnette pour Mazda

Ford Motor, deuxième constructeur automobile américain, a annoncé mercredi 7 août qu'il allait construire, à partir de 1993, un nouveau véhicule pour le groupe japonais Mazda. Ce véhicule, une camionnette de type pick-up, sera produit dans l'usine Ford d'Edison dans l'Etat du New Jersey et commercialisé par Mazda aux Etats-Unis. Il s'agit du troisième projet conjoint développé par les deux partenaires. Ford, qui détient 25 % du capital de Mazda, permettra ainsi au constructeur nippon d'accroître ses ventes sur le territoire américain.

Cette nouvelle collaboration avec Mazda constitue un « exemple » d'une stratégie visant « non seulement à rester vivant, mais à réussir dans l'environnement compétitif des années 1990 », a simplement commenté le président de Ford, M. Harold Poling.

Heineken s'installe en Hongrie

Le brasseur néerlandais Heineken vient de prendre une participation majoritaire (50,3 %) dans le capital de la brasserie hongroise Komaroni Sorgyar, jusqu'ici contrôlée par des coopératives et une société pétrolière. Le premier brasseur ouest-européen a racheté une part des actions existantes et a souscrit parallèlement à l'émission de titres nouveaux. Le montant de cet investissement n'a pas été rendu public.

Komaroni détient 4 % du marché hongrois de la bière. A côté de la poursuite de la production des marques locales (350 000 litres par an), Heineken étendra les activités de la brasserie à la production de sa marque Anstel. La bière Heineken continuera d'être importée en Hongrie, comme c'est le cas depuis plusieurs années. Heineken est le troisième grand groupe néerlandais, après Philips et Unilever, à prendre pied en Europe de l'Est.

Le Monde

Edité par le SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaux, gérant
directeur de la publication
Bruno Pappat
directeur de la rédaction
Jacques Guin
directeur de la gestion
Maurice Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amélie
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoint au directeur de la rédaction)
Thomas Fournier
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Daniel Varret
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1968)
Jacques Faure (1968-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-60-26-25
Télécopieur : 40-60-26-98
ADMINISTRATIF :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-60-26-25
Télécopieur : 40-60-30-10

63 % des Japonais sont encore au travail après 18 heures

Les Japonais travailleraient, chaque jour, dix heures et quarante-cinq minutes, soit près de deux heures de plus que les Allemands et les Français. Trois jours après la publication d'une enquête du ministère du travail, l'enquêteur d'une diminution de la durée hebdomadaire d'activité des travailleurs nippons (le Monde du 7 août), une autre étude, publiée jeudi 8 août et réalisée cette fois par Ringo, principal centre syndical de l'archipel, entend remettre les pendules à l'heure : 63 % des Japonais sont encore au travail au-delà de 18 heures, affirme cette enquête, contre 7 % des Allemands et 5 % des Français. Et, quand ces derniers passent chaque jour près de six heures avec leur famille, les Japonais n'y consacrent, eux, que trois heures et vingt minutes.

REPÈRES

COMMERCE EXTÉRIEUR

Déficit des transactions courantes fortement accru au premier semestre

Le déficit de la balance des transactions courantes de la France s'est fortement creusé au cours des six premiers mois de l'année, atteignant 26,5 milliards de francs, en données corrigées des variations saisonnières, contre 18,5 milliards à la même période, l'année précédente. L'essentiel de cette dégradation, annoncée jeudi 8 août par le ministère des finances, s'explique par l'augmentation du déficit commercial, qui a monté à 36,8 milliards de francs (en données brutes) contre 28,2 milliards au cours des six premiers mois de 1990.

En juin, les transactions courantes (qui comprennent les échanges commerciaux, ceux des services et les transferts unilatéraux) ont enregistré un solde négatif de 4,4 milliards de francs, alors que le résultat avait été positif (+1,9 milliard) en mai.

ÉPARGNE

L'épargne-logement attire moins les Français

En 1990, la progression du montant des dépôts sur comptes et plans épargne-logement n'a été que de 1,66 % par rapport à 1989, selon une étude publiée par le ministère de l'économie et des finances lundi 8 août. Ce net ralentissement de l'accroissement du volume des dépôts s'explique par la poursuite de la liquidation des plans autorisés en 1983 et 1984, fort rémunérateurs et

attractifs fiscalement. De même, la progression du nombre des plans et des comptes en 1990 est plus faible qu'au cours des années précédentes (4 % contre 10,66 % en 1989).

L'épargne-logement coûte très cher à l'Etat, qui doit aujourd'hui verser aux épargnants les primes dues au terme de leur période d'épargne. Celles-ci représentent un coût budgétaire de 10 milliards de francs en 1990. Actuellement l'encours des prêts est encore très inférieur à celui des dépôts, mais à terme les banques devront se financer à taux élevés (9 % à 10 %) et prêter à taux bas (6,45 %).

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

46-62-72-67

ÉCONOMIE

Chantages, investissements, protections

Les activités de la pègre nippone s'étendent au monde des affaires

Les deux membres d'un groupe d'extrême droite, armés de pistolets, qui ont fait irruption, jeudi 8 août, au siège de la maison de titres Nomura à Tokyo, avant de se rendre à la police une heure plus tard, appartiennent au Shokunijuku, un des groupes d'extrême droite liés à la pègre (le Monde du 9 août). Le charivari dans les rues ou les actions spectaculaires auxquelles se livrent ces extrémistes n'ont guère à voir avec l'idéologie : ils visent à renforcer la réputation jusqu'au-boutiste du groupe pour rendre plus crédibles des chantages ultérieurs auprès d'entreprises. Le 19 juillet, un autre membre du Shokunijuku avait précipité un camion dans la devanture de la succursale de Nomura, à Akita (nord de l'archipel). Les chantages auprès des entreprises sont l'une des formes de l'extension des activités de la pègre dans le monde des affaires.

TOKYO

de notre correspondant

Le monde des affaires nippon est bien opaque, à en croire du moins non pas, cette fois, des étrangers mais les Japonais eux-mêmes. Personne, décidément, ne semble savoir ce qui s'y passe. Le ministre des finances « ignore », ce qui était de notoriété publique (les dédommagements des gros clients par les maisons de titres). Quant aux entreprises ayant bénéficié de ces largesses indues, elles déclarent aujourd'hui ne pas les avoir demandées ou ignoré les avoir reçues. Les agents de change et les banquiers, dont il s'est avéré qu'ils travaillaient pour des trusards notoires, affirment qu'ils ne les avaient pas pris pour tels, ou, pour les plus célèbres figures du milieu, qu'ils ne les avaient pas reconnus.

Myopie, angélisme ou mauvaise foi ? Ou à la limite des explications. Ce qui est clair, en revanche, c'est que le scandale des dédommagements versés par les maisons de titres se double d'autres affaires révélatrices de la pénétration de certains secteurs économiques par la criminalité organisée. Cette extension d'une zone grise, où l'illégalité et l'illégalité se côtoient et se confondent, aggrave le problème d'éthique des affaires auquel le Japon est confronté (le Monde du 6 août). Sans criminaliser l'ensemble du monde économique nippon — ses accointances avec la pègre restent marginales — la tendance n'en est pas moins préoccupante.

Disposant d'énormes liquidités, la pègre a été partie prenante dans l'économie de casino, alimentée par les spéculations foncière et immobilière. A la faveur de celles-ci, elle a installé ses cantonnements dans le monde des affaires — en parfaite collusion parfois avec certains de ses membres.

Depuis quelques années, les trusards ont diversifié leurs activités traditionnelles (trafic des amphétamines, jeux clandestins et prostitution). De 10 à 20 % du chiffre d'affaires annuel de la pègre, estimé officiellement à 1 300 milliards de yens (61 milliards de francs) — en réalité infiniment plus — proviennent d'activités économiques légales, estime la police.

Comme s'ils tombaient des nues, les hommes d'affaires se repaissent l'entrepreneur sur cassette vidéo de la cérémonie organisée à l'occasion de la retraite de Susumu Ishii, chef jusqu'à octobre dernier du grand syndicat du crime de la région de Tokyo, Inagawa-kai, à laquelle participèrent les principales figures de la pègre nipponne. Sans doute pour les identifier la prochaine fois. Leurs dénégations outragées sonnent d'autant plus faux qu'en Japon les organisations criminelles ont pignon sur rue, sous couvert d'associations d'entraide, et que les gangsters ne cachent en rien leur appartenance.

Des figures connues

Sans demander, aux milieux économiques de lire l'hebdomadaire *Asahi Genda*, spécialisé dans les arts sur le monde des trusards et abondamment illustré, on peut s'étonner que personne n'ait reconnu des figures de la pègre, dont les photos ont été publiées à plusieurs reprises dans la grande presse, ou l'identité de clients ou de partenaires disposant d'autant de liquidités. Ironie de ces « ignorances » : ce sont précisément les opérations réali-

sées par le parrain de la pègre de Tokyo qui sont à l'origine des scandales qui entament la réputation de l'ensemble du monde des affaires nippon.

C'est en enquêtant sur un transfert d'argent de fonds aux États-Unis réalisé par Susumu Ishii et destiné à un investissement (dont il s'avéra que le garant était le frère du président américain, M. Prescott Bush...) que le flic a découvert que Nomura et Nikko Securities avaient pour client l'un des « parrains » de la pègre. Ces brokers faisaient fructifier ses fonds au point d'avoir vraisemblablement manipulé les cours des actions du groupe des chemins de fer Tokyo pour lui faire réaliser de solides profits. Question actuellement examinée à la Diète. Au fil de l'enquête se confirma en outre que les maisons de titres pratiquaient allégrement les dédommagements de leurs gros clients.

De manière significative, on retrouve, dans le même panier, que le trusard, des maisons de titres respectables mais aussi des affiliés qui le sont moins ayant dans leur ombre des politiciens de premier plan. En octobre 1989, sous couvert d'achat de droits d'entrée dans un club de golf appartenant à la filiale de Nomura et de Nikko Securities, le constructeur Aoki (connu pour financer l'ex-premier ministre Takeshita) et le spéculateur sauvage Mitsubiro Kotani, arrêté pour extorsion, et bailleur de fonds de l'ex-président Nakasone, finançaient une affaire de milliards de yens. Avec cette somme, celui-ci a acquis 2 % des actions de la compagnie des chemins de fer Tokyo qui, manipulant, ont soudainement grimpé. Utilisant ces actions comme garantie, Ishii a obtenu plusieurs centaines de millions de yens de des entreprises financières dépendant des deux brokers.

Les banques n'ont pas eu plus d'état d'âme que les maisons de titres. Ainsi, Nippon Credit Bank finançaient la construction d'un centre aujourd'hui d'un scandale de faux certificats de crédit (Fuji et Kyowa), travaillaient aussi, selon toute évidence, pour la pègre. Ce sont d'ailleurs trois filiales de la Fuji qui ont consenti des prêts pour 3 milliards de yens à des entreprises appartenant au grand syndicat du crime du Kansai (région de Kobe-Osaka), le Yamaguchi-gumi.

Du show-biz aux arbitrages

La pègre japonaise a certes toujours été présente dans certains secteurs économiques. Au lendemain de la guerre, elle contrôlait la main-d'œuvre journalière sur les docks de Kobe ou Yokohama. Elle intervenait aussi dans l'industrie du spectacle. La mécanisation des activités de fret et les scandales divers provoqués par les maisons de titres ont poussé la pègre à diversifier ses activités.

Partie prenante dans la spéculation foncière (soit comme hommes de main de promoteurs cherchant à déloger des propriétaires récalcitrants, soit sous couvert d'entreprises de construction), les trusards devinrent aussi actifs dans la récupération des prêts consentis par les usuriers, mais néanmoins légaux (*sarakin*). La pègre étendit en outre sa « médiation » aux arbitrages divers (accidents de la circulation, liquidation de sociétés en faillite) et à certaines transactions commerciales ou boursières (achetant par exemple des actions d'une société puis démontrant à la direction de celle-ci de solides dédommagements pour se retirer). Les deux grands syndicats du crime de la région de Tokyo, Inagawa-kai et Samiyoshi Rengo, furent des pionniers dans ce domaine. Inagawa-kai contrôle ainsi plusieurs sociétés spécialisées dans les opérations boursières et immobilières.

Les trusards ont systématisé également leurs chantages auprès des entreprises par le biais de pseudo-associations (de consommateurs par exemple), d'organisations de défense des minorités discriminées (*burekumai*) ou de mouvements politiques fascistes.

Autre biais par lequel la pègre infiltre les milieux d'affaires : les maîtres chanteurs des assemblées générales d'actionnaires (*sokaiya*) (1). La réforme du code du commerce de 1982 a réduit le nombre des *sokaiya* mais elle a contribué aussi à les « gangstériser » davantage. Un dixième des 1 307 *sokaiya* sont liés à la pègre. Selon l'avocat Seiji Ishida, les *sokaiya* constituent l'un des moyens les plus efficaces pour pénétrer le monde des affaires. Ils ne disparaîtront que le jour où les entreprises cessent de chercher à écarter leurs problèmes internes à leurs

actionnaires. Ce qui ne semble pas être pour demain.

Selon une enquête de la police, un tiers des sociétés anonymes nipponnes sont en cherté avec des *sokaiya*. En avril dernier, l'un des plus puissants *sokaiya* de Tokyo, Sango Mihara, recevait au cours d'un banquet une soixantaine de figures éminentes du monde des affaires.

Enfin, avec la flambée spéculative de ces dernières années, la pègre a épaulé, par l'entremise de sociétés écrans, de grands *raiders* du marché boursier.

Une nouvelle race de trusards

C'est ainsi qu'est apparue une nouvelle race de trusards : les « jeunes frères des entreprises » (*shōji kyō*). Le Yamaguchi-gumi, le premier syndicat du crime du Japon (25 000 membres), a désormais sous son emprise une centaine d'entreprises dans la région d'Osaka.

Ce renforcement du rôle de parasitisme socio-économique de la pègre tient à plusieurs facteurs. N'ayant pas été en conflit ouvert avec l'État, comme c'est le cas de la Mafia sicilienne, et mettant peu en péril la vie des citoyens, la pègre nipponne demeure intégrée au corps social (notamment par le biais de liens avec le monde politique). Elle régit sur une zone grise de la société, contribuant par ses arbitrages en coulisse au fonctionnement global du système politico-économique.

La prospérité du Japon, une économie en pleine expansion et l'énorme quantité de liquidités en circulation, conjuguées à l'amoralisme d'une nouvelle génération de bascuers d'affaires taconnés par la concurrence, ont favorisé le rôle de médiateur social de la pègre. Les trusards profitent en outre de la réticence des Japonais à avoir recours à la justice. Traditionnellement, le compromis, l'accord à l'amiable est préféré au procès. « Avocat de la rue », médiateur des affaires, le trusard nippon est devenu ainsi un rouage de la « philosophie » prédatrice qui s'est fait jour dans le monde des affaires.

La complexité latente d'une partie du monde économique a étendu cette zone trouble à la lisière de l'illégalité et a accru la frange de la population constituée par une clientèle potentielle et occasionnelle de la pègre. Sans faire partie du milieu ce sont des personnes qu'en Italie on dirait en « odeur de Mafia », dont le rôle consiste essentiellement à faciliter, moyennant avantages, la communication entre la société légale et le milieu. Les criminologues japonais notent que lorsque les traditions vacillent, ce qui est le cas dans la pègre nipponne, le nombre de ces « banquiers » augmente.

Au début des années 90, la pègre nipponne est devenue un fournisseur de services antisociaux (avec infatigabilité et violence à la clé) répondant à une demande de segments de la société peu scrupuleux ou désireux de pallier les lenteurs bureaucratiques dans leur course au profit. Autrefois, la pègre faisait éventuellement chanter les milieux d'affaires. Aujourd'hui, « les relations ne sont plus à sens unique et dans certains cas ce sont les hommes d'affaires qui approchent les trusards », constate-t-on à la police.

Cette collusion de segments de la société légale et du crime organisé paraît suffisamment alarmante pour que les autorités aient décidé d'y mettre un frein. Une nouvelle loi sur la répression du grand banditisme entrera en vigueur au printemps 1992. Elle devrait permettre à la police d'attaquer à l'origine des ressources des gangsters et notamment de surveiller les entreprises qu'ils contrôlent. Une échéance qui a néanmoins poussé la pègre à accélérer sa pénétration des activités légales afin de tourner préventivement ces nouvelles dispositions.

PHILIPPE PONS

(1) Les *sokaiya* étaient depuis la diffusion des titres dans le public, à la fin du dix-neuvième siècle. Détenus des actions dans un grand nombre de sociétés, les *sokaiya* proposaient, moyennant rétribution, aux dirigeants de contrôler le déroulement des assemblées et de faire passer les résolutions qu'ils souhaitaient (bloquant par exemple les débats, dont la durée est limitée, pour éviter que soient abordées des questions gênantes). Ils pouvaient se servir aussi en matière d'entraide menaçant de divulguer en assemblée certaines informations.

COMMUNICATION

Rappelant la multiplicité de ses réalisations

Syndicats et élus protestent contre la suppression du centre de production FR 3 de Limoges

UNOGES

de notre correspondant

Questionné récemment par les élus socialistes du Limousin, M. Georges Kéjzman, ministre délégué à la communication, a confirmé la suppression du centre de production de FR 3 de Limoges. « Il n'est pas apparu possible, dans le cadre du plan régional, mais indispensable de la filière-production, de préserver l'existence de ce centre, dont les moyens n'étaient plus consensuels qu'à la réalisation de « Samy, namite » (NDLR : l'émission jeunesse qui a succédé voici quelques années à « Disney Channel »). Le marché régional est en effet beaucoup trop faible pour justifier le maintien d'un centre de production de plein exercice ».

La région Limousin-Poitou-Charentes gardera donc ses bureaux régionaux d'information, mais la production sera transférée à un « pôle interrégional », probablement Toulouse. Les syndicats de la station régionale s'opposent aux arguments motivant cette décision. Selon la CFDT, le transfert de la production de « Samy, namite » à Nancy n'est pas dû à un souci d'économie mais à des « amitiés ministérielles » qu'enrichissent M. Jack Lang, ministre de la culture, avec la station lor-

raine. En fait, la production régionale de Limoges ne s'arrête pas à cette réalisation. Depuis cinq ans, deux productions de FR 3 Limousin-Poitou-Charentes ont obtenu le Grand Prix national du patrimoine décerné par le ministère de la culture. L'une (« Histoires d'un crime ») sous M. François Léotard, l'autre (« Oradour ») sous M. Jack Lang.

Subventions régionales

Le 8 mai dernier, c'est le service production de Limoges qui a géré et coordonné les vingt-quatre heures non-stop réalisées par FR 3 sur la libération. La série sur « La Bataille de l'Atlantique », diffusée sur la chaîne nationale il y a trois ans, avait aussi été réalisée par Limoges.

Les syndicats de cette station estiment donc fallacieux l'argument du « marché régional trop faible », alors que la mission assignée aux centres de production régionaux est d'enrichir les programmes nationaux. Selon la CFDT, le centre de production de Limoges a actuellement en commande onze fictions de vingt-six minutes, dont le syndicat demande si « la direction nationale va interdire de les réaliser ». Il estime en outre que 60 postes sur 130 pourraient être supprimés au centre

de production de la capitale limousine. Pour leur part, les élus régionaux ont un autre motif de colère : ils ont contribué à la vie de la production régionale par des coproductions ou par l'acquisition d'un matériel lourd — comme celui d'un car « bicam », un coût de 800 000 francs, — qui a largement servi à la diffusion nationale de grands événements (le basket à Limoges, le festival de la BD d'Angoulême, les Francofolies de La Rochelle, etc.) et qui était prêt pour la station à ses homologues. Le président du conseil régional, M. Robert Savy, doit rencontrer d'ici à la fin août les dirigeants et responsables nationaux de la chaîne.

GEORGES CHATAIN

LETO						
19H35						
3	17	21	27	34	42	33
100						

PARIS

Cours relevés à 10 h 19

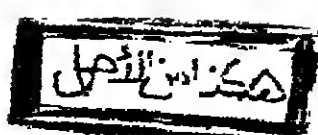
6-15

SICAV (sélection)8/8

Renseignements :
46-62-72-67

Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demande - e : prix exceptionnel - p : prix normal



RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◊ film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 9 août

- TF 1**
- 20.40 Jaux : Intervilles 91. Margnane - Bourg-en-Bresse.
- 22.40 Documentaire : La Guerre du Golfe, un an déjà.
- 23.55 Sport : Boxe. Bénécheu (France)-Boudiglier.
- 1.00 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 20.45 Jeu : Les Clefs de Fort Boyard.
- 21.55 Série : Paléca.
- 22.50 Cinéma : Adorable menteuse. ■■ Film français de Michel Deville (1991).
- 0.35 Magazine : Les Arts au soleil.
- 0.40 Journal et Météo.
- FR 3**
- 20.45 Magazine : Thalassa. Bora-Bora.
- 21.40 Feuilleton : Joseph Conrad (9-ép.).
- 22.35 Journal et Météo.
- 22.55 Traverses. L'Univers intérieur, voyage à l'intérieur du corps humain. 2. Une pompe souple : le cœur.
- 23.40 Magazine : Musicales.
- CANAL PLUS**
- En clair jusqu'à 20.30
- 20.00 Sport : Football. Cinquième journée du championnat de France : Marseille-SG.
- 22.40 Flash d'informations.
- 22.45 Magazine : Exploits.
- 23.00 Cinéma : Le Lion du désert. ■ Film américain de Mustapha Akkad (1979).
- LA 5**
- 20.35 Sport : Formule 1. Grand Prix de Hongrie.
- 20.45 Météo.
- 21.00 Série : Arabesque. Meurtre avant le combat.
- 22.20 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks.
- 23.15 Documentaire du monde : Mises URSS.

- 0.15 Journal de la nuit.
- 0.25 Demain se décide aujourd'hui. Marcello Mastroianni, comédien.
- M 6**
- 20.35 Série : Le Saint. Faux numéro.
- 22.20 Série : Equalizer.
- 23.10 Magazine : Vénus.
- 23.35 Capital.
- 23.45 Six minutes d'informations.
- 23.50 Documentaire : Succès. La Vie de château (rediff.).
- 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 20.45 Documentaire : Eugène Delacroix.
- 21.00 Téléfilm : Combat singulier.
- 22.30 Feuilleton : Diadorim.
- FRANCE-CULTURE**
- 21.00 Les Rencontres de Pétrarque. Repenser la Méditerranée. La guerre ou la paix ? Débat avec Assia Djebar, romancière ; Paolo Fabiani, philosophe ; André Migon, professeur au Collège de France ; Gilles Martinet, journaliste ; Javier Valenzuela ; Stéphane Zaghib, journaliste.
- 22.40 Musique : Nocturne.
- 0.05 De jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Discothèque privée. Marguerite Duras.
- 21.30 Avant-concert.
- 22.00 Concert (donné à Dresde le 5 juin) : Psaume 111, de Nannmann, par le Singkaderndi Dresden Cappella Segittaria, dir. : Christian Haasch.
- 0.07 Nuits chaudes.

- TF 1**
- 13.45 Le Une est à vous. A 13.50, Max Houston ; à 14.45, Commissaire Moulin.
- 16.15 Tiroc.
- 16.25 Le Une est à vous (suite).
- 18.00 Magazine : Trente millions d'amis. La ferme d'ami : La Météo ; La consigne de l'été ; L'absence de vacances de Junior.
- 18.30 Jeu : Une famille en or.
- 19.00 Série : Marc et Sophie.
- 19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.55 Tiroc du Loto.
- 20.00 Journal, Tiroc et Loto.
- 20.40 Divertissement : Fou rire.
- 22.15 Série : Paparoff.
- 23.35 Formule sport. Football : championnes de France (5-journée) ; Volige aérienne : Boxe : catégorie super-moyens ; Frank Necoira (France)-Hector Tito (Eats-Unis), à Digne.
- 0.30 Journal et Météo.
- A 2**
- 13.35 Documentaire : La Planète de l'aventure. Magazine : Animalia. Dans les coulisses de la faune française.
- 14.50 Magazine : Sport passion. Rugby : Australie-Nouvelle-Zélande, 2e match.
- 16.40 Série : Miss Manager.
- 17.30 Série : Fleur bleue.
- 18.25 Jeu : Le Chevalier du labyrinthe.
- 18.50 Série : L'homme qui tombe à pic.
- 19.35 Série : La Baby-sitter.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Téléfilm : La Main de l'assassin. Sherlock Holmes face au diabolique professeur Moriarty. ► Solère spéciale : La Nuit des étoiles filantes. En direct du Théâtre de la Plaine Lune à Gargoubes (Mauricie).
- 0.15 Magazine : Les Arts au soleil.

- 0.25 Journal et Météo.
- 0.40 La Nuit des étoiles filantes (suite).
- FR 3**
- 14.00 Magazine : Rencontres spécial été. Le Sport, facteur de l'intégration. Racines : Y a-t-il un Français sur le terrain ? de José Viera.
- De 15.00 à 19.00 La Sept
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- De 20.00 à 0.00 La Sept
- 0.00 Série : Lola et quelques autres.
- CANAL PLUS**
- 13.30 Téléfilm : Le Meurtre de Mary Phagan. 12-para.
- 15.25 Jeu : V.O.
- 16.00 Documentaire : Ceci n'est pas un objet surréaliste. Clark-Spencer.
- 17.05 Sport : Snooker.
- 18.00 Canaille peluche.
- 19.05 Documentaire : Les Affamés...
- En clair jusqu'à 20.30
- 19.30 Flash d'informations.
- 20.30 Top 50.
- 20.30 Téléfilm : La Bataille de Santa-Fe. Deux familles rivales dans la Bataille de 1850.
- 22.20 Documentaire : La Loi du tigre.
- 23.15 Flash d'informations.
- 23.25 Cinéma : Le Ombre Commandement. O. Film américain de Paul Leder (1988).
- 0.55 Sport : Golf. Troisième journée de l'USPGA à Crooked Stick.
- 2.25 Cinéma : La Croisière rose. Film français classé X, de René Tranter (1980). Avec Albert Camus, France Lomay, Elodie.
- LA 5**
- 13.20 Sport : Formule 1. Essais du Grand Prix de Hongrie.

- 14.05 Magazine : Intégral. Spécial Salon du 2x4 à Val d'Isère. Formule 1 : les derniers préparatifs du Grand Prix de Hongrie.
- 14.50 Série : Superkid.
- 15.15 Série : Lou Grant.
- 16.05 Série : Soko.
- 16.55 Série : Deux filles à Miami.
- 17.45 Série : La Loi de Los Angeles.
- 18.35 Divertissement : Rires parade.
- 19.05 Série : V.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.45 ► Série : Un privé nommé Stryker. Mourir de rire.
- 22.30 Divertissement : Grain de folie.
- 0.20 Journal de la nuit.
- 0.30 Magazine : Intégral (rediff.).
- M 6**
- 13.50 Série : Supercopier.
- 14.40 Série : Laramie.
- 15.30 Série : Les Espions.
- 16.20 Jeu : Hit hit hit hounra !
- 16.25 Série : Vic Daniels, flic à Los Angeles.
- 16.50 Série : Vegas.
- 17.40 Série : L'Homme de fer.
- 18.30 Série : Les Têtes brûlées.
- 19.20 Magazine : Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Papa Schultz.
- 20.35 Téléfilm : L'école. Une fête de fin d'année pleine de surprises.
- 22.15 Téléfilm : La Faute. A la suite d'une erreur de diagnostic, un médecin se retrouve mis au ban de la société.
- 23.35 Six minutes d'informations.
- 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 13.15 Feuilleton : Diadorim.
- 15.00 Documentaire : Maestro. Montevideo.
- 15.00 Documentaire : Le Corps à l'ouvrage.
- 16.50 Cinéma d'animation : Images...

- 17.00 Documentaire : Contes et Légendes du Louvre.
- 17.15 Danse : La Berque sacrée. Chorégraphie de Carolyn Carlson.
- 18.00 Mégamix.
- 19.00 Documentaire : L'Arrière-Pays.
- 19.45 Documentaire : Eugène Delacroix, l'ange et le barbare.
- 20.00 Histoire parallèle.
- 21.00 Documentaire : Les Temps du pouvoir.
- 22.30 Les Dessous des cartes.
- 22.40 Soir 3.
- 22.55 Jazz Memories : Louis Armstrong.
- 0.00 Opéra : La Ring. De Richard Wagner. 2. La Walkyrie.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.00 Le Bon Plaisir de... André Putnam (rediff.).
- 22.35 Musique : Nocturne. Festival de Radio-France et de Montpellier. Musique en pays d'Oc et d'Occ.
- 0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.05 Mémoire du chef d'orchestre.
- 21.30 Concert (donné le 29 mai lors du Festival de Vienne) : Symphonie n° 1 en ut majeur op. 61, de Beethoven ; Concerto pour piano et orchestre en mi bémol majeur K 482, de Mozart ; Symphonie n° 103 en mi bémol majeur de Haydn par l'Orchestre symphonique de Vienne, dir. Nikolaus Harnoncourt ; sol : Rudolf Buchbinder, piano.
- 23.05 Miroir des mots. La Nuit des rêves. Œuvres de Boccherini, Schubert, Berlioz, Schütz, Locatelli, Schoenberg, Chopin, Dutilleul.

Dimanche 11 août

- TF 1**
- 13.15 Série : Hooker.
- 14.05 Série : Rick Hunter. Inspecteur choc.
- 14.55 Série : Commissaire Moulin. Dix-neuf.
- 16.25 Magazine : Téléfoot. Championnat de France : 5-journée (résumé) : à 18.35, Loto sportif.
- 18.45 Série : Agence tous risques.
- 19.30 Divertissement : Vidéo gag.
- 20.00 Journal, Tiroc, Météo et Tapis vert.
- 20.40 Cinéma : Série : L'homme qui tombe à pic. Film français de Jean-Loup Hubert (1991). Avec Isabelle Adjani, Thierry Lhermitte, Michel-Anne Chazot.
- 22.20 Magazine : Cinq dimanche.
- 22.25 Cinéma : Série : Les Croisés. Film français de Claude Lelouch (1983). Avec Evelyne Bouix, Marcel Cerdan Jr. France Huet.
- 1.05 Journal et Météo.
- A 2**
- 13.20 Divertissement : Rire A 2.
- 14.20 Série : Mac Giver.
- 15.05 Série : Série : Les Croisés.
- 16.00 Feuilleton : Le Clan. De Claude Berma (11-ép.).
- 17.25 Des trains pas comme les autres. Turquie : Trans-Europe-Asie.
- 18.20 Magazine : Stade 2. Athlétisme : Vols ; Football : Automobile ; Rugby : Cyclisme ; Ski nautique ; Résultats de la semaine ; Volige aérienne ; Volley-ball.
- 19.30 Série : Les Craquantes.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Série : Taggart.
- 22.25 Série : Sœurs froides. Louis-Charles mon amour, de Régis Wagner, avec Michel Piccoli, Martine Keller ; Coup de pouce, de Josée Dayan, avec Pauline Lafont, Stéphane Ferrara ; A force, force et demi, d'Arnaud Sélignac, avec Rufus, Fabienne Babe.
- 23.35 Magazine : Les Arts au soleil.
- 23.40 Journal et Météo.
- 0.00 Concert : Berlioz, Beethoven.

- FR 3**
- 13.30 ► Magazine : Musicales. Une histoire de l'orgue. 4 et fin. Les Temps modernes.
- 14.30 Magazine : Sports 3 dimanche. Villes ouvertes : Berlin (le sport) ; Ski nautique ; Zig-Zag (spécial escalade) ; Set et meurtre.
- 17.30 Magazine : Montagne. L'Épave Valot, de Claude Francillon.
- 18.00 Amuse 3 vacances.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- 20.05 Série : Benny Hill.
- 20.40 ► Villes ouvertes : Berlin. Thème : Divertissements. Balade nocturne dans le capital rétro.
- 22.00 Magazine : Le Divan. Invité : Jean Rouch, cinéaste, ethnologue. Les confessions d'un maître d'échecs.
- 22.20 Journal et Météo.
- 22.40 Cinéma : Les Adolescents. ■■ Film franco-italien d'Alberto Lattuada (1958). Avec Catherine Spaak, Christian Marquand, Jean Sorel (v.o.).
- 0.10 Musique : Carnet de notes. Invitation au voyage, de Duparc.
- CANAL PLUS**
- 13.30 Décode pas Bunny. Les Fables géométriques. La Cigale et la Fourmi.
- 14.35 Documentaire : La Pêche à la cuillère.
- 15.00 Téléfilm : Angoisse sur la ville.
- 16.45 Sport : Pétanque. Première demi-finale du Trophée Canal +.
- 17.30 Téléfilm : Double Jeu. Dans la série « Coup de foudre ».
- 18.00 Cinéma : Le Facteur de Saint-Tropez. ■■ Film français de Richard Balducci (1985). Avec Paul Préboist, Henri Genès, Manuel Gelin.
- En clair jusqu'à 20.30
- 19.25 Flash d'informations.
- 19.35 Les Superstars du catch.
- 20.30 Cinéma : Another Country. ■■ Film britannique de Mark Carnie (1983). Avec Rupert Everett, Colin Firth, Michael Jann.

- 21.55 Flash d'informations.
- 22.00 Sport : Corrida. Une corrida espagnole.
- 23.35 Sport : Golf. Quatrième journée de l'USPGA à Crooked Stick.
- 1.35 Cinéma : Premières Armes. ■■ Film français de René Whippel (1949). Avec Paul Frankeur, Julien Carette, Guy Decombes.
- LA 5**
- 13.20 Magazine : Le Club F1. A 14.00, transmission en direct du Grand Prix de Hongrie.
- 18.20 Tiroc à Deauville.
- 18.50 Divertissement : Spécial drôles d'histoires.
- 17.25 Magazine : Kergo. Alexandra David-Néel, écrivain, orientaliste et exploratrice (rediff.).
- 18.20 Série : La Loi de Los Angeles.
- 19.10 Série : V.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.45 Cinéma : Signé Lassiter. ■■ Film américain de Roger Young (1968). Avec Tom Selleck, Jane Seymour, Lauren Hutton.
- 22.35 Magazine : Nomades. Thal. Trek : L'Homme et l'Ours. Au fil de l'eau : Le Photographe baroudeur : La Fête d'Onam.
- 23.30 Magazine : Top chrono. Les meilleurs moments du Grand Prix de formule 1 de Hongrie.
- 0.20 Journal de la nuit.
- M 6**
- 13.50 Série : O'Hara.
- 14.40 Série : Laredo.
- 15.30 Jeu : Hit hit hit hounra !
- 16.40 Série : Poigne de fer et séduction.
- 17.00 Série : Vic Daniels, flic à Los Angeles.
- 17.20 Série : L'Homme de fer.
- 18.10 Série : Supercopier.
- 19.00 Série : Les Routes du paradis.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Papa Schultz.
- 20.30 Magazine : Sport 6 (et à 0.05).
- 20.40 Téléfilm : Pêche d'innocence. O'Hara. Allan Salzman, avec Bill Bixby, Dermot Mulroney.

- Quand une cohabitation difficile se transforme en histoire d'amour.
- 22.15 Météo des plages.
- 22.20 Informations : M 6 express.
- 22.25 Capital.
- 22.35 Téléfilm : Trouble jeu. Une étrange partie d'échecs.
- 0.00 Six minutes d'informations.
- 0.10 Boulevard des clips.
- 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 16.30 Documentaire : Barry Flanagan.
- 17.30 Téléfilm : Combat singulier.
- 19.00 Documentaire : Chroniques de France. 04230 (Alpes-de-Haute-Provence).
- 20.00 Documentaire : Les Aventuriers de l'esprit. 2. Guy Delury.
- 20.30 Théâtre : Dans la solitude des champs de coton. Pièce de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Patrice Chéreau, avec Patrice Chéreau, Laurent Malet.
- 21.50 Documentaire : Les Grands Écrivains. Virginia Woolf, Marcel Proust.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.00 Le Bon Plaisir de... André Putnam (rediff.).
- 22.35 Musique : Nocturne. Festival de Radio-France et de Montpellier. Musique en pays d'Oc et d'Occ.
- 0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.05 Mémoire du chef d'orchestre.
- 21.30 Concert (donné le 29 mai lors du Festival de Vienne) : Symphonie n° 1 en ut majeur op. 61, de Beethoven ; Concerto pour piano et orchestre en mi bémol majeur K 482, de Mozart ; Symphonie n° 103 en mi bémol majeur de Haydn par l'Orchestre symphonique de Vienne, dir. Nikolaus Harnoncourt ; sol : Rudolf Buchbinder, piano.
- 23.05 Miroir des mots. La Nuit des rêves. Œuvres de Boccherini, Schubert, Berlioz, Schütz, Locatelli, Schoenberg, Chopin, Dutilleul.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.808 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des locataires du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Françoise Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue de la Colonne-Pierre-Avis 75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-42-72-73
Tél. : 46-42-72-73
Tél. : 46-42-72-73 - Société filiale de Journal Le Monde et Édition France SA

Imprimerie du Monde : 12, rue de Valenciennes 75001 PARIS CEDEX 15
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE, BELGIQUE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS	AUTRES PAYS (Valeurs normales-CEE)
3 mois	460 F	572 F	798 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT
PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Pays : _____

Localité : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Ancien ministre de M. Rocard

M. Evin va tenter de reprendre son siège de député

Le Journal officiel annonce, vendredi 9 août, la démission de son mandat de député de la Loire-Atlantique de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (PS), entrée à l'Assemblée nationale en juillet 1988 na tant que suppléante de M. Claude Evin, nommé ministre des affaires sociales et de la solidarité dans le gouvernement de M. Michel Rocard. Cette démission entraîne une élection législative partielle, probablement en septembre, qui va permettre à l'ancien ministre rocardien de tenter de reconquérir son siège dans la huitième circonscription de la Loire-Atlantique.

M. Evin avait été réélu député, au second tour des élections législatives le 12 juin 1988, avec 67,28 % des suffrages exprimés, dans cette circonscription où M. François Mitterrand avait obtenu 66,29 % des voix au second tour de l'élection présidentielle, le 8 mai précédent.

L'ESSENTIEL

VOYAGE AVEC COLOMB

11. L'île étrangère... 2

ÉTRANGER

Maquisards kurdes

Poursuite des bombardements... 4

Un nouveau premier ministre à Madagascar

La nomination de M. Razanamasy... 5

Changement de gouvernement au Vietnam

M. Vo Van Kiet succède à M. Do Muoi... 5

SOCIÉTÉ

Éviter le christianisme d'Auschwitz

Un point de vue de Jean Kahn... 7

CULTURE

Nicolas de Staël à la fondation Maeght

Une rétrospective de l'œuvre... 8

SANS VISA

Téhéran : sous la banlieue, l'histoire... 9 à 12

ÉCONOMIE

Le déficit budgétaire pour 1991

Les dépenses fiscales de 1990... 14

Les difficultés de la SASEA

Le groupe de M. Fiorini veut se désengager... 14

COMMUNICATION

Le Limousin veut garder ses images

Syndicats et élus contestent la réorganisation de FR 3-Limousin... 15

Services

Abonnements... 19

Annonces classées... 15

Carnet... 18

Jeux... 12

Loto et Loterie... 15

Marchés financiers... 16

Météorologie... 18

Philatélie... 18

Radio-Télévision... 19

Spectacles... 13

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Le numéro du "Monde" daté 8 août 1991 a été tiré à 465 254 exemplaires.

Avec l'aide des inspections générales des finances et des affaires sociales

Le gouvernement entend rationaliser la gestion des activités de la transfusion sanguine

A la demande de MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, et Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, l'inspection générale des finances va procéder à un « audit stratégique » des centres français de fractionnement du plasma sanguin. Plus généralement, cette inspection est chargée d'analyser les comptes et la gestion de l'ensemble des activités transfusionnelles françaises. L'IGAS (inspection générale des affaires sociales) doit faire, de son côté, un rapport sur la tarification des produits sanguins. Il s'agit, à l'approche du marché unique européen, de rationaliser la gestion de ces activités en pleine mutation.

Les décisions prises par MM. Bérégovoy et Durieux ne sont pas la conséquence directe des affaires qui, avec la contamination par le virus du sida des hépatites et des maladies transfusées, secouent, depuis plusieurs années le monde transfusionnel. Mais elles ne peuvent en être totalement dissociées. Les pouvoirs publics ont pris conscience, à cette occasion, des problèmes soulevés par le développement des activités transfusionnelles françaises. Ce monde très technique doit aujourd'hui faire face à deux difficultés.

La première tient à la profonde mutation de ce secteur, de plus en plus touché par l'évolution des biotechnologies et par la nécessité de prévenir tous les risques thérapeutiques tenant à l'utilisation du sang. Le sida, après les hépatites virales B, non-A et non-B, a brutalement accéléré ce processus. La seconde résulte de l'approche du grand marché européen, qui verra

s'opposer deux systèmes : l'un où, comme en France, les donneurs de sang sont bénévoles ; l'autre où ils sont rémunérés, ce qui, paradoxalement, peut conduire à des produits dérivés du sang d'un coût moins élevé.

L'éthique française saura-t-elle résister à une telle confrontation ? Autoriserait-on, par exemple, les groupes étrangers à s'implanter en France (comme le groupe autrichien Immuno, qui souhaitait, il y a peu, acquérir un site à Bordeaux) en rémunérant les donneurs ? Les donneurs bénévoles français accepteraient-ils que des dérivés de leur sang fassent l'objet d'une compétition commerciale à l'échelon européen ?

Après avoir longtemps laissé les initiatives médicales transfusionnelles se développer et se diversifier comme elles le souhaitaient, les autorités de tutelle entendent voir un peu plus clair dans un monde complexe où les centres de décision sont multiples et difficilement contrôlables.

L'hypothèse d'une réduction des capacités

Dans leur note à l'inspection générale des finances, MM. Bérégovoy et Durieux expliquent ainsi : « Les centres de transfusion sanguine se sont vu confier le monopole de la collecte de sang et de plasma, des contrôles biologiques, de la préparation et de la distribution des produits sanguins. Sept d'entre eux ont en outre été habilités à fractionner le plasma et, ensemble, ils ont réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 2,6 milliards de francs. Ils emploient environ trois mille personnes. Cependant, leur situation actuelle et leur fonctionnement dans l'avenir suscitent des interrogations. En effet, confrontés aux évolutions industrielles et techniques, certains centres se sont engagés dans un plan d'investissements ambitieux et il

semble que leurs capacités de production soient désormais supérieures aux ressources en plasma procurées par la collecte de sang. En outre, la constitution du marché unique et les dispositions de la directive européenne du 14 juin 1989, relative aux médicaments dérivés du sang ou du plasma humain, vont introduire de nouvelles règles de concurrence et d'échanges communautaires.

Cette mission devra se fonder sur une évaluation des structures existantes et du potentiel économique du secteur pour définir la stratégie à mettre en œuvre. Elle devra aussi tenir compte des principes éthiques sur lesquels se fonde le système français de la transfusion sanguine. « Il conviendra en particulier, soulignent les deux ministres, d'examiner l'hypothèse d'une réduction des capacités de production non rentables, l'opportunité d'une coordination renforcée entre les centres de définition des axes de recherche et de développement du fractionnement français et les questions soulevées par le suivi du contrôle de qualité des produits. »

D'autre part, dans une note destinée au chef de service de l'inspection générale des finances, M. Bérégovoy explique qu'une mission a été demandée à cette dernière conjointement par la Fondation nationale de transfusion sanguine, le directeur général par intérim du Centre national de transfusion sanguine et par les dirigeants exécutifs de la Fondation et des structures affiliées pour analyser les comptes et la gestion de l'ensemble des activités transfusionnelles industrielles et de diversification de la Fondation nationale de la transfusion sanguine. Parallèlement, un rapport a été demandé à l'inspection générale des affaires sociales sur la future tarification des produits dérivés du sang.

JEAN-YVES NYU

Dans le Pas-de-Calais

Les « possédés » d'Halinghen

de notre envoyé spécial

Pour une fois, il est le bienvenu. Le vent du Nord, qui torture continuellement les arbres des collines du Boulonnais, couvre les murs de la place du village. Car Halinghen refuse d'avoir l'air d'un quartier d'enterrement, en cette après-midi du 8 août, dont il a été dans les règles, et même l'abbé a reçu l'ordre de ne pas évoquer l'affaire.

Halinghen ne veut pas savoir pourquoi la famille Confère s'est sentie tout à coup possédée par le démon. Pourquoi, le 31 juillet, elle n'a pas assez vu le Christ descendant de la croix et d'entendre des voix divines lui ordonnant de se purifier. Le père, la mère, leurs deux filles de dix et dix-sept ans, se sont alors enfermées dans leur maison, en compagnie d'une sœur de Christiana Confère. Pendant deux heures, ils ont essayé de noyer le démon dans l'eau minérale, en tournant autour d'un aseau rempli de matière fécale. Lorsque les asecours sont arrivés, plus de quarante bouteilles jonchaient le sol. Les cinq participants avaient sombré dans le coma, après avoir ingurgité plus de sept litres d'eau chacun. Trois jours plus tard, Christiana Confère, quarante ans, a été décelée à l'hôpital de Boulogne-sur-Mer, des suites d'un œdème cérébral, qui avait paralysé le système respiratoire.

Dans le village, personne ne souhaite non plus se souvenir de ce mytérieux vendeur de parfums, qui écumait la région en se proclamant médium. A Samer, dans la plaine, où l'on bricole volontiers sur les gens d'en-haut, sa visite a pourtant laissé des traces. « Il a été arrêté ici, sa réputation pompiste, et il m'a proposé des parfums orientaux. Il avait l'air d'un étranger. » A Samer, le bruit court même que les flacons contenaient des senteurs bizarres. Vers la mi-juillet, le représentant rend visite aux Confère. Rendez-vous est

pris pour une « réunion-parfums » où l'on parlera aussi de spiritualité. C'est l'annulation de cette séance qui paraît avoir déclenché le drame des Confère. Commentant alors quatre jours d'errance encochée, la famille, persuadée d'avoir été envoûtée, se rend dans plusieurs églises de la région et dans une institution religieuse. Les Confère passent une nuit sur la plage, une partie de leurs journées dans les bois voisins d'Halinghen. « Tout se passait, comme s'ils avaient peur de rentrer chez eux », explique le juge d'instruction José Thorol.

La purification par l'eau

L'abbé Attagnant, curé du village, surpris à son tour lorsqu'il a surpris la famille en train de prier des cierges partout dans l'église. Il convoque la chanoine Canivez, exorciste officiel du diocèse d'Arras. Qui ne constate sur place qu'« auto-suggestion et hallucinations collectives », aucune manifestation surnaturelle qui justifierait une procédure d'exorcisme.

Il n'empêche, la dérive connue, et l'abbé Attagnant, est obligé de prendre les choses en main. Une grande nébécia de prières est organisée. Les, au bout de trois heures, l'abbé renonce. Et les Confère choisissent de plonger dans leurs livres d'occultisme, pour y trouver ce vieux rite de la purification par l'eau.

L'abbé sera hospitalisé, peu après, pour avoir eu un malaise cardiaque en se rendant compte qu'il avait oublié les clés d'une église voisine, juste avant de célébrer un mariage. Mais à Halinghen, on jure que cela n'a pas de rapport. Comme on refuse tous les procès en sorcellerie. « C'est la première histoire de ce genre », proclame-t-on au seul Café du village. Il s'appelle Café du Progrès, fait face à l'église, et l'on n'y aert pas beaucoup d'eau.

JÉRÔME FENOGLIO

A la suite du compromis passé avec Bruxelles

Paris prépare un projet de loi sur les quotas audiovisuels

Le compromis intervenu la semaine dernière entre Paris et Bruxelles à propos des quotas de diffusion et de production audiovisuels fera l'objet d'un projet de loi (le Monde du 2 août). Ce projet sera vraisemblablement déposé en octobre, à l'ouverture de la session parlementaire.

Ce compromis nécessite en effet un réaménagement des décrets dits « décrets Lang-Tasca » sur les quotas et, en préalable, une modification de la loi sur la communication d'octobre 1986. Le nouveau quota de diffusion d'œuvres françaises fixé à 40 % - alors que la loi parlait de proportion « majoritaire », c'est-à-dire au moins égale à 50 % - devra être introduit. La loi devra aussi intégrer la définition de coproductions « européennes » et non plus seulement « communautaires », c'est-à-dire réservées aux seuls pays membres de la CEE. Compte tenu de ce

projet de loi, l'application des « décrets Lang-Tasca », prévue le 1^{er} septembre, sera donc repoussée au 1^{er} janvier 1992.

Mais la discussion de ce projet devant le Parlement risque de relancer le débat sur d'autres articles de la loi. L'opposition va sans doute profiter de cette occasion pour introduire divers amendements. Ceux-ci devraient porter sur la multiplication des coupures publicitaires dans certains films et téléfilms, dans les dessins animés, les documentaires, etc. - multiplication autorisée par la directive européenne « Télévision sans frontières » - et sur l'autorisation de dépasser les 25 % de participation au capital d'une télévision, actuellement fixée par la loi. Deux revendications qui, si elles étaient satisfaites, bénéficieraient surtout à TF1 et à son actionnaire principal, le groupe Bouygues (le Monde du 15 mars).

Y.-M. L.

Après avoir intercepté deux autobus

Des enfants de harkis bloquent l'accès à un quartier d'Avignon

Une quarantaine d'enfants de harkis ont bloqué l'accès au quartier Montclair, dans le sud d'Avignon, jeudi 8 août, à l'aide de deux autobus qu'ils avaient au préalable interceptés et vidés de leurs passagers. Jeudi soir, alors que l'occupation continuait dans le calme, ils se disaient, « déterminés à rester pacifiquement sur place jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée » à leurs problèmes. Ils estiment en effet que « ni M^{me} Cresson ni le maire d'Avignon, M. Guy Ravier, n'ont tenu leurs engagements ».

Dans un entretien publié jeudi par la Croix, M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, tente de relativiser le problème. Les harkis en soulignent que « les situations d'exclusion grave » ne concernent que cinq cents familles, « soit cinq mille personnes au plus, sur quatre ou cinq sites, dont trente-cinq familles à Narbonne ». Il ajoute que la majorité de la com-

munaute harkie a « réussi son intégration ». Dans ce même entretien, M. Cathala évoque l'éventuelle création d'une nouvelle agence financée par la promotion sociale et culturelle des harkis, car, « pour la réhabilitation de leurs logements ou l'endettement de leurs ménages, le dispositif de droit commun risque de ne pas suffire ». M. Cathala estime, cependant, que « la politique actuelle pour la gestion de l'ONASEC compromet malheureusement cette création ».

Dans une lettre adressée à M^{me} Cresson le 7 août, M^{me} Martine Daugelli, députée (RPR) de Nice, affirme que l'ONASEC, l'agence d'aide aux harkis dissoute en 1986, n'a « absolument pas œuvré pour l'intégration des harkis ». M. Alain Joppé, secrétaire général du RPR, après avoir reçu une délégation de harkis, a déclaré regretter « que l'action engagée par M. Jacques Chirac en 1986 et 1988 n'ait pas été poursuivie par les socialistes, les harkis méritant dignité et considération ».

Une décision du tribunal de Nice

La villa de M. Jacques Médecin sera remise en vente le 12 septembre

NICE

de notre correspondant régional

M^{me} Andrée Koenig, présidente de la chambre des créanciers du tribunal de grande instance de Nice, a confirmé, jeudi 8 août, la remise en vente, aux enchères publiques, le 12 septembre, de la villa de M. Jacques Médecin. La propriété de l'ancien maire (CNI) de Nice avait été adjugée, le 11 juillet, au profit du Trésor, pour une somme de 7510000 F. Mais, comme le permet la loi, la princesse Sofia Borghese, d'une part, et une société luxembourgeoise, Eurafinace, d'autre part, avaient formé une surenchère de 10 %, portant la mise à prix à 8261000 F (le Monde des 19 et 24 juillet). Lors d'une audience du tribunal de Nice consacrée à la validité de ces surenchères, Me Henri-Charles Lambert, l'avocat d'Eurafinace, conseiller de M. Médecin, a contesté, pour divers vices de forme, celle de la princesse Borghese. Le tribunal rendra son jugement, sur ce litige, le mardi 13 septembre. Quelle que soit, cependant, sa décision, la surenchère d'Eurafinace n'ayant pas été contestée, l'adjudication sera bien ouverte le 12 septembre.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 9 août

La baisse reprend

Interrompue pendant quarante-huit heures, la baisse a repris vendredi matin à la Bourse de Paris. Pen après l'ouverture, l'indice CAC 40 accusait déjà un retard de 0,33 %. L'écart se creusait encore par la suite (-0,53 %) avant de se réduire. Aux alentours de 11 heures, le mercure était descendu de 0,20 % sous les colonnes.

Le mensuel

PASSAGES

SHOW BUSINESS

LA GÉNÉRATION

MORALE

VENTE EN KIOSQUE 10 F